Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

2026-04-01

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Approbation du règlement intérieur du Conseil Municipal 2026-2032

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Monsieur le Président expose au Conseil Municipal que selon les termes des articles L.2121-7 à L.2121-8 du Code des Collectivités Territoriales, issu de la loi n°92-125 du 06 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Conseil Municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Il indique ensuite qu'il convient de se prononcer sur le projet de règlement annexé au présent rapport préparatoire.

Invité à délibérer,

Le Conseil Municipal,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Après examen des documents produits,

- **Accepte** à l'unanimité le projet de règlement intérieur proposé par Monsieur le Président.

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

VILLE D'ANNAY

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

2026-2032

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

CHAPITRE I – TRAVAUX PREPARATOIRES COMMISSIONS

ARTICLE 1 – CREATION DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Le conseil municipal forme des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil, soit par l'administration, soit à l'initiative de ses membres.

La composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Elles sont convoquées par le Maire qui en est le président de droit ou sur la demande de la majorité des membres qui la composent. Les commissions désignent un vice-président qui peut les présider en cas d'absence ou d'empêchement du maire.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

- Finances-Personnel 8 membres
- Urbanisme-Aménagements-Activité économique-sécurité 8 membres
- Action sociale-Solidarité-Handicap-Logement-Habitat 8 membres
- Enfance-Jeunesse-Vie associative-Sports-Culture-Fêtes 8 membres

Le conseil municipal peut néanmoins décider de la création de commissions spéciales chargées d'étudier une question spécifique. La durée de vie de ces commissions est dépendante du dossier à instruire. Elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire ou de sa réalisation.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques.

ARTICLE 2 – RÔLE DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises.

Elles émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Les commissions n'ont pas de pouvoir de décision mais émettent des avis.

Les commissions peuvent entendre, en tant que besoin, des personnalités qualifiées.

Elles n'ont pas de pouvoir de décision propre et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum soit exigé.

Les commissions ne peuvent en aucun cas empiéter ni sur le droit d'administration qui appartient au maire, seul exécutif de la commune, ni sur le droit de délibération qui appartient au conseil municipal.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS

Les commissions sont présidées par le Maire ou en cas d'empêchement par le vice-président de la commission désigné par ses membres lors de la première réunion.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

La convocation est adressée à l'initiative du Président ou à défaut du vice-président chargé de la commission et doit indiquer les questions à l'ordre du jour.

La séance n'est pas publique.

Le Directeur Général des Services de la mairie ou un fonctionnaire délégué assiste à toutes les séances de commissions.

Le président de la commission peut faire appel à des personnes extérieures à la commission chargées de présenter certains dossiers. Ces personnes ne sont présentes que pendant le débat relatif à ces dossiers.

Le secrétariat administratif de chaque commission est assuré par le Directeur Général des Services ou un fonctionnaire délégué qui veille particulièrement, auprès du Président de la commission, à la centralisation de dossiers, au suivi de leur circulation auprès des autres commissions concernées et à la transmission des rapports et dossiers à la Direction Générale au terme de leur instruction.

Les avis émis par les commissions sont valables, quel que soit le nombre d'élus présents aux réunions régulièrement convoquées.

Les propositions sont adoptées à la majorité des suffrages exprimés des membres présents. En cas d'égalité de voix, celle du Président ou de son représentant est prépondérante.

ARTICLE 4 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Une commission d'appel d'offres à caractère permanent est constituée par le maire et cinq membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des titulaires.

L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

La commission d'appel d'offres peut toujours faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

ARTICLE 5 – COMITES CONSULTATIFS

Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

associations locales et de personnalités extérieures à l'assemblée communale et particulièrement qualifiées.

Sur proposition du maire : il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours. Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal désigné par le maire.

Les comités peuvent être consultés sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité. Ils peuvent transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.

Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

CHAPITRE II – SESSION DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 6 – PÉRIODICITÉ DES SÉANCES

Le conseil municipal se réunit à l'invitation du Maire au moins une fois par trimestre en séance publique.

Les séances du Conseil Municipal sont publiques. Néanmoins sur demande du Maire, le Conseil Municipal peut se réunir à huis clos.

Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département, ou par le tiers au moins des membres du Conseil Municipal en exercice.

ARTICLE 7 - CONVOCATION

Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique le jour, l'heure et le lieu de la réunion et les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée et publiée. Elle est adressée aux conseillers municipaux par voie dématérialisée (conformément à l'article L 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que la convocation est adressée aux conseillers municipaux par écrit et transmise par voie électronique).

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération, doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance du Conseil Municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, de tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

ARTICLE 8 – ORDRE DU JOUR

Le Maire fixe l'ordre du jour.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers municipaux, le Maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

L'ordre du jour est porté à la connaissance du public par affichage à la porte de l'Hôtel de Ville.

Lorsque la rubrique « Questions diverses » est prévue à l'ordre du jour, l'examen de l'ensemble de ces questions doit faire l'objet, en début de séance, d'une approbation préalable.

ARTICLE 9 – ACCES AUX DOSSIERS PRÉPARATOIRES ET AUX PROJETS DE CONTRAT ET DE MARCHÉ

Tout membre du conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Durant les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, en mairie et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Maire.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des conseillers intéressés, au secrétariat de la mairie (ou dans les services compétents), 5 jours avant la séance à laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération. Conformément à la règlementation en vigueur, le projet de budget est adressé 12 jours calendaires avant son examen en séance.

ARTICLE 10 – ACCÈS ET TENUE DU PUBLIC

Le public est admis, dans la limite des places disponibles dans la partie de la salle du Conseil qui lui est réservée.

Il est formellement interdit au public de troubler les débats, d'intervenir, d'interpeller les élus et de manifester.

Durant toute la séance, le public doit se tenir assis, aux places qui lui sont réservées, et garder le silence : toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui troublerait l'ordre.

En application du décret du 29 mai 1992, il est interdit, tant pour les conseillers municipaux que pour le public, de fumer sur les lieux de réunions.

En cas de crime ou de délit, le Maire en dresse procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

ARTICLE 11 – PRÉSIDENCE DE L'ASSEMBLÉE

Le Maire, à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal.

Toutefois, la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Dans les séances où le compte financier unique du maire est débattu, le Conseil Municipal désigne son président.

Dans ce cas, le Maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le maire vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre les séances, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le(s) secrétaire(e) les épreuves des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des séances.

ARTICLE 12 – SECRÉTARIAT DE SÉANCE

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut leur adjoindre des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le maire pour la vérification du quorum et la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

ARTICLE 13 – SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF

Le secrétariat administratif des séances du Conseil Municipal est assuré par le Directeur Général des Services de la mairie chargé notamment au cours de la phase préparatoire des séances publiques :

-de dresser la liste des dossiers instruits et déposés au Secrétariat Général,

-de rédiger l'ordre du jour fixé par le Maire et d'en assurer l'expédition accompagné des notes de synthèse ou des projets de délibération.

ARTICLE 14 – DÉROULEMENT DES SÉANCES

Le Maire :

- ouvre la séance,
- fait procéder à la désignation du secrétaire qui procédera à l'appel,
- contrôle les délégations de vote,
- s'assure que le quorum est atteint, pour que le Conseil puisse valablement délibérer,
- soumet à l'adoption le procès-verbal de la séance précédente,
- appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour et les soumet à l'approbation du Conseil Municipal,
- il peut modifier l'ordre des questions soumises à délibération,
- ferme la séance.

ARTICLE 15 – QUORUM

Le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum à savoir la majorité des membres en exercice (la moitié + un) s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Dans le cas où des conseillers se retirent en cours de séance, le quorum est vérifié avant la mise en délibéré des affaires suivantes.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Quand, après une première convocation régulièrement faite, le Conseil Municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 16 – POUVOIRS

Un conseiller municipal, empêché d'assister à une séance, peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être remis au Directeur Général des Services de la Mairie, chargé du contrôle administratif, en début de séance.

CHAPITRE III – ORGANISATION DES DÉBATS ET VOTE DES DELIBÉRATIONS

Le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il donne son avis toutes les fois que celui-ci est requis par les Lois et Règlements ou qu'il est demandé par les représentants de l'Etat dans le Département.

Il participe, dans les conditions fixées par le présent règlement, au débat sur les orientations générales du Budget.

Il émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Le Conseil Municipal délibère sur le Compte Financier Unique qui lui est annuellement présenté par le Maire.

ARTICLE 17 – EXAMEN DES QUESTIONS PORTEES A L'ORDRE DU JOUR

Après avoir mis aux voix, le compte rendu de la réunion précédente et pris note éventuellement des rectifications susceptibles d'y être apportées, le Maire appelle les affaires inscrites à l'ordre du jour. Il les soumet, après présentation par le rapporteur désigné par ses soins, à l'approbation du Conseil Municipal.

ARTICLE 18 – DÉBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent. Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

L'adjoint délégué compétent et le rapporteur de la proposition de délibération sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent.

Si un orateur s'écarte de la question ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire.

Sur des dossiers sensibles et pour favoriser la concertation, le Maire peut, avec l'accord du Conseil Municipal, afin d'éclairer celui-ci et l'aider à délibérer, suspendre la séance pour permettre à des représentants qualifiés d'associations ou à des experts de s'exprimer, puis reprendre la séance.

ARTICLE 19 – TEMPS DE PAROLE – DÉBATS ORDINAIRES

Un membre de chaque groupe dispose, avant chaque vote, d'un temps de parole pour faire connaître la position du groupe sur la question mise aux voix.

La détermination du temps de parole consacré à la discussion de chaque affaire est appréciée par le Maire, Président de séance, en fonction de l'intérêt de l'importance des questions.

Compte-tenu de l'instruction préalable des affaires au sein des commissions permanentes d'études et de larges échanges de vues qui peuvent ainsi avoir lieu, les explications de vote, par les porte-parole du groupe notamment, ne doivent pas excéder trois minutes pour les débats ordinaires.

ARTICLE 20 – TEMPS DE PAROLE – DÉBATS SPÉCIFIQUES

Si l'importance des questions évoquées et le bon déroulement des débats le justifient, les représentants des groupes peuvent exposer sans limitation de durée, à priori, sous réserve des dispositions prévues au chapitre 24.

Il en est ainsi lorsque viennent en délibération, des projets ou des présentations portant sur des questions importantes engageant la politique municipale et nécessitant de plus larges développements et des échanges de vues plus élaborés (aménagement de la ville, travaux importants, investissements nouveaux, planification…).

Par ailleurs, un membre d'un groupe peut toujours exprimer les motifs d'un vote particulier (abstention par exemple) si ce dernier est différent de la position collégiale de son groupe.

ARTICLE 21 – CLÔTURE DE TOUTE DISCUSSION

Il est rappelé qu'il appartient au Maire, seul, au cours de toute séance, en qualité de Président, de mettre en discussion les affaires, et, de la même façon, de mettre fin aux débats.

Afin de conserver à ceux-ci une bonne tenue et d'éviter tout abus, le Maire peut mettre fin aux interventions qui prolongeraient inutilement la durée de la séance et paralyseraient ainsi les pouvoirs de décision de l'Assemblée.

Un membre du Conseil peut demander également qu'il soit mis fin à toute discussion et qu'il soit procédé au vote. Dans ce cas, le Maire ou le Président de séance peut interrompre l'orateur en l'invitant à conclure brièvement. Il peut, le cas échéant, lui retirer la parole.

Les mêmes dispositions peuvent être appliquées lors des interventions hors sujet, quel que soit l'importance des questions évoquées.

ARTICLE 22 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres du Conseil ou le public qui s'en écartent et en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article L 2121.16 suivant : le Maire a seul la police de l'Assemblée. Le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, dans la même séance, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par le Maire :

- rappel à l'ordre
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal
- suspension et expulsion

Est rappelé à l'ordre, tout conseiller municipal qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le conseil municipal peut, sur proposition du Maire, décider de lui interdire la parole pour le reste de la séance. Le conseil se prononce à main levée, sans débat. Si ledit membre du conseil municipal persiste à troubler les travaux de l'Assemblée, le Maire peut décider de suspendre la séance et expulser l'intéressé.

ARTICLE 23 – SUSPENSION DE SÉANCE

Le Maire peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance, formulée par au moins cinq membres du Conseil Municipal.

La suspension de séance demandée par le Maire ou par un conseiller au nom d'un groupe est de droit.

Le Maire prononce les suspensions de séance et en fixe la durée.

ARTICLE 24 – VOTES

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins blancs, nuls et les absentions ne sont pas comptabilisés dans le calcul de la majorité absolue.

En cas de partage, sauf le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin public, sur la demande du quart des membres présents ; les noms des votants avec la désignation de leur vote sont insérés au procès-verbal.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une représentation selon les dispositions de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé. Par contre, lors d'un vote à scrutin secret sur un sujet de portée générale, à égalité de voix, la proposition doit être considérée comme rejetée.

Le conseil Municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

- A main levée,
- Par assis et levé,
- Au scrutin public sur appel nominal
- Au scrutin secret

Ordinairement, le Conseil Municipal vote à main levée, le résultat en étant immédiatement constaté par le Maire et le secrétaire.

Les refus de vote sont enregistrés comme tel.

ARTICLE 25 – QUESTIONS ECRITES

Chaque membre du Conseil Municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la Ville d'Annay et l'action municipale.

Le Maire répond aux questions dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, ce délai peut être prolongé sans toutefois dépasser 1 mois.

ARTICLE 26 – AMENDEMENTS

L'examen approfondi de tous les projets de délibérations doit permettre à chaque groupe politique ou élu de former son opinion, en vue de faciliter l'organisation du débat en séance publique. Chaque élu a la possibilité, en exprimant sa volonté, de proposer des amendements ou des contre-projets sur toute affaire en discussion soumise au Conseil Municipal.

Ceux-ci doivent être rédigés par écrit, adressés à Monsieur le Maire et déposés au Secrétariat Général deux jours francs avant la séance du Conseil Municipal. Ils sont mis aux voix avant la question principale en commençant par celui qui s'écarte le plus du projet de délibération.

Si la complexité de l'amendement le justifie ou si l'amendement est présenté en séance, le maire a la faculté de les refuser ou de les renvoyer à la commission compétente.

ARTICLE 27 – QUESTIONS ORALES

Les conseillers municipaux peuvent, après examen des délibérations portées à l'Ordre du jour exposer à chaque séance ordinaire du Conseil des questions ayant strictement trait aux affaires de la commune. Celles-ci devront faire l'objet d'une transmission écrite au Maire, deux jours francs avant la date du Conseil Municipal déposée au Secrétariat Général.

Elles seront rédigées de manière la plus claire et la plus stricte possible, dans les termes de l'exposé oral qui aura lieu en séance. Les questions ne portent que sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles.

Elles recevront une réponse immédiate en séance chaque fois que leur examen approfondi aura été possible dans ce délai.

Dans la mesure où les interventions visées à l'alinéa précédent sont du ressort d'une ou plusieurs commissions visées au chapitre I, le Maire peut décider leur transmission pour examen, aux commissions concernées. Dans ce cas, ou si la réponse nécessite un examen approfondi, il sera répondu par écrit et chaque Conseiller en aura communication. Il en va de même pour les questions formulées en séance du Conseil qui n'auraient pas fait l'objet d'un dépôt préalable dans le délai requis.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

ARTICLE 28 – LEVÉE DE SÉANCE

Le Maire, Président de séance, peut prononcer la levée de la séance du Conseil Municipal lorsque l'ordre du jour est épuisé.

Il peut également lever la séance si l'ordre du jour ne peut être épuisé en renvoyant les débats à une date ultérieure. La reprise ultérieure des débats dans ces conditions constitue alors une nouvelle séance nécessitant de nouvelles convocations.

ARTICLE 29 – PROCES VERBAL DE SÉANCE

Un procès-verbal reprenant l'ensemble des délibérations est tenu à disposition des Conseillers Municipaux. Il mentionne les noms des membres présents, absents, excusés et représentés. Il reproduit également le texte de l'exposé de la délibération et indique le résultat des votes intervenus.

Ce procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil Municipal à l'ouverture de la séance suivante. Les membres du Conseil Municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à porter audit procès-verbal visé.

ARTICLE 30 – COMPTE-RENDU

Le compte-rendu affiché présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Conseil Municipal.

Ce compte-rendu est tenu à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

ARTICLE 31 – EXPRESSION DES GROUPES

Chaque séance du Conseil Municipal fait l'objet d'une parution dans l'annexe de « La vie Annaysienne ». Cette annexe comportera une libre-expression des groupes le constituant sur la quatrième page.

La règle de la représentation de chaque groupe au sein du Conseil Municipal devra être respectée en nombre de signes publiés à cette fin.

Les modalités pratiques et la répartition de la surface entre les groupes est la suivante (comme entendu au préalable entre chaque groupe) :

Une page représente 4200 caractères.

- L'avenir d'Annay entre vos mains : 2784 caractères espaces compris
- L'Union Annaysienne : 1260 caractères espaces compris
- Rassemblement pour l'Avenir d'Annay : 156 caractères espaces compris

Les textes seront remis ou adressés par courriel en mairie dans les 5 jours qui suivent le conseil municipal. Ils ne pourront concerner que des sujets d'intérêt communal ; A défaut de réception des tribunes dans le délai imparti, l'espace réservé à ces tribunes est laissé vacant avec la mention suivante : « l'expression du groupe (…) n'est pas parvenue à la rédaction. Cet espace lui est néanmoins réservé ».

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

ARTICLE 32 – REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

En application de l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales, la liste des délibérations examinées par le Conseil Municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site Internet de la commune.

Les Conseillers Municipaux présents en session sont tenus de signer la feuille de présence.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Elles sont signées par le Maire et le ou les secrétaires de séance.

ARTICLE 33 – RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Les délibérations et les arrêtés du maire, à caractère règlementaire, sont publiés dans un recueil des actes administratifs.

ARTICLE 34 – TRANSMISSION AU REPRESENTANT DE L'ETAT

Les extraits de délibérations sont transmis dès que possible au Sous-Préfet, accompagnés de toutes les pièces nécessaires à l'exercice du contrôle de légalité par le Directeur Général des Services.

Ces extraits mentionnent les noms des conseillers présents, absents ou représentés. Ils mentionnent également le texte intégral de l'exposé de la délibération en précisant lorsque l'unanimité n'est pas recueillie, le nombre de voix pour, le nombre de voix contre et les abstentions.

CHAPITRE IV – BUDGET DE LA COMMUNE

ARTICLE 35 – PRÉPARATION DE l'EXAMEN DU BUDGET : DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat a lieu sur les orientations générales du budget, dans un délai maximal de 10 semaines avant l'examen du budget définitif.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des conseillers municipaux, 5 jours francs avant la séance, des données synthétiques sur la situation financière de la commune contenant, notamment, des éléments d'analyse rétrospective et prospective (principaux investissements projetés ; niveau d'endettement et progression envisagée ; charges de fonctionnement et évolution ; proposition des taux d'imposition des taxes locales).

Chaque élu peut s'exprimer en principe sans qu'il y ait limitation de durée.

Toutefois le Conseil Municipal peut fixer sur proposition du maire le nombre d'intervenants ayant à prendre la parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux, en respectant l'égalité de traitement des élus et le droit d'expression des différentes sensibilités politiques représentées au sein de l'assemblée.

ARTICLE 36 – BUDGET PRIMITIF ET DECISION MODIFICATIVE

Les projets du Budget Primitif et Décisions Modificatives sont examinés par la Commission des Finances 10 jours au moins avant la séance du Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

Les crédits sont votés par chapitre et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

ARTICLE 37 – LE COMPTE FINANCIER UNIQUE

Le Conseil Municipal délibère sur le CFU qui lui est présenté annuellement par le Maire dans les conditions fixées à l'article 12.

L'article L 2222.3 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 généralisent le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard sur l'exercice budgétaire 2026. Le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Il met en évidence les informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux de contributions et produits afférents. C'est une procédure entièrement dématérialisée permettant la mise en place de contrôle automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Le CFU doit être voté avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné. Il est arrêté si une majorité de voix de s'est pas engagée contre son adoption.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 38 – CONSTITUTION DES GROUPES

Les membres du Conseil Municipal peuvent constituer des groupes par simple déclaration adressée au maire et signée par tous les membres du groupe.

Les groupes élisent chaque année leur Président et notifient cette désignation au Maire.

Les membres du conseil n'adhérant à aucun groupe constituent le groupe des non-inscrits.

Tout membre du Conseil peut, à tout moment, adhérer ou cesser d'adhérer à un groupe par simple lettre adressée au Maire qui en donne connaissance à tous les membres du Conseil Municipal.

ARTICLE 39 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX

Les conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'une salle.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

ARTICLE 40 – DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

La démission d'un membre d'un Conseil Municipal est adressée par écrit au Maire selon l'article L2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 41 – ASSIDUITÉ DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

L'absence répétée et non justifiée d'un conseiller municipal, d'un adjoint ou d'un conseiller délégué pourra entraîner la suspension voire la suppression des indemnités de fonction.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260401-DE

ARTICLE 42 – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Le présent règlement entrera en application dès que la délibération décidant son adoption sera exécutoire.

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du maire ou d'1/3 des membres du Conseil Municipal en exercice.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER – NOMENCLATURE M57 –

Ville d'ANNAY sous LENS

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

SOMMAIRE

INTRODUCTION 05

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

I LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES 06

A la séparation de l'Ordonnateur et du Comptable 06

B Principes Comptables 06

a. L'Annualité 06
b. L'unité 06
c. L'universalité 07
d. La sincérité 07
e. L'équilibre 07

II LES GRANDS PRINCIPES COMPTABLES 07

III LA PRESENTATION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES ET DES ETATS ANNEXES 08

a. Les documents budgétaire 08
b. Le contenu du budget 08
c. Le vote du budget 08
d. La présentation des autres documents budgétaires 08
e. Le Débat d'orientation budgétaire (DOB) 10

CHAPITRE 2 : L'EXECUTION DU BUDGET

I L'EXECUTION DES DEPENSES 11

a. La comptabilité d'engagement 11
b. La liquidation 12
c. L'ordonnancement et le mandatement 12
d. Le paiement 12
e. Le délai de paiement et les intérêts moratoires 13

II L'EXECUTION DES RECETTES 14

a. La comptabilité d'engagement 14
b. La liquidation 15
c. L'ordonnancement et l'émission du titre de recettes 15
d. Le recouvrement 15
e. Les limites au recouvrement 16

III LES ECRITURES DE REGULARISATION 17

IV LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE 17

a. Définition 17
b. Conditions et modalités du rattachement 18

V LES REPORTS OU RESTES A REALISER 19

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

a. Définition
b. Conditions des report
c. Etat des restes à réaliser 19

CHAPITRE 3 : LA GESTION PLURIANNUELLE : LA PROGRAMMATION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

I. LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA GESTION EN AP/AE – CP 20

a. La section d'investissement : les AP/CP 20
b. La section de fonctionnement : les AE/CP 20

II. LA GESTION DES AP/AE 20

a. Le vote d'une AP/AE 20
b. L'affectation d'une AP/AE 20
c. L'engagement d'une AP/AE 20
d. La révision d'une AP/AE 21
e. La clôture des AP/AE 21
f. La classification des AP/AE et les règles de caducité 21

III LA GESTION DES CREDITS DE PAIEMENT (CP) 21

a. L'échéancier de crédits de paiement (CP) 21
b. Les Virements 21
c. Les lissages et les report 21

CHAPITRE 4 : LA GESTION DU PATRIMOINE

I DEFINITION DU PATRIMOINE 23

II LE SUIVI DES IMMOBILISATIONS 23

III LES AMORTISSEMENTS 24

a. Définition et champ d'application 24
b. Modalités et durées d'amortissement 25

CHAPITRE 5 : LES REGIES

I CREATION ET MODIFICATION DES REGIES 28

a. L'acte constitutif de la régie 28
b. L'acte de nomination 28

II LE FONCTIONNEMENT DES REGIES 29

a. Régie de recettes 29
b. Régie d'avances 29

III RESPONSABILITE ET REGIME INDEMNITAIRE DES REGISSEURS 30

a. La responsabilité des régisseurs 30
b. Le cautionnement 30
c. Le régime indemnitaire des régisseurs 30

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

I LES PROVISIONS 31

II LES CHARGES A ETALER 31

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

III. LES CHARGES ET LES PRODUITS CONSTATES 32

CHAPITRE 7 : LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

I OPERATIONS DE GESTION DE LA DETTE 33

II OPERATIONS DE GESTION DE LA TRESORERIE 33

III LES GARANTIES D'EMPRUN 34

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

INTRODUCTION

Depuis le 1er janvier 2024, la commune d'ANNAY SOUS LENS est régie par la nomenclature M57 pour son budget principal et le budget CCAS.

Cette nomenclature transpose à la commune une large part des règles budgétaires et comptables applicables aux Régions et aux Départements. Parmi ces règles figure l'obligation de se doter d'un règlement budgétaire et financier.

Le présent règlement budgétaire et financier fixe les règles de gestion budgétaire et financière applicables à la Ville de ANNAY SOUS LENS pour la préparation et l'exécution du budget.

L'article L.5217-10-8 du CGCT précise qu'à l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, la Ville de ANNAY SOUS LENS se dote d'un règlement budgétaire et financier valable pour la durée de la mandature, avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement ; il peut être révisé.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 1 : LE CADRE JURIDIQUE ET LES PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

I LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES

A La séparation de l'Ordonnateur et du Comptable

L'Ordonnateur : le Maire, est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes (Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012).

Le Comptable : le Trésorier Payeur, agent de l'Etat, contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement. Il est chargé d'exécuter, sous sa responsabilité personnelle, le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts par le Conseil Municipal.

A compter du 1er janvier 2024 le comptable est placé sous le régime de la responsabilité des gestionnaires publics (Ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022)

B Principes Comptables

a. L'annualité / l'antériorité

Le budget est établi et exécuté pour une période correspondant à l'année civile, soit du 1er janvier au 31 décembre de l'année « N ».

Il en résulte le principe d'antériorité selon lequel le budget devrait être voté avant le début de l'année pour s'appliquer dès le 1er janvier. Cette année permet à l'exécutif d'appliquer le programme prévu pour l'année sans être obligé de revenir devant l'assemblée pour obtenir les autorisations nécessaires.

La loi prévoit que le budget primitif puisse être voté jusqu'au 15 avril ou au 30 avril en cas de renouvellement de l'assemblée délibérante. De même, l'année budgétaire est fictivement prolongée d'un mois.

Cette « journée complémentaire » permet d'enregistrer au budget « N-1 » l'ensemble des droits et obligations de l'année.

b. L'unité

Pour faciliter le contrôle politique et juridique, ainsi que le suivi de l'exécution, toutes les opérations budgétaires figurent dans un document unique appelé « budget ».

Ce principe connaît deux exceptions majeures :

- les budgets annexes : La comptabilité impose une gestion séparée des recettes et des dépenses liées à certains services publics locaux. Il s'agit principalement des services à caractère industriel ou commercial (eau et assainissement…). La Ville de ANNAY SOUS LENS dispose de 0 budget annexe

- les budgets autonomes : Il s'agit des établissements publics locaux (CCAS)

c. L'universalité

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Ce principe se décline en deux sous-principes :

- La « non compensation » ou la règle du « produit brut »

Toutes les recettes et toutes les dépenses doivent être intégralement décrites sans qu'il soit procédé à des contractions entre elles. La reprise au budget principal du solde des budgets annexes et autonomes constitue une exception à ce principe.

- La règle de la non-affectation des recettes

Selon celle-ci, une recette n'est pas affectée à une dépense. Cette règle connaît de très nombreuses exceptions (subventions pour tels ou tels équipements, dotations affectées, certaines ressources fiscales telle que la taxe de séjour ou la taxe d'aménagement).

d. Sincérité

La sincérité est l'application de bonne foi des règles et procédures comptables en fonction de la connaissance que les producteurs des comptes ont de la réalité et de la nature des opérations et évènements enregistrés.

e. L'équilibre

Les comptes des collectivités locales doivent être votés en équilibre, ce qui impose :

- Que les recettes soient égales aux dépenses. L'équilibre s'apprécie au sein des deux sections (fonctionnement et investissement) et de façon globale.

- La sincérité de l'évaluation. Les dépenses ne doivent pas être sous évaluées et les recettes majorées fictivement.

- Un autofinancement minimum. Le remboursement de l'emprunt en capital doit être assuré par les recettes propres de la collectivité.

II LES GRANDS PRINCIPES COMPTABLES

Les principes Comptables qui garantissent la production de comptes annuels fiables sont les suivants (Article 57 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) :

- La régularité : conformité aux lois et aux règlements en vigueur des opérations financières conduisant aux enregistrements comptables ;
- La sincérité : comptabilisation des dépenses et des recettes en fonction des éléments d'information disponibles à un moment donné ;
- L'exhaustivité : enregistrements comptables détaillant la totalité des droits et obligations de l'entité ;
- La spécialisation des services : enregistrement définitif en comptabilité des opérations se rattachant à la bonne période comptable et au bon exercice ;
- La permanence des méthodes : les mêmes règles et procédures sont appliquées chaque année afin que les informations comptables soient comparables ;
- L'image fidèle : les comptes donnent une représentation du résultat de la gestion, du patrimoine et de la situation financière de l'entité conforme à la réalité.

III LA PRESENTATION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES ET DES ETATS ANNEXES

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

a. Les documents budgétaires

LE BUDGET

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante les recettes et les dépenses d'un exercice.

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives, autorisations d'engagement et de programme.

En dépenses, les crédits votés sont limitatifs, les engagements ne peuvent pas être créés et validés sans crédits votés préalablement. En recettes, les prévisions sont évaluatives. Les recettes réalisées peuvent, par conséquent, être supérieures aux prévisions.

Le budget est présenté par chapitre et article conformément à l'instruction comptable en vigueur.

b. Le contenu du budget

Les prévisions du budget doivent être sincères : toutes les dépenses et toutes les recettes prévisibles doivent être inscrites et ne doivent être ni sous-estimées, ni surestimées. Les dépenses obligatoires doivent être prévues.

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

c. Le vote du budget primitif

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Il peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique. Par dérogation, le délai est repoussé au 30 avril lorsque les informations financières communiquées par l'Etat parviennent tardivement aux collectivités locales ou lors des années de renouvellement des assemblées délibérantes.

L'assemblée délibère sur un vote du budget par nature, en appliquant la nomenclature développée M57 au 1er janvier 2024. Le budget est présenté par chapitre et article.

L'exécutif a également la possibilité de proposer au vote des autorisations de programmes et des crédits de paiement en investissement, dans le cadre d'une délibération distincte.

Le budget doit être voté en équilibre réel. La capacité d'autofinancement brute doit impérativement permettre le remboursement de la dette. La collectivité ne peut pas couvrir ses charges de fonctionnement par le recours à l'emprunt.

d. La présentation des autres documents budgétaires

1. Les décisions modificatives et le budget supplémentaire

Les décisions modificatives se conforment aux mêmes règles d'équilibre réel et de sincérité que le budget primitif.

Les inscriptions nouvelles ou ajustements de crédits doivent être motivés et gagés par des recettes nouvelles, des redéploiements de crédits ou, après arbitrage, par la reprise du résultat de l'année précédente.

En cas de vote du budget primitif avant l'arrêt des comptes définitifs de l'année N-1, la commune est amenée à effectuer un Budget Supplémentaire, décision modificative particulière, dont l'objet est de

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

reprendre les résultats de l'exercice clos ainsi que les éventuels reports de crédits en investissement (le montant des reports en dépenses et en recettes doit être conforme aux restes à réaliser constatés au compte financier unique de l'exercice écoulé) et de proposer une modification du budget en cours dans le cadre de cette reprise.

2. Les virements de crédits

Les virements de crédits sont autorisés au sein du même chapitre après validation du Maire.

Si les crédits d'un chapitre sont insuffisants, c'est l'assemblée délibérante qui est seule autorisée à modifier les crédits.

En application de l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante, au moment du vote du budget, pourra autoriser le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre pour les budgets M.57, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections. Dans ce cas, le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3. Le compte financier unique

Le compte financier unique (CFU) devient, à partir de 2026, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens. Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

• Favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
• Améliorer la qualité des comptes ;
• Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives. En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer les assemblées délibérantes et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

Le Maire présente annuellement le Compte Financier Unique au Conseil Municipal, qui est mis en débat sous la présidence de l'un de ses membres. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion. Il doit se retirer au moment du vote.

La production du compte Financier Unique du budget principal et des budgets annexes permet à l'exécutif de rendre compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le compte financier unique rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) et présente les résultats comptables de l'exercice.

Il est soumis par l'exécutif pour approbation à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice et qui peut constater ainsi la stricte concordance avec le compte de gestion du Comptable public.

Ce dernier fait l'objet d'une délibération propre et doit être transmis, en tout état de cause, avant le 1er juin par le Comptable public. Un délai particulier est prévu en cas de renouvellement de l'assemblée délibérante.

L'article L. 1612-14 du CGCT prévoit que « Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10% des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine ». Cet article vise à s'assurer que la réalisation en exécution du budget de la collectivité locale n'a pas été effectuée en déficit.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

4. Le budget et le compte financier unique dématérialisés

Le budget et le compte financier unique sont dématérialisés grâce à l'outil TOTEM.

Cet outil, permet de consolider les données et les informations relatives aux états annexes afin de générer budgets primitifs, budgets supplémentaires, décisions modificatives et comptes financiers uniques. Une fois le budget voté, ces informations sont transmises en Préfecture en vue du contrôle de l'égalité et télétransmises au Comptable public en vue du contrôle budgétaire.

Grâce aux maquettes dématérialisées produites par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL), cette dématérialisation s'effectue dans le respect strict de la présentation et du plan de comptes réglementaires applicables à l'exercice en cours :

- Si le budget de l'exercice N est voté en année N-1 (jusqu'au 31 décembre N-1), c'est la présentation et le plan de compte N-1 qui s'appliquent.

- Si le budget de l'exercice N est voté en année N (à partir du 1er janvier N), c'est la présentation et le plan de comptes N qui s'appliquent.

e. Le débat d'orientation budgétaire

L'article L 2312-1 (alinéa 2 et 3) du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, pour les communes de plus de 3 500 habitants, que le Maire présente dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget, un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) et ce au travers des évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues.

Ces éléments prennent en compte le budget principal et l'ensemble des budgets annexes. Le rapport donne lieu à un débat sanctionné par une délibération qui permet de prendre acte du DOB de prémunir la collectivité d'un éventuel contentieux engagée par un tiers devant une juridiction administrative. Cette délibération est transmise au représentant de l'Etat et doit être mise à disposition du public à la mairie dans un délai de quinze jours.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 2 : L'EXECUTION DU BUDGET

I L'EXECUTION DES DEPENSES

Le principe de la séparation des fonctions entre l'Ordonnateur et le Comptable implique que chacun d'eux doit tenir une comptabilité lui permettant de décrire et de contrôler les différentes phases des opérations.

L'exercice des fonctions d'Ordonnateur et de Comptable public est incompatible.

Les opérations relatives à l'exécution du budget relèvent exclusivement des Ordonnateurs et des Comptables publics.

★ Relèvent de la compétence de l'Ordonnateur, les actes suivants :
- l'engagement,
- la liquidation,
- l'ordonnancement et le mandatement assorti des pièces justificatives requises,
- l'annulation du mandat,
- le cas échéant, la programmation, la répartition, et la mise à disposition des crédits,

★ Relèvent de la compétence du Comptable public les actes suivants :
- la prise en charge des ordres de payer (mandats de paiement) transmis par l'Ordonnateur dans la comptabilité après les avoir contrôlés,
- le paiement des dépenses,
- la garde et la conservation des fonds et des valeurs,
- le maniement des fonds et des mouvements de comptes et disponibilités,
- la conservation des pièces justificatives des opérations transmises par l'Ordonnateur et des documents de comptabilité,
- La tenue de la comptabilité générale.

a. La comptabilité d'engagement

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est une obligation règlementaire.
La méconnaissance des règles de la comptabilité d'engagement est sanctionnée par l'article L.313-1 du Code des juridictions financières.
La compatibilité d'engagement constitue en outre un outil de gestion qui permet de connaître à tout moment les crédits ouverts en dépenses, les crédits disponibles pour engagement, les crédits disponibles pour mandatement et les dépenses exécutées.
La comptabilité d'engagement permet de dégager, en fin d'exercice, le montant des restes à réaliser et rend possible les rattachements de charges.

★ L'engagement Comptable
Il précède ou est concomitant à l'engagement juridique (Article 30 du décret du 7 novembre 2012). Il est l'acte par lequel la ville :
- crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle il résultera une dépense,
- constate à son bénéficie une créance de laquelle il résultera une recette.

Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que l'on s'apprête à conclure.
Il est constitué obligatoirement de trois éléments :
- un montant prévisionnel de dépense,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

- un tiers bénéficiaire de la dépense,
- une imputation budgétaire.

★ L'engagement juridique
C'est l'acte par lequel la ville crée ou constate à son encontre une obligation. Elle s'appuie sur un document le plus souvent contractuel. Les actes constitutifs des engagements juridiques peuvent être les bons de commandes, les marchés, certains arrêtés, certaines délibérations, la plupart des conventions, les décisions de justice …

b. La liquidation

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette en attestant du service fait et d'arrêter le montant de la dépense.
La liquidation est rattachée à l'engagement comptable initial. Si ce dernier se révèle insuffisant, il convient de l'abonder au préalable. Si le montant de la dépense est inférieur à l'engagement initial et couvre l'intégralité du coût, et qu'aucune nouvelle dépense ne fera l'objet d'une liquidation sur l'engagement concerné, alors ce dernier sera soldé. La liquidation prend la forme d'un état liquidatif et/ou de la certification pour paiement. Le dossier de liquidation comprend l'état liquidatif et toutes les pièces justificatives listées dans le Décret n° 2022-505 du 23 mars 2022.

★ Le service fait
La notion de service fait (Article 31 du décret du 7 novembre 2012) correspond à l'exécution des prestations ou la livraison des fournitures commandées. Il s'agit d'attester que la livraison ou la réalisation de la prestation a bien eu lieu et qu'elle s'est faite conformément aux exigences formulées dans l'engagement juridique.
Toutes les dépenses sont en principe payées après constatation du service fait.
La constatation du service fait permet de déterminer la date effective de réalisation des prestations. Elle permet la bonne application du délai global de paiement et la vérification du respect du délai d'exécution de la prestation déclenchant l'application des pénalités de retard le cas échéant.
La constatation du service fait peut-être totale ou partielle. Elle doit être effectuée par l'agent ayant effectivement suivi la réalisation de la prestation sans qu'il soit nécessaire de bénéficier d'une délégation de signature à cet effet.
La constatation du service fait peut-être demandée par le service comptable par voix dématérialisée. A chaque réception des factures il est demandé à l'agent constatant le service fait de valider la réalisation effective de la prestation, (bon de livraison dument signé, procès-verbal de réception…).

c. L'ordonnancement et le mandatement

L'ordonnancement est l'ordre donné par l'Ordonnateur au Comptable de payer une dépense ou de recouvrer une recette (Article 32 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012).
Toutefois, par dérogation à l'article 11 du décret du 7 novembre 2012 certaines dépenses peuvent être payées sans ordonnancement ou sans ordonnancement préalable. Ces dépenses sont listées à l'Arrêté du 16 février 2015 précité et sont imputées sur un compte spécifique par le Comptable public qui en informe l'Ordonnateur.
Un mandat de régularisation doit être émis avant la clôture de l'exercice.
Le mandat est l'acte administratif donnant l'ordre au Receveur de payer une dette au créancier.
Après contrôle et validation de la liquidation, la Direction des Finances ou le service gestionnaire émet le mandat transmis avec le bordereau associé au trésorier, accompagné des pièces justificatives.

d. Le paiement

Le paiement est l'acte par lequel la ville se libère de sa dette sur ordre émanant de l'Ordonnateur.
Le paiement effectif ne peut être effectué que par le trésorier.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Le payeur effectue les contrôles de régularité auxquels il est tenu conformément à l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 et ces contrôles portent sur :
- la qualité de l'Ordonnateur ou de son délégué, - la disponibilité des crédits, - l'exacte imputation Comptable,
- la validité de la dépense (la justification du service fait et l'exactitude des calculs de la liquidation),
- le caractère libératoire du règlement.

Si les contrôles permettent d'identifier des anomalies, le Trésorier rejette les mandats et en informe l'Ordonnateur pour traitement en lui communiquant le motif du rejet par l'envoi du bordereau de rejet.

La gestion des demandes de paiement impose l'utilisation de la facture sous forme électronique plutôt que papier, via l'utilisation du portail internet Chorus Pro du Ministère des Finances : https://chorus-pro.gouv.fr/

Les factures peuvent être transmises via ce portail en utilisant :
• le numéro SIRET de la ville ou celui des budgets annexes ;

e. Le délai de paiement et les intérêts moratoires

★ Définition et calcul du délai de paiement

La ville et le Trésorier sont soumis respectivement au respect d'un délai de paiement fixé par décret pour toute dépense dans le cadre des contrats de la commande publique ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services (marché public, délégations de services publics.) en l'absence de délai prévu au contrat.
Ainsi ne sont notamment pas soumises au délai global de paiement les dépenses relatives aux participations et subventions, aux conventions de financement de mandat, aux contrats financiers, aux frais de personnel et de déplacement.

Le délai global maximum de paiement est de **30 jours calendaires**. Ce délai démarre à la date de réception de la facture ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture, et cesse à la date du virement bancaire opéré par le Payeur.

En l'absence de convention entre l'Ordonnateur et le Payeur, le délai global de paiement est réparti pour La ville en **20 jours** pour l'Ordonnateur et **10 jours** pour le Comptable public.
Le délai peut être suspendu lorsque la demande de paiement n'est pas conforme.
Cette suspension ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

Le règlement des factures peut être réalisé si les conditions suivantes sont réunies :
- les mentions obligatoires sont inscrites (raison sociale du fournisseur, N° de Siret, date de la facture, désignation de la collectivité, quantités, prix unitaires, taux et montant de la TVA, total de la facture H.T. et T.T.C.),
- les pièces justificatives sont jointes,
- le service fait est constaté.
Dans le cas contraire, afin de suspendre le décompte du délai de paiement, une notification doit être faite au prestataire, par tout moyen permettant d'attester une date certaine de sa réception, indiquant le motif du retour de la facture non-conforme et le cas échéant, les pièces à joindre.

Un nouveau délai de paiement court à compter de la réception des documents demandés, il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

L'indemnité forfaitaire de frais de recouvrement s'élève à 40 €. Elle est versée automatiquement quel que soit le montant des intérêts moratoires.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Une indemnité complémentaire peut être versée sur demande justifiée d[illegible] de recouvrement sont supérieurs au montant de 40 € forfaitaire.

L'Ordonnateur, après avoir constaté le retard, liquide puis ordonnance les intérêts moratoires, et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement et, le cas échéant, l'indemnisation complémentaire. L'état liquidatif détaille les sommes à payer à l'appui de l'ordre de payer.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant le mandatement de la demande de paiement initiale.

Lorsque les intérêts moratoires ou une partie de ceux-ci sont dus au dépassement du délai de 10 jours du Comptable public et par conséquent, imputables au Payeur la ville est remboursée par les services de l'Etat dans un délai de deux mois suivant l'action récursoire exercée auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

II L'EXECUTION DES RECETTES

En application du principe de la séparation des fonctions entre l'Ordonnateur et le Comptable

★ Relèvent de la compétence de l'Ordonnateur, les actes suivants :
- la constatation des droits et obligations,
- l'engagement,
- la liquidation,
- l'ordonnancement et l'émission de l'ordre de recouvrer (titre de recette) assortis des pièces justificatives requises,
- l'annulation de l'ordre de recouvrer,
- le cas échéant, la programmation, la répartition, et la mise à disposition des crédits,
- l'autorisation des poursuites donnée au Comptable en l'absence de paiement spontané,
- les décisions d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et les décisions de remise gracieuse.

★ Relèvent de la compétence du Comptable public les actes suivants :
- la prise en charge des ordres de recouvrer (titres de recette) transmis par L'Ordonnateur après les avoir contrôlés, et l'encaissement,
- la garde et la conservation des fonds et des valeurs,
- le maniement des fonds et des mouvements de comptes et disponibilités,
- la conservation des pièces justificatives des opérations transmises par l'Ordonnateur et des documents de comptabilité,
- la décision d'accorder éventuellement des délais de paiement au débiteur ayant des difficultés financières,
- la relance de tous les débiteurs en retard de paiement et la décision d'engager contre eux des mesures d'exécution forcée si nécessaire et après autorisation de l'Ordonnateur,
- la demande d'admission en non-valeur des créances dont il a constaté le caractère irrécouvrable,
- la tenue de la comptabilité générale.

Il est fait exception à la règle de séparation des Ordonnateurs et des Comptables dans le cas du fonctionnement d'une régie de recettes.

a. La comptabilité d'engagement

En application de l'obligation de tenir une comptabilité d'engagement, toute recette doit faire l'objet d'un engagement Comptable lorsqu'elle est certaine. Le caractère certain est lié à la production d'un

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

acte constitutif de l'engagement juridique qui matérialise les droits détenus par la ville à l'égard d'un tiers.

L'acte constitutif de l'engagement juridique est fonction de la nature de la recette : délibération attribuant des subventions au Département, convention, arrêté, décision administrative, décision de justice…

b. La liquidation

La liquidation des recettes est effectuée dès que la créance est exigible, sans attendre le versement par les tiers débiteurs.

La liquidation des recettes consiste notamment à vérifier la conformité des calculs du montant des créances et permet d'arrêter leur montant définitif

La liquidation est rattachée à l'engagement initial. Si ce dernier se révèle insuffisant, il convient de l'abonder au préalable. Si le montant de la recette est inférieur à l'engagement initial et couvre l'intégralité de la créance, et qu'aucune nouvelle recette ne fera l'objet d'une liquidation sur l'engagement concerné, alors ce dernier sera soldé.

L'inscription des crédits de recettes ayant un caractère estimatif et non limitatif, le montant liquidé peut être supérieur au montant des crédits inscrits à l'exception des crédits inscrits au compte 16, concernant l'emprunt.

La liquidation prend la forme d'un état liquidatif. Le dossier de liquidation comprend l'état liquidatif et toutes les pièces justificatives listées dans le Décret n° 2022-505 du 23 mars 2022.

c. L'ordonnancement et l'émission du titre de recette

C'est l'opération qui consiste à transmettre un ordre de recouvrement (titre de recette) au Comptable public pour toute recette exigible en faveur de la ville.

Toute créance de la ville fait l'objet d'un titre qui matérialise ses droits.

Le titre de recette exécutoire est l'acte habilitant le Trésorier à recouvrer une créance de la ville auprès du débiteur. L'émission du titre doit intervenir dès que la créance peut être constatée et liquidée.
Le plus souvent, il s'agit d'un acte pris par la ville et rendu exécutoire qui constitue un titre au profit de la ville : arrêtés, baux, contrats, états de recouvrement, déclarations, rôles, etc. Ces titres de recette sont rendus exécutoires dès leur émission.

Cependant, en application des dispositions de l'article L. 1611-5 du CGCT, la ville n'émet pas de titres pour le recouvrement des créances acquises non fiscales lorsqu'elles sont inférieures à 5€ sauf s'il s'agit de régularisation de sommes déjà encaissées, la somme déjà versée par le débiteur ayant été enregistrée sur un compte d'attente du Trésorier.

Le principe de non contraction des dépenses et des recettes interdit la déduction par l'Ordonnateur d'un mandat de paiement pour une somme due à un créancier de la ville.

L'émission du titre de recette doit se conformer au formalisme déterminé par la circulaire N° 11-008-M0 du 21 mars 2011 relative à la forme et au contenu des pièces de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements.

d. Le recouvrement

Le recouvrement des créances relève exclusivement de la responsabilité du Comptable public. Les titres de recettes sont exécutoires dès leur émission et seul le Trésorier est habilité à accorder des facilités de paiement sur demande motivée du débiteur.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Le payeur effectue les contrôles de régularité auxquels il est tenu conformément au décret n° 2022-408 du 23 mars 2022 et ces contrôles portent :

- la qualité de l'Ordonnateur ou de son délégué,
- l'exacte imputation Comptable,
- la validité de la créance (le caractère certain et l'exactitude des calculs de la liquidation),
- le caractère libératoire de l'encaissement.

Si les contrôles permettent d'identifier des anomalies, le Trésorier rejette le titre et en informe l'Ordonnateur pour traitement en lui communiquant le motif du rejet par l'envoi d'un bordereau de rejet.

L'action en recouvrement du Comptable public se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recette. Le Trésorier a l'obligation de recouvrer les créances dans les meilleurs délais.

A défaut de recouvrement amiable, le Comptable public procède au recouvrement forcé sur autorisation du Maire : Opposition à Tiers Détenteur sur comptes bancaires, Opposition à Tiers Détenteur autres que sur compte-bancaire, saisie-vente… et au recouvrement contentieux en mettant en œuvre les voies de recours conformément au code de procédure civile.

Le recouvrement peut avoir lieu avant l'émission de titre. Le cas échéant, le trésorier porte en compte d'attente les recettes perçues avant émission des titres et en informe la ville au moyen d'un état « P503 ». Ce n'est qu'après réception des titres et contrôle des pièces justificatives associées, que le Trésorier pourra procéder à la comptabilisation des recettes dans les comptes définitifs et apurer le compte d'attente. Le compte d'attente a vocation à être soldé au 31 décembre de l'exercice en cours.

e. Les limites au recouvrement

★ L'admission en non-valeur

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de libérer le Comptable public de son obligation de recouvrement de créances qui ne peuvent manifestement pas être recouvrées et pour effet de faire disparaitre les écritures de prise en charge des titres de recettes dans la comptabilité du Comptable Public.

L'admission en non-valeur peut être demandée par le Trésorier à l'Ordonnateur lorsque la créance lui parait irrécouvrable, du fait de la situation du débiteur (insolvabilité ou disparition du débiteur) et de l'échec du recouvrement amiable.

En cas d'échec de la procédure amiable, l'Ordonnateur doit se prononcer dans le délai d'un mois à compter de la demande du Trésorier sur la décision de poursuivre l'exécution forcée des titres de recettes.

L'Assemblée délibérante se prononce sur l'admission en non-valeur de la créance au vu des Justifications produites relatives à l'insolvabilité ou la disparition du débiteur ou au montant de la créance inférieure au seuil des poursuites.

La délibération doit mentionner le montant admis en non-valeur.

L'admission en non-valeur constate le caractère irrécouvrable de la créance. Elle n'éteint pas la créance qui reste valable sur la forme et sur le fond et se distingue ainsi de la remise de dette ou remise gracieuse.

L'admission en non-valeur se traduit par l'annulation du titre de recette émis et par l'émission d'un mandat de dépense en couverture du titre de recette.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Les admissions en non-valeur font l'objet d'une provision.

★ La remise gracieuse
A contrario de l'admission en non-valeur, la remise gracieuse ou remise de dette, si elle est accordée, éteint la créance de la ville. Le conseil municipal, peut accorder la remise gracieuse d'une créance suivant la demande du débiteur faisant état d'une situation financière ne lui permettant pas de régler sa dette.

La demande de remise gracieuse est toujours examinée au vu d'un rapport d'évaluation sociale. La remise gracieuse peut être totale, ou partielle.

Il ne peut être accordé de remise gracieuse de sommes mises à la charge d'un débiteur en vertu d'un jugement exécutoire, en raison du principe de l'autorité absolue de la chose jugée qui s'attache aux décisions de justice. Toute remise gracieuse de dette accordée fait l'objet d'une délibération et d'un mandat de paiement constatant l'extinction de la dette.

III LES ECRITURES DE REGULARISATION

Les processus de paiement d'une dépense ou de mise en recouvrement d'une recette peuvent être interrompus ou corrigés par deux sortes d'actions emportant des écritures de régularisation :

- Le rejet de mandat ou de titre de recette :

Action réservée à la Trésorerie. Avant de prendre en charge les mandats et les titres, le trésorier est tenu de contrôler leur exactitude, et en cas d'erreur, procède à leur rejet. Ce rejet et ses motifs sont transmis à l'Ordonnateur pour traitement par l'envoi d'un bordereau de rejet. La Direction des Finances enregistre dans le progiciel financier. Une fois le mandat ou le titre rejeté, une nouvelle liquidation doit être réalisée.

- L'annulation totale ou partielle (réduction) de mandat ou de titre de recette :

Réalisée à la demande des services de la Paierie, cette action permet de corriger un titre ou mandat déjà pris en charge par le Trésorier, pouvant avoir déjà fait l'objet d'un recouvrement (recette) ou d'un paiement (dépense), y compris sur des exercices antérieurs. Les réductions ou annulations de mandats ou titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles.

Le traitement comptable de la régularisation diffère selon la période au cours de laquelle intervient la régularisation.

IV LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE

a. Définition

La procédure de rattachement des charges et des produits de la section de fonctionnement à l'exercice auquel ils se rapportent permet d'assurer le principe d'indépendance des exercices et contribue à la sincérité des résultats.

Cette procédure vise à intégrer dans le résultat toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés, en raison notamment de la non-réception par l'Ordonnateur de la pièce justificative.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Le rattachement permet donc de faire apparaître dans le compte de résultat l'intégralité des charges et produits ayant donné lieu à service fait dans l'exercice, même si les pièces comptables correspondantes n'ont pas été reçues ou émises avant la fin de l'année civile.

La procédure de rattachement est l'une des premières opérations de l'élaboration du Compte Financier Unique.

b. Conditions et modalités du rattachement

La procédure de rattachement ne s'applique qu'aux charges et produits de la section de fonctionnement.

Les charges et produits qui peuvent être rattachés sont ceux pour lesquels :
- la dépense ou la recette est engagée,
- le service est fait est constaté avant le 31 décembre de l'exercice en cours,
- concernant les dépenses, les crédits nécessaires au rattachement ont été inscrits au budget de l'exercice,
- la facture n'est pas parvenue avant la fin de l'exercice,
- la nature comptable n'est pas modifiée entre l'exercice en cours et l'exercice suivant.

Par ailleurs, le rattachement de certaines charges et de certains produits est soumis à des règles spécifiques pour les produits afférents aux impôts, taxes et dotations qui ne sont pas rattachés sauf si au cours d'un exercice, les conditions habituelles de versement ont été modifiées.

La ville peut limiter ce rattachement à des opérations ayant une incidence significative sur le résultat de l'exercice, laissée à son appréciation, à condition d'appliquer la permanence des méthodes.

Pour le budget principal, le rattachement est limité aux charges et aux produits faisant l'objet d'un engagement supérieur ou égal à 100 €.

Pour le(s) budget(s) annexe(s), il est procédé au rattachement des charges et des produits pour tout engagement sans prise en compte d'un seuil.

D'un point de vue comptable, l'opération de rattachement se décompose en trois phases et concerne deux exercices budgétaires successifs :

- le rattachement : se traduisant par l'émission en année N, d'un mandat pour les charges ou d'un titre pour les produits sur le budget de l'exercice en cours,

- la contre-passation : consistant à passer en année N, une écriture sur l'exercice suivant inverse à celle qui a été comptabilisée sur l'exercice en cours, par l'émission d'un mandat d'annulation pour les charges ou d'un titre d'annulation pour les produits,

- L'exécution du rattachement : se traduisant par l'émission en année N+1, à la réception des pièces justificatives, d'un mandat pour les charges et d'un titre pour les produits, sur le budget de l'exercice suivant et sur les mêmes articles budgétaires que ceux de la contre-passation.

L'engagement Comptable ayant permis le rattachement est automatiquement prorogé (prorogation de la date de caducité sur l'exercice suivant).

La contre-passation s'analyse comme une neutralisation anticipée de la charge ou de la recette résultant de l'opération réelle de paiement ou d'encaissement qui se déroulera selon le processus de droit commun de l'exécution budgétaire lors de la réception en N+1 des pièces justificatives.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

La contre-passation permet de payer la charge ou de recevoir le produit sans obérer les crédits inscrits sur le budget de l'exercice suivant.

Le seul impact budgétaire sur l'exercice suivant résulte de la différence constatée entre le montant du rattachement et le montant de la dépense ou de la recette :

- si la dépense ou la recette est inférieure au rattachement, la contre-passation est réduite,
- si la dépense est supérieure au montant du rattachement, la différence est prise sur les crédits ouverts.

V LES REPORTS OU RESTES A REALISER

a. Définition

En application de l'obligation de tenir une comptabilité d'engagement, les reports en investissement constituent les dépenses engagées non mandatées et les recettes certaines restant à émettre au 31 décembre de l'exercice.
Les reports d'investissement sont repris au budget de l'exercice suivant :
- soit parce que les opérations n'ont pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'année,
- soit parce que les opérations sont inférieures au seuil de rattachement.

b. Conditions des reports

Les crédits de paiement liés aux autorisations de programme et autorisations d'engagements ouvertes ne donnent pas lieu à report de crédits, sauf circonstance exceptionnelle, et font l'objet de la procédure de lissage.
Les opérations d'ordre, en dépenses comme en recettes, ne peuvent faire l'objet de reports.
De même, le remboursement de l'annuité d'emprunt (capital ou intérêts), qui constitue une dépense obligatoire, ne peut s'inscrire en report.

c. Etat des restes à réaliser

A la clôture de l'exercice, un état des restes à réaliser, signé du Maire, liste les dépenses engagées et les recettes certaines au 31 décembre de l'exercice n'ayant pas donné lieu à ordonnancement.

L'état des restes à réaliser en investissement permet :
- d'arrêter le montant des crédits à reprendre au budget de l'exercice suivant,
- d'arrêter le montant des paiements et des encaissements que le Trésorier pourra effectuer dès le début de l'exercice suivant sans attendre l'inscription des reports au Budget Supplémentaire.

Les restes à réaliser figurent au Compte Financier Unique. Le montant des restes à réaliser pour chaque section est comptabilisé au déficit ou à l'excédent réalisé de chacune des deux sections.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 3 : LA GESTION PLURIANNUELLE : LA PROGRAMMATION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

I. LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA GESTION EN AP/AE – CP

Les règles relatives à la gestion de la pluri annualité sont codifiées à l'article L. 3312-4 du CGCT.
Un état de la situation des AE/AP/CP est obligatoirement joint en annexe du document budgétaire.
Actuellement la Commune ne fait pas encore usage de cette possibilité.

a. La section d'investissement : les AP (Autorisations de Programme) et les CP (crédits de paiement)

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises, ou réalisées par la ville, ou à des subventions d'équipements versées à des tiers.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.
L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement de l'année.

b. La section de fonctionnement : Les AE (Autorisations d'Engagement) et les CP (crédits de paiement)

Si la ville le décide, les dotations affectées aux dépenses de fonctionnement comprennent des autorisations d'engagement et des crédits de paiement.
Cette faculté est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles la ville s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers, à l'exclusion des frais de personnel.

II. LA GESTION DES AP/AE

a. Le vote d'une AP/AE

Le vote d'une AP/AE, obligatoirement soumis à la décision du Conseil Municipal, intervient principalement lors du Budget Primitif et occasionnellement lors des Décisions Modificatives. Le vote d'une AP/AE fait l'objet d'une délibération distincte.

Le libellé de l'autorisation doit correspondre à une description succincte de son objet afin de permettre à l'Assemblée délibérante de clairement l'identifier.

b. L'affectation d'une AP/AE

La décision d'affectation d'une AP/AE est obligatoirement soumise à la décision du Conseil Municipal à l'exception des AP portant sur des opérations de travaux d'un montant élevé. La durée pendant laquelle une AP/AE votée peut faire l'objet d'une affectation est déterminée par le présent Règlement budgétaire et financier.

c. L'engagement d'une AP/AE

L'engagement Comptable sur une AP/AE doit être obligatoirement préalable ou concomitant à l'engagement juridique. La durée pendant laquelle l'engagement de la dépense sur une AP/AE votée et affectée peut être effectué est déterminée par le présent Règlement budgétaire et financier.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

d. La révision d'une AP/AE votée

Une AP/AE votée peut-être abondée (augmentation du montant de l'AP/AE) ou réduite (baisse du montant de l'AP/AE) uniquement au cours de sa période d'affectation. Cette modification est une décision qui relève également de la seule compétence du Conseil Municipal lors d'une étape budgétaire et fait l'objet d'une délibération spécifique. La révision à la baisse d'une AP/AE ne peut être proposée que dans la double limite du montant disponible à l'engagement et du montant affecté

e. La clôture des AP/AE

Lorsque le montant total des CP mandatés est égal au montant de l'AP/AE votée, l'autorisation peut être clôturée à tout moment. La décision de clôture d'une AP/AE, impliquant une décision de révision du montant de l'autorisation est obligatoirement soumise à la décision du Conseil Municipal.

f. La classification des AP/AE et les règles de caducité

Plusieurs types d'AP/AE sont identifiés afin de fixer des règles de gestion qui leur sont propres en termes de délai d'affectation et d'engagement.

III LA GESTION DES CREDITS DE PAIEMENT (CP)

a. L'échéancier de crédits de paiement (CP)

Les crédits de paiements (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP/AE correspondantes.

Ils sont présentés sous forme d'échéanciers annuels ventilés par chapitre budgétaire.

L'échéancier prévisionnel des CP est réajusté au minimum une fois par exercice budgétaire afin de tenir compte des mandatements réalisés.

La somme des crédits de paiement sur l'AP/AE est toujours égale au montant de l'AP/AE. L'échéancier prévisionnel de paiement est ainsi réajusté lors des révisions ou des virements d'AP/AE.

b. Les Virements

Le budget est voté par nature au niveau du chapitre. Les crédits de paiement sur AP/AE sont donc fongibles entre eux à l'intérieur d'un même chapitre.

Par conséquent, le virement de CP entre deux chapitres doit faire l'objet d'un vote du conseil municipal. A contrario, le virement de CP peut être réalisé en dehors d'une étape budgétaire lorsque celui-ci est envisagé au sein d'un même chapitre.

Le virement de CP ne peut avoir pour effet de modifier le montant de l'AP/AE en dehors d'une décision de révision du montant de l'AP/AE. La somme des CP devant toujours être égale au montant de l'AP/AE, un virement de CP nécessite un recadrage des CP prévus dans l'échéancier de paiement.

Le référentiel M57 permet la possibilité de voter des AP/AE relatives aux dépenses imprévues en section d'investissement et en section de fonctionnement dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chaque section. Ces mouvements sont pris en compte dans la limite des 7,5 % de virement de crédits autorisés.

c. Les lissages et les reports

Les crédits de paiement gérés en AP/AE peuvent bénéficier de la procédure des « lissages ».

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Le lissage des crédits de paiement non consommés sur un exercice a pour objectif de ne pas modifier le montant de l'AP/AE en raison d'une non-consommation totale des crédits de paiement prévus sur un exercice clos.

Afin de repositionner les CP sur l'exercice en cours, il est nécessaire qu'un vote du conseil municipal soit pris lors d'une décision budgétaire.
A titre exceptionnel, les CP non consommés au 31 décembre de l'année peuvent faire l'objet d'un report sur l'exercice suivant et non d'un lissage sur exercice ultérieur, à condition qu'il s'agisse de solder une opération spécifique et qu'il ne soit pas possible de procéder à des virements de crédits.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 4 : LA GESTION DU PATRIMOINE

I DEFINITION DU PATRIMOINE

La ville dispose d'un patrimoine destiné à lui permettre de remplir ses missions. Le patrimoine est l'ensemble des biens ou immobilisations qui ont été acquis en section d'investissement (comptes de classe 2 du bilan), qu'ils soient acquis en pleine propriété, affectés ou mis à disposition, soit ceux qui ont vocation à rester durablement à l'actif du bilan de la ville.

Le patrimoine de la ville résulte pour chaque immobilisation de la prise en compte des étapes suivantes:

- l'entrée de l'immobilisation dans le patrimoine, à titre onéreux, gratuit ou par voie d'échange ou dans le cadre d'une affectation ou d'une mise à disposition.

L'entrée d'une immobilisation dans le patrimoine de la ville se constate au moment de la liquidation effectuée par le service gestionnaire des Finances. Ceux-ci sont alors tenus de procéder dans le progiciel financier au rattachement de la liquidation à un élément de patrimoine à l'exception des frais d'inscription (compte 2033) et des subventions à verser comptabilisées en compte 204.

Pour les subventions d'investissement reçues (compte 13), le rattachement de la liquidation à un élément de patrimoine est obligatoire.

- l'amortissement, qui constate la diminution de la valeur de l'immobilisation consécutive à l'usage, au temps, à son obsolescence ou toute autre cause dont les effets sont jugés irréversibles A chaque élément du patrimoine amortissable correspond un plan d'amortissement.

- la sortie de l'immobilisation du patrimoine qui fait suite à une cession de l'immobilisation à titre gratuit ou onéreux, à une destruction partielle ou totale (sinistre, mise au rebut) ou à un vol.

La Direction des Finances est informée de cette sortie. La sortie d'une immobilisation doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal ou d'une décision du Maire pour les biens mobiliers dont la valeur n'excède pas 4 600 €.

II LE SUIVI DES IMMOBILISATIONS

La responsabilité du suivi des immobilisations constituant le patrimoine de la ville incombe conjointement :

- à l'Ordonnateur, chargé du recensement en continu des biens mobiliers et immobiliers et de leur identification dans un inventaire,
- au Trésorier, chargé de leur enregistrement et de mettre à jour le registre du patrimoine par les documents de l'état de l'actif et le fichier des immobilisations.

La tenue de l'inventaire et de l'état d'actif permet, à partir des enregistrements comptables des mouvements affectant les biens inscrits, de valoriser le patrimoine de la ville en valeur brute et nette à la clôture de chaque exercice.

Les données de l'inventaire du patrimoine et de l'état de l'actif doivent être concordantes. La ville a ainsi l'obligation de disposer d'un inventaire complet de l'ensemble des immobilisations (biens mobiliers ou immobiliers) dont il est propriétaire et qu'il a acquis définitivement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Cet inventaire permet de retracer de façon individualisée et par nature de biens (véhicules, terrains, espaces verts, bâtiments, matériels et mobiliers…) chaque élément patrimonial.
L'inventaire doit donner une image fidèle, complète et sincère de la situation patrimoniale de la ville.
L'inventaire comptable doit être distingué de l'inventaire physique des biens mobiliers (ou immobilisations corporelles).

L'inventaire comptable recense les biens ou immobilisations suivants :

- immobilisations incorporelles : (subdivisions des compte 20) : subventions d'équipement versées, frais d'études, logiciels, licences,
- immobilisations corporelles achevés ou en cours (subdivisions des comptes 21, 22, 23 et 24) : terrains, constructions, installations techniques, matériels, études, travaux non terminés à la fin de l'exercice, avances et acomptes versés ;
- immobilisations financières (subdivisions des comptes 26 et 27) : certaines créances et titres de participations.

Tous les biens, même complètement amortis, demeurent inscrits à l'inventaire jusqu'à leur sortie, à l'exception des biens amortissables sur 1 an qui sont sortis de l'inventaire au 31 décembre de l'année qui suit celle de leur acquisition.

Les immobilisations sont comptabilisées dans l'inventaire pour leur valeur toutes taxes comprises, sauf en cas d'assujettissement à la TVA. Dans ce cas, elles sont inscrites au bilan pour leur valeur hors taxes.
Pour permettre la tenue et la mise à jour de l'inventaire comptable, toute immobilisation corporelle, incorporelle ou financière entrant dans le patrimoine de la collectivité est consigné sous un numéro d'inventaire comptable rappelé lors de chacun des mouvements patrimoniaux les affectant : cession, opération de travaux sur les biens immobiliers, mise à disposition, réforme, destruction, don….
Le numéro d'inventaire est un identifiant numérique ou alphanumérique permettant d'individualiser une immobilisation ou un groupe d'immobilisation. Le numéro d'inventaire permet notamment d'organiser la nécessaire correspondance entre les données patrimoniales conservées par l'Ordonnateur et celles du Trésorier inscrit à l'état de l'actif et au fichier des immobilisations.

Les mouvements patrimoniaux de l'exercice sont repris dans les annexes du Compte Financier Unique:

- état des acquisitions immobilières de l'exercice,
- état des cessions immobilières de l'exercice,
- variation du patrimoine : état des entrées d'immobilisations pendant l'exercice,
- variation du patrimoine : état des sorties d'immobilisations pendant l'exercice.

III LES AMORTISSEMENTS

a. Définition et champ d'application

L'amortissement correspond à la constatation budgétaire et comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

L'amortissement généralisé est obligatoire pour les immobilisations corporelles et incorporelles acquises, reçues en affectation ou au titre d'une mise à disposition à compter du 1er janvier 2010. La sincérité du Compte Financier Unique de l'exercice exige que cette dépréciation soit constatée.
Par exception, la voirie, les terrains remis en affectation ou à disposition, les collections et œuvres d'art, les fonds documentaires (livres DVD de la médiathèque) ainsi que les bâtiments non locatifs ne sont pas amortissables. Permettant d'assurer le remplacement, à l'issue d'une période donnée, des biens mobilisés ayant perdu de leur valeur, l'amortissement participe à l'autofinancement de la ville et au renouvellement du patrimoine communal.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

L'amortissement se traduit par une écriture d'ordre, soit une opération comptable ne donnant pas lieu à encaissement ou décaissement, mais donnant lieu à l'ouverture de crédits budgétaires :

- en dépense de fonctionnement pour constater la dépréciation du bien par la dotation aux amortissements, (chapitre 68)
- en recette d'investissement pour provisionner l'éventuel remplacement du bien par la provision, (chapitre 28)

La dotation aux amortissements est une dépense obligatoire.

b. Modalités et durées d'amortissement.

La méthode retenue par la collectivité est la règle du **prorata temporis.**

La liste des catégories de biens concernés ainsi que les durées d'amortissement font l'objet d'une délibération.
L'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service du bien ou suivant le mandatement de la subvention.

A chaque immobilisation correspond un plan d'amortissement qui résulte de la valeur d'entrée du bien dans le patrimoine, de la durée de l'amortissement et de la valeur amortie chaque année.

Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme sauf en cas de fin d'utilisation du bien : cession, réforme, affectation... Lorsque le bien est cédé ou réformé en cours d'année, l'amortissement court jusqu'à la fin de l'exercice en cours. Le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien.

Le champ d'application des amortissements :
Le passage à la nomenclature M57 est sans conséquences sur le périmètre d'amortissement et de neutralisation des dotations aux amortissements.
Le champ d'application des amortissements des communes et de leurs établissements publics reste défini par l'article R.2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes et leurs groupements.

Dans ce cadre, les communes et leurs groupements procèdent à l'amortissement de l'ensemble de l'actif immobilisé à l'exception :

- Des œuvres d'arts (biens sous-jacents),
- Des terrains (autres que les terrains de gisements)
- Des frais d'études et d'insertion suivis de réalisations
- Des immobilisations remise en affectation ou à disposition
- Des agencements et aménagements de terrains (hors plantation d'arbres et d'arbustes),
- Des immeubles non productifs de revenus.

Les communes et leurs groupements n'ont pas obligation d'amortir les bâtiments publics et les réseaux et installations de voirie. En outre, les durées d'amortissement sont fixées librement par l'Assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanismes visés à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de dix ans ;
- Des frais d'études non suivies de réalisations, obligatoirement amorties sur une durée maximale de cinq ans ;
- Des frais de recherche et de développement amortis sur une durée maximale de cinq ans en cas de réussite du projet et immédiatement, pour leur totalité, en cas d'échec ;
- Des frais d'insertion amortis sur une durée maximale de cinq ans en cas d'échec du projet d'investissement ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur la durée des biens financées limitée à :
    * Cinq ans, lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études ;
    * Trente ans, lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations ;
    * Quarante ans, lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Pour les autres catégories de dépenses, les durées d'amortissement correspondent à la durée probable d'utilisation.

Le calcul de l'amortissement de manière linéaire avec application du prorata temporis pour les biens acquis à compter du 1er janvier 2024.
La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation du prorata temporis. Cette disposition implique un changement de méthode comptable puisque, sous la nomenclature M14, la collectivité calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1 er janvier de l'année N+1 de l'année suivant la mise en service du bien). L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation.
L'amortissement commence à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui lui sont attachés. Cette date correspond à la date de mise en service.

Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2024 sans retraitement, des exercices clôturés.

Les plans d'amortissements qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en services, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires, biens de faible valeur…).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et dans la logique d'une approche par enjeux, d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000 € HT et qui font l'objet d'un suivi globalisé (un numéro d'inventaire annuel par catégorie de bien de faible valeur).

Il est proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique démarrant au 1er janvier de l'année suivant celle de l'acquisition.
Comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient :
L'instruction M57 pose le principe de la comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient.

Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble des éléments.
Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément ou composant est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Un numéro d'inventaire propre à chaque composant est ainsi attribué.

La méthode de comptabilisation par composants est appréciée au cas par cas par la collectivité et elle ne s'impose que lorsqu'un composant est comptabilisé représente une forte valeur unitaire, une partie significative du coût de l'actif considéré et si sa durée d'amortissement est significativement différente du composant principal de l'immobilisation.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable. Il est donc possible d'opter pour la méthode de la comptabilisation par composants au cas par cas et dès lors que les enjeux le justifient à savoir une durée d'amortissement des éléments constitutifs de l'actif significativement différente pour chacun des éléments.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 5 : LES REGIES

Par dérogation au principe de séparation de l'Ordonnateur et du Comptable, la régie permet au régisseur placé sous l'autorité de l'Ordonnateur et la responsabilité directe du Trésorier, d'exécuter de manière limitative et contrôlée, des opérations d'encaissement de recettes et/ou de paiement de dépenses.

Elle est notamment destinée à faciliter l'encaissement de recettes et le paiement de menues dépenses. Le cadre règlementaire applicable aux régies est issu du décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 (Articles R.1617-1 à 18 du CGCT) et de l'instruction codificatrice interministérielle n° 06-031-A – B-M du 21 avril 2006.

Il existe 3 types de régies :

- la régie de recettes : elle facilite l'encaissement des recettes et l'accès des usagers à un service de proximité,
- la régie d'avances : elle permet le paiement immédiat de la dépense publique, dès le service fait, pour des opérations simples,
- la régie d'avances et de recettes.

I CREATION ET MODIFICATION DES REGIES

La création ou la modification d'une régie se réalise en deux étapes :

- l'acte constitutif de la régie,
- l'acte de nomination du régisseur.

a. L'acte constitutif de la régie

Seul le Comptable public est habilité à régler les dépenses et encaisser les recettes de la collectivité. Ce principe connaît un aménagement avec les régies d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité de l'ordonnateur et la responsabilité du Comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses.

La création d'une régie relève de la compétence de l'assemblée délibérante.
Cette compétence a été déléguée au maire par délibération du 5 juillet 2020.
L'avis conforme du Comptable public est requis.

La nature des recettes pouvant être perçues ainsi que les dépenses pouvant être réglées par régie sont encadrées par les textes.

L'acte constitutif indique le plus précisément possible l'objet de la régie, c'est-à-dire la nature des opérations qui seront réalisées par l'intermédiaire de celle-ci.

c. L'acte de nomination

Les régisseurs et leurs mandataires sont nommés par décision de l'exécutif sur avis conforme du Comptable public.

Cet avis peut être retiré à tout moment lors du fonctionnement de la régie s'il s'avère que le régisseur n'exerce pas correctement ses fonctions.

Afin d'assurer la continuité du service public, l'acte de nomination du régisseur doit obligatoirement désigner au moins un mandataire suppléant.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Le mandataire suppléant est destiné à remplacer le régisseur dans ses fonctions en cas d'absence de ce dernier pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

En cas de cessation de fonction du régisseur dans l'attente de la nomination d'un nouveau régisseur titulaire, la période pendant laquelle est assuré un intérim est au maximum de six (6) mois renouvelable une fois.

Au-delà des délais précités, il est obligatoire de designer un régisseur titulaire.
A défaut, le Trésorier est tenu de refuser de renouveler l'avance ou le fonds de caisse de la régie.

II LE FONCTIONNEMENT DES REGIES

Les régisseurs sont astreints à tenir une comptabilité journalière qui doit permettre de dégager facilement et à tout moment le solde de la caisse et des valeurs, pour les régies de recettes, ou la situation de l'avance reçue, pour les régies d'avances.

a. Régie de recettes

Le régisseur de recettes doit verser son encaisse dès que le montant de celle-ci atteint le maximum fixé par l'acte de création de la régie, au minimum une fois par mois, et obligatoirement :

• En fin d'année, sans pour autant qu'obligation soit faite d'un reversement effectué le 31 décembre dès lors que les modalités de fonctionnement conduisent à retenir une autre date ;

• En cas de remplacement du régisseur par le régisseur intérimaire ou par le mandataire suppléant ;

• En cas de changement de régisseur ;

• Au terme de la régie. Le service comptable et le Comptable public sont chargés du contrôle d'opportunité et de légalité des recettes encaissées (contrôle de la conformité des opérations avec l'arrêté constitutif de la régie).

b. Régie d'avances

La nature des dépenses payables par régie d'avance est précisée à l'article R.1617-11 du CGCT :

- dépenses de matériel et de fonctionnement non comprises dans un marché public passé selon une procédure formalisée, dans la limite d'un montant par opération déterminé par arrêté du ministre chargé du Budget et des Comptes publics,
- rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, ainsi que les charges sociales y afférentes,
- secours dans le cadre de l'aide sociale (secours urgents et de faible montant),
- avances sur frais de mission et de stage ou frais de mission et de stage lorsqu'il n'a pas été consenti d'avances.

En aucun cas le régisseur ne peut payer des dépenses :
- sur marchés publics formalisés par un écrit,
- d'acquisitions immobilières, d'opérations réalisées sous mandat
- d'interventions sociales et diverses, à l'exclusion des secours, d'interventions économiques et financières,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

a. La responsabilité des régisseurs

A compter du 1er janvier 2023 le régisseur est placé sous le régime de la responsabilité des gestionnaires publics (Ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022)

Le régisseur et le mandataire suppléant sont administrativement, pénalement, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués durant la période à laquelle ils ont exercé la mission de régisseur.

Ils peuvent être déclarés Comptables de fait et sont soumis aux contrôles des agents qualifiés. Le régisseur et son suppléant peuvent à leur charge contracter une assurance en vue de couvrir tout ou partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

b. Le cautionnement

Le montant du cautionnement imposé au régisseur est précisé dans l'acte constitutif de la régie et calculé par référence à un barème fixé par arrêté ministériel tenant compte du type de régie et du montant de l'avance ou d'encaisse de la régie.
Une révision du montant du cautionnement peut être demandée, après avis conforme du Trésorier, en début d'année si le montant de l'avance est lui-même modifié ou en fonction des recettes encaissées lors du précédent exercice.
Le régisseur suppléant n'est pas astreint à cautionnement.
Les régisseurs de régies temporaires, lorsque la durée de ces régies n'excède pas six mois, peuvent être exonérés de l'obligation de cautionnement sur décision du Maire et après avis conforme du Trésorier.

c. Le régime indemnitaire des régisseurs

Au regard des responsabilités liées à leur fonction, le régisseur et le mandataire suppléant peuvent percevoir une indemnité de responsabilité.
Seuls les régisseurs et les mandataires suppléants peuvent bénéficier d'une indemnité de responsabilité.
Le mandataire suppléant peut percevoir une indemnité de responsabilité pour les périodes où il exerce effectivement la mission de régisseur, sans que le régisseur titulaire ne soit privé de la sienne.
Les autres mandataires, y compris sous-régisseurs, ne peuvent en bénéficier.
En cas de nomination d'un régisseur intérimaire, celui-ci perçoit l'indemnité de responsabilité en lieu et place du régisseur titulaire au prorata de la durée de remplacement.
L'acte de nomination précise le montant de l'indemnité versée au régisseur (titulaire ou suppléant) ou rappelle qu'ils n'en sont pas bénéficiaires.
Un même régisseur, chargé de plusieurs régies de services différents, peut recevoir plusieurs indemnités de responsabilité.
La dispense de cautionnement ne fait pas obstacle à l'attribution d'une indemnité de responsabilité.
Le montant de l'indemnité peut être révisé en fonction du montant de la régie.
Les indemnités de responsabilité allouées aux régisseurs sont fixées sur la base d'un barème de références défini par arrêté du ministre chargé du budget.
Le montant de l'indemnité de responsabilité est déterminé en fonction des fonds maniés.
Les modalités de détermination de ce montant sont différentes selon les types de régie concernée.
Le régisseur peut également bénéficier d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) dans les conditions fixées par le Décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006.
Seul un régisseur fonctionnaire territorial est susceptible de percevoir la NBI.
Le régisseur suppléant ne perçoit pas la NBI.
Si un régisseur est chargé de plusieurs régies, il est fait masse de l'ensemble des montants des différentes régies.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

I LES PROVISIONS

En application du principe de prudence contenu dans le plan Comptable général, le provisionnement permet de constater une dépréciation d'éléments d'actif ou un risque ou d'étaler une charge.

Par principe, quand une commune passe à la M57, elle se voit appliquer le régime de provisions semi-budgétaire, c'est-à-dire qu'en cas de constitution ou de reprise de provisions, l'ordonnateur émet un mandat ou un titre qui viennent impacter le résultat de fonctionnement.

Par droit d'option, il est possible de choisir le régime de provisions budgétaire, c'est-à-dire que l'ordonnateur émet des mandats et des titres pour chaque opération de dotation ou de reprise de provision.

Les opérations viennent impacter le résultat de la section de fonctionnement et celui de la section d'investissement, mais cela n'aura aucun impact sur l'autofinancement.

La dotation est inscrite à l'étape budgétaire la plus proche suivant la connaissance ou l'évaluation du risque. Les dotations aux provisions sont une dépense obligatoire.

Dès la connaissance ou l'évaluation du risque, une dotation aux provisions est notamment constituée pour :

- les garanties d'emprunt,
- les litiges et contentieux,
- les créances importantes admises en non-valeur,
- les grosses réparations,
- les charges afférentes aux jours épargnés sur CET par l'ensemble des personnels.

Une délibération du Conseil Municipal est nécessaire pour arrêter la nature et le montant des provisions à constituer (ainsi que les modalités d'amortissement aux charges à répartir) ou à reprendre.

Les provisions sont suivies de telle manière que la situation financière de la ville soit fidèle à la réalité. Les provisions ont un caractère provisoire. Elles sont ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque par délibération du Conseil Municipal.

Le montant des dotations aux provisions ainsi que son suivi et son emploi sont retracé sur l'état des provisions constituées joint au Compte Financier Unique.

II LES CHARGES A ETALER

Par dérogation au plan Comptable général, les charges à étaler sont un mécanisme Comptable qui permet d'échelonner la dépense sur plusieurs exercices (annuités) afin de répartir le poids financier de celle-ci, bien que la dépense soit constatée financièrement au cours d'un seul exercice. Il s'agit de réaliser un lissage du compte de résultat sur plusieurs exercices par un jeu d'écritures comptables.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

Les charges concernées imputées en fonctionnement (compte de la classe 6) font l'objet d'une opération d'ordre budgétaire avec émission en fin d'exercice, d'un titre (compte 70) et d'un mandat (compte 481).

Chaque exercice suivant, sur la durée de l'étalement, une opération d'ordre budgétaire est effectuée avec l'émission d'un mandat (compte 681). Un titre de recette (compte 481) permet au Trésorier de réduire la charge du montant de l'annuité constatée.

Les dépenses qui peuvent faire l'objet d'un étalement sont les suivantes :

- frais d'acquisition des immobilisations : 5 ans,

- indemnités de renégociation de la dette capitalisée : durée résiduelle de l'emprunt,

- frais d'études d'un emprunt obligataire : durée de l'emprunt,

- frais d'études de réorganisation et de restructuration des services : 5 ans.

Il appartient à l'Ordonnateur de décider de l'opportunité de réaliser l'étalement et des modalités applicables et au Trésorier d'en constater les effets et d'en retracer le suivi dans le bilan du Compte de Gestion.

Cet étalement, ainsi que sa durée et l'amortissement correspondant, doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal et figure de manière détaillée dans un état annexe du Compte Financier Unique.

III. LES CHARGES ET LES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Il s'agit de dépenses ou de recettes ayant été comptabilisées durant l'exercice, mais dont une partie l'a été par anticipation, car elles concernent l'exercice suivant. A titre d'exemple, une prime d'assurance est habituellement comptabilisée et ordonnancée d'avance.

Le mécanisme Comptable prévu à cet effet est inverse de celui du rattachement. Les charges et produits constatés d'avance sont à déduire de l'exercice auquel ils ont été constatés. Il s'effectue en deux phases sur les deux exercices considérés.

★ Sur l'exercice en cours

Le montant du mandat ou du titre émis au cours de l'exercice N se rapporte pour partie ou totalement à l'exercice suivant. A la clôture de l'exercice, l'Ordonnateur effectue les opérations suivantes : - les charges constatées d'avance donnent lieu à l'émission d'un mandat d'annulation ou de réduction pour le montant se rapportant à l'exercice suivant, - les produits constatés d'avance donnent lieu à l'émission d'un titre d'annulation ou de réduction sur l'article budgétaire concerné. Le Trésorier enregistre les mandats ou les titres d'annulation dans sa comptabilité sur des comptes d'avance dédiés.

★ Au cours de l'exercice suivant

L'Ordonnateur émet un mandat ou un titre se rapportant à l'exercice N+1. Le Trésorier enregistre le mandat ou le titre dans sa comptabilité en soldant les comptes d'avance concernés.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

CHAPITRE 7 LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

Les règles de gestion de la dette et de la trésorerie résultent principalement des normes suivantes :

- la circulaire N° NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 sur les conditions de dérogations a l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

- la circulaire N°NOR/IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

I OPERATIONS DE GESTION DE LA DETTE

Le Maire est habilité par délégation du Conseil municipal, de procéder, dans la limite des sommes inscrites au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

L'objectif de gestion de dette est de minimiser les frais financiers à court, moyen et long terme au travers d'une gestion du risque de taux.

La Ville de ANNAY SOUS LENS ne souscrit que des emprunts dont le capital est libellé en euros.

Elle évite tout produit dont la structure ou le taux serait risqué.

Chaque emprunt à moyen et long terme est conclu au terme d'une procédure de mise en concurrence.

En application du principe d'équilibre du budget, le remboursement de la dette doit être exclusivement couvert par les recettes propres de la collectivité ;

Un rapport annuel est rédigé et approuvé par Le Conseil Municipal présentant l'encours de la dette et les opérations réalisées au cours de l'exercice.

Ce rapport est présenté de façon concomitante au rapport sur le Compte Financier Unique.

II OPERATIONS DE GESTION DE LA TRESORERIE

La ville peut placer ses excédents de trésorerie dans la limite fixée par la règlementation en vigueur.

Les opérations de trésorerie regroupent les mouvements numéraires, de valeurs mobilisables, de comptes de dépôts et de comptes courants, ainsi que les opérations intéressant les comptes de créance et de dettes afférents à la trésorerie.

Les opérations de trésorerie sont exécutées par le Comptable Public soit à son initiative, soit sur l'ordre de l'Ordonnateur.

Sur délégation du Conseil Municipal, le Maire, peut contractualiser l'utilisation d'une ligne de trésorerie et opérer des opérations de placement de fonds.

L'objectif de gestion en trésorerie zéro doit être posé comme préalable à toute gestion active de la dette.

Les consultations de lignes de trésorerie donnent lieu à une consultation auprès de trois établissements de crédit au moins.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

III LES GARANTIES D'EMPRUNT

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences (Article L3212-4 CGCT), la Ville a la possibilité d'intervenir en garantissant les emprunts d'un tiers. La ville ne peut accorder sa garantie que pour des emprunts.

Aucune autre forme de dette ou de modalité de financement ne peut bénéficier de cette garantie.

Deux types de garanties d'emprunt sont explicitement interdits :

- les garanties en faveur d'associations, de groupements sportifs et de sociétés anonymes à objet sportif,

- les garanties aux entreprises en difficulté (loi du 5 janvier 1988).

La Ville peut accorder des garanties d'emprunt soit à d'autres collectivités et à leurs groupements, soit à des personnes de droit privé.

La loi du 5 janvier 1988 et le décret d'application n° 88-366 du 18 avril 1988 précisent les trois règles prudentielles que la Ville est tenue de respecter dans le cadre de l'octroi d'une garantie d'emprunt (L.3231-4 et D. 1511-32 du CGCT) :

Plafonnement pour la collectivité :

Une collectivité ne peut garantir plus de 50% du montant total de ses recettes réelles de fonctionnement.

Plafonnement pour le bénéficiaire :

La quotité d'un même emprunt susceptible d'être garanti est fixée à 50% maximum.

Lorsqu'un même emprunt est garanti par plusieurs collectivités, la garantie totale octroyée conjointement par l'ensemble de ces collectivités ne peut excéder 50% du montant de l'emprunt.

Cas particuliers : Ce taux est porté à 80% pour les emprunts destinés à financer les opérations d'aménagement visées aux articles L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Le plafonnement pour le bénéficiaire de droit privé n'existe pas lorsqu'il s'agit d'interventions en matière de logement social.

Le plafonnement pour le bénéficiaire de droit public n'existe pas lorsqu'il s'agit d'opérations menées par des organismes d'intérêt général sans but lucratif visés aux articles L.200 et L.238 bis du Code général des impôts.

Division du risque :

Le montant des annuités garanties au profit d'un même bénéficiaire, ne peut dépasser, au cours d'un exercice donné, 10% de la capacité à garantir.

L'application de ces trois ratios est cumulative. Les trois règles ci-dessus s'appliquent à l'ensemble des garanties accordées, à l'exception des cas suivants :

- garanties accordées aux personnes morales de droit public, en particulier les établissements publics locaux,

- garanties apportées à des personnes privées pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements, bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou réalisées avec le bénéfice des prêts accordés par l'Etat.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

2026-04-02

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Adoption du règlement budgétaire et financier

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 4312-5 relatifs au règlement budgétaire et financier,

Vu la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2321-3 et R. 2321-3,

Vu la délibération de Conseil Municipal n°2023-09-03 en date du 26 septembre 2023 approuvant le passage à la nomenclature comptable M57 à compter du 1er janvier 2024;

Vu le projet de règlement budgétaire et financier en annexe,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260402-DE

L'adoption d'un règlement budgétaire et financier (RBF) fixe le cadre et les principales règles de gestion applicables à la collectivité pour la préparation et l'exécution du budget. Il formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du code général des collectivités territoriales, de la loi organique relative aux lois des finances du 1er août 2001 et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités. Il définit également des règles internes de gestion propres dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services. Il rassemble et harmonise des règles jusque-là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes.Il s'impose à l'ensemble des pôles, et services gestionnaires de crédits, et renforce la cohérence et l'harmonisation des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes et des processus internes. Il vise également à vulgariser le budget et la comptabilité, afin de les rendre accessibles aux élus et aux agents non spécialistes, tout en contribuant à développer une culture de gestion partagée.

Le présent règlement budgétaire et financier évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Le conseil municipal,

Ouï l'exposé de Monsieur BONARDEL,

Décide,

A la majorité des suffrages exprimés,

- **D'ABROGER** le règlement budgétaire et financier actuellement en vigueur ;
- **D'APPROUVER** le règlement budgétaire et financier joint en annexe.

Abstention :	**4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)**
Contre :	**0**
Pour :	**22**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

VILLE de ANNAY-sous-LENS

ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES – ANNEE 2025

SL/ML/08042026

Désignation	Localisation	Références Cadastrales	Superficie	Origine de Propriété	Identité du Cédant	Identité de l'Acquéreur	Conditions de Cession	Montant
TERRAIN	5 rue Jean-Baptiste DEMAILLY	AD 313	05a10ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	M. Jordan GIVERS	61,85 euros le m²	31 544,00 euros
TERRAIN	Chemin des Postes Cité Jean Jaurès Rue du 11 Novembre	AC 1213 – AC 1214 AC 1216 – AC 1218 AC 1220 – AC 1222	07a76ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	M. et Mme SOLTYS	1,60 euros le m²	1 242,00 euros
TERRAIN	Rue de Royat	AT 174	02a96ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	Maisons et Cités	7,83 euros le m²	2 320,00 euros

Le Maire,
David KUSNIREK

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

VILLE de ANNAY-sous-LENS

ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES – ANNEE 2025

SL/ML/08042026

Désignation	Localisation	Références Cadastrales	Superficie	Identité du Cédant	Identité de L'Acquéreur	Montant
NÉANT						

Le Maire,

David KUSNIREK

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

VILLE de ANNAY-sous-LENS

ETAT DES CESSIONS IMMOBILIERES – ANNEE 2025

SL/ML/08042026

Désignation	Localisation	Références Cadastrales	Superficie	Origine de Propriété	Identité du Cédant	Identité de l'Acquéreur	Conditions de Cession	Montant
TERRAIN	5 rue Jean-Baptiste DEMAILLY	AD 313	05a10ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	M. Jordan GIVERS	61,85 euros le m²	31 544,00 euros
TERRAIN	Chemin des Postes Cité Jean Jaurès Rue du 11 Novembre	AC 1213 – AC 1214 AC 1216 – AC 1218 AC 1220 – AC 1222	07a76ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	M. et Mme SOLTYS	1,60 euros le m²	1 242,00 euros
TERRAIN	Rue de Royat	AT 174	02a96ca	Terrain communal	Ville d'ANNAY	Maisons et Cités	7,83 euros le m²	2 320,00 euros

Le Maire,
David KUSNIREK

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260403-DE

VILLE de ANNAY-sous-LENS

ETAT DES ACQUISITIONS IMMOBILIERES – ANNEE 2025

SL/ML/08042026

Désignation	Localisation	Références Cadastrales	Superficie	Identité du Cédant	Identité de L'Acquéreur	Montant
NÉANT						

Le Maire,

David KUSNIREK

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260403-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260403-DE

2026-04-03

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Bilan des opérations patrimoniales – Année 2025

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

L'article 11 de la loi du 08 février 1995 stipule que les collectivités territoriales doivent délibérer chaque année sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées durant l'exercice budgétaire. Ce bilan conformément à l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est retracé dans le compte administratif.

Vu l'état des cessions et des acquisitions réalisées par la Commune en 2025 annexé à la présente délibération, Monsieur le Président demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le bilan des opérations immobilières de l'année 2025.

Invité à délibérer,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260403-DE

Le Conseil Municipal,

Après examen des justifications produites,

A l'unanimité,

- **Approuve** le bilan des opérations immobilières de la Commune en 2025 qui est joint à la présente délibération.

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**26**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE D ANNAY-SOUS-LENS

Numéro SIRET : 21620033700014

POSTE COMPTABLE : 062075 SGC LENS

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2025

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	26
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	29
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	51
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	56
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	59
B	Compte de résultat	Comptable	63
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	65
D	Balance des comptes	Comptable	66
	IV. États annexés		

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Origine des données

	A. Présentation croisée et agrégée	
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur
	B. États annexés patrimoniaux	
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur
B3	État des provisions	Ordonnateur
B4	État des charges transférées	Ordonnateur
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur
B6	Prêts	Ordonnateur
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur
B9	État du personnel	Ordonnateur

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	90

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	4580

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	826.27
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	943.29
3	Dépenses d'équipement brut / population	439.26
4	Encours de dette / population (2)(3)	544.35
5	DGF / population	219.61
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	65.42 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	90.2114 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	12.41 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	12.41 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	57.7074 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	5.895352

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	3 195 934,90	4 189 068,40	7 385 003,30
	Recettes réalisées (1)	B	1 838 998,89	4 371 556,22	6 210 555,11
	Restes à réaliser	C	455 133,45	0,00	455 133,45
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	5 189 311,16	4 575 277,05	9 764 588,21
	Dépenses réalisées (1)	E	2 223 400,22	4 012 541,58	6 235 941,80
	Restes à réaliser	F	581 831,68	0,00	581 831,68
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-384 401,33	359 014,64	-25 386,69
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	1 993 376,26	386 208,65	2 379 584,91
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	1 608 974,93	745 223,29	2 354 198,22
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-126 698,23	0,00	-126 698,23
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	1 482 276,70	745 223,29	2 227 499,99

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	1 993 376,26		-384 401,33		1 608 974,93
Fonctionnement	864 515,96	478 307,31	359 014,64		745 223,29
TOTAL I	**2 857 892,22**	**478 307,31**	**-25 386,69**		**2 354 198,22**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**2 857 892,22**	**478 307,31**	**-25 386,69**		**2 354 198,22**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 581 831,68
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
14	Opération d'équipement n° 14	74 059,09
16	Opération d'équipement n° 16	92 727,35
23	Opération d'équipement n° 23	45 645,44
32	Opération d'équipement n° 32	366 459,80
9000000004	Opération d'équipement n° 9000000004	2 940,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) **455 133,45**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**455 133,45**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	11 782,06
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	1 907,46
Autres immobilisations incorporelles	82,88	Réserves	11 953,52
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	386,21
Terrains	1 982,77	Résultat de l'exercice	359,01
Constructions	8 712,32	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie	8 345,30	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**26 388,26**
Réseaux divers	870,99	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	439,72	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	295,79	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**6 429,86**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	3 414,01
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**225,50**	Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)	**42,05**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**3 414,01**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**27 427,17**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146,91
Stocks		Autres dettes non financières	3,19
Créances	43,09	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance	22,55	**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**150,10**
Trésorerie	2 459,60	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 525,25**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**3 564,11**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	0,04
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**29 952,41**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**29 952,41**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	1 007,75	991,83
Participations	454,40	449,29
Compensations, autres attributions et autres participations	133,42	163,03
Dons et legs	0,46	3,00
Impôts et taxes	2 324,29	2 226,38
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	246,11	214,66
Produits des cessions d'actifs	38,11	7,16
Autres produits de gestion	34,33	52,76
Production stockée et immobilisée	40,06	56,34
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		33,89
Reprises du financement rattaché à un actif	5,13	8,53
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	6,11	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**4 290,15**	**4 206,86**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	981,72	934,34
Charges de personnel	2 312,18	2 292,24
Indemnités des élus (et membres du CESR)	113,99	116,76
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	4,86	0,65
Impôts et taxes	74,20	72,45
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	192,08	233,88
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	11,17	0,19
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	33,04	6,98
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**3 723,24**	**3 657,49**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	82,94	60,87
Autres charges	2,96	13,06
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**85,90**	**73,93**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**481,02**	**475,45**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,05**	**0,05**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**122,05**	**136,07**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-122,00**	**-136,02**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**359,01**	**339,43**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	3 940 471,84	2 011 811,46	51,06	581 831,68
Total des dépenses d'équipement		**3 940 471,84**	**2 011 811,46**	**51,06**	**581 831,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	20 000,00	19 087,66	95,44	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 052 466,86	113 055,86	10,74	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 072 466,86**	**132 143,52**	**12,32**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 012 938,70**	**2 143 954,98**	**42,77**	**581 831,68**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*94 183,00*	*51 301,38*	*54,47*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*82 189,46*	*28 143,86*	*34,24*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**176 372,46**	**79 445,24**	**45,04**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**5 189 311,16**	**2 223 400,22**	**42,85**	**581 831,68**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 189 311,16**	**2 223 400,22**		**581 831,68**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 270 953,17	471 121,77	37,07	455 133,45
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 079 764,56	1 104 934,23	102,33	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	169 940,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 520 657,73**	**1 576 056,00**	**62,53**	**455 133,45**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*386 208,65*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*206 879,06*	*234 799,03*	*113,50*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*82 189,46*	*28 143,86*	*34,24*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**675 277,17**	**262 942,89**	**38,94**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 195 934,90**	**1 838 998,89**	**57,54**	**455 133,45**
001 Solde d'exécution positif reporté		**1 993 376,26**			
Total des recettes de la section d'investissement		**5 189 311,16**	**1 838 998,89**		**455 133,45**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 021 028,83	988 051,31	4 585,55	992 636,86	97,22	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 578 411,25	2 450 990,38	0,00	2 450 990,38	95,06	0,00
014	Atténuations de produits	12 000,00	5 817,00	0,00	5 817,00	48,48	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	214 720,00	201 345,70	0,00	201 345,70	93,77	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 826 160,08**	**3 646 204,39**	**4 585,55**	**3 650 789,94**	**95,42**	**0,00**
66	Charges financières	150 229,26	101 146,60	20 906,01	122 052,61	81,24	0,00
67	Charges spécifiques	4 300,00	3 400,00	0,00	3 400,00	79,07	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**3 982 189,34**	**3 752 250,99**	**25 491,56**	**3 777 742,55**	**94,87**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*386 208,65*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*206 879,06*	*234 799,03*	*0,00*	*234 799,03*	*113,50*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**593 087,71**	**234 799,03**	**0,00**	**234 799,03**	**39,59**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**4 575 277,05**	**3 987 050,02**	**25 491,56**	**4 012 541,58**	**87,70**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**4 575 277,05**	**3 987 050,02**	**25 491,56**	**4 012 541,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	50 000,00	75 537,60	0,00	75 537,60	151,08	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	218 800,00	240 925,76	5 181,11	246 106,87	112,48	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	396 733,38	448 123,77	0,00	448 123,77	112,95	0,00
731	Fiscalité locale	1 832 765,00	1 881 982,40	0,00	1 881 982,40	102,69	0,00
74	Dotations et participations	1 566 537,02	1 595 560,41	0,00	1 595 560,41	101,85	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	34 788,30	0,00	34 788,30	115,96	0,00
Total des recettes de gestion des services		**4 094 835,40**	**4 276 918,24**	**5 181,11**	**4 282 099,35**	**104,57**	**0,00**
76	Produits financiers	50,00	49,49	0,00	49,49	98,98	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	38 106,00	0,00	38 106,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**4 094 885,40**	**4 315 073,73**	**5 181,11**	**4 320 254,84**	**105,50**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*94 183,00*	*51 301,38*	*0,00*	*51 301,38*	*54,47*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**94 183,00**	**51 301,38**	**0,00**	**51 301,38**	**54,47**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 189 068,40**	**4 366 375,11**	**5 181,11**	**4 371 556,22**	**104,36**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**386 208,65**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**4 575 277,05**	**4 366 375,11**	**5 181,11**	**4 371 556,22**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total opération n° 10	Opération d'équipement n° 10	50 000,00				50 000,00
215112	Réseaux de voirie		3 393,36		3 393,36	
total opération n° 12	Opération d'équipement n° 12	3 500,00	3 393,36		3 393,36	106,64
203114	Frais d'études		11 046,00	11 046,00		
2135114	Bâtiments publics		6 906,00	6 906,00		
215814	Autres installations, matériel et outillage techniques		28 006,46		28 006,46	
total opération n° 14	Opération d'équipement n° 14	433 647,39	45 958,46	17 952,00	28 006,46	405 640,93
205116	Concessions et droits similaires		202,07		202,07	
2156816	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile		1 211,46		1 211,46	
2183816	Autre matériel informatique		1 503,90		1 503,90	
218816	Autres		12 977,63		12 977,63	
231316	Constructions		1 793 867,39		1 793 867,39	
total opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	2 395 537,98	1 809 762,45		1 809 762,45	585 775,53
205123	Concessions et droits similaires		36 121,03		36 121,03	
215823	Autres installations, matériel et outillage techniques		8 528,30		8 528,30	
2183823	Autre matériel informatique		15 166,20		15 166,20	
2184823	Autres matériels de bureau et mobiliers		1 881,21		1 881,21	
218523	Matériel de téléphonie		1 216,18		1 216,18	
218823	Autres		10 055,61		10 055,61	
total opération n° 23	Opération d'équipement n° 23	135 014,54	72 968,53		72 968,53	62 046,01

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
215129	Réseaux de voirie		41 721,90		41 721,90	
215229	Installations de voirie		53 611,20		53 611,20	
total opération n° 29	Opération d'équipement n° 29	95 810,72	95 333,10		95 333,10	477,62
total opération n° 30	Opération d'équipement n° 30	48 000,00				48 000,00
203132	Frais d'études		395,28		395,28	
total opération n° 32	Opération d'équipement n° 32	515 376,66	395,28		395,28	514 981,38
21819000000002	Installations générales, agencements et aménagements divers		1 952,28		1 952,28	
total opération n° 9000000002	Opération d'équipement n° 9000000002	10 000,00	1 952,28		1 952,28	8 047,72
total opération n° 9000000004	Opération d'équipement n° 9000000004	241 508,28				241 508,28
total opération n° 9000000011	Opération d'équipement n° 9000000011	12 076,27				12 076,27
Total des dépenses d'équipement		**3 940 471,84**	**2 029 763,46**	**17 952,00**	**2 011 811,46**	**1 928 660,38**
10226	Taxe d'aménagement		19 087,66		19 087,66	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	20 000,00	19 087,66		19 087,66	912,34
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		113 055,86		113 055,86	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 052 466,86	113 055,86		113 055,86	939 411,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**1 072 466,86**	**132 143,52**		**132 143,52**	**940 323,34**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**5 012 938,70**	**2 161 906,98**	**17 952,00**	**2 143 954,98**	**2 868 983,72**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13911	*État et établissements nationaux*		*1 547,38*		*1 547,38*	
13918	*Autres*		*3 581,77*		*3 581,77*	
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*6 108,87*		*6 108,87*	
2151	*Réseaux de voirie*		*32 872,93*		*32 872,93*	
2158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*7 190,43*		*7 190,43*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*100 291,87*	*51 301,38*		*51 301,38*	*48 990,49*
2313	*Constructions*		*28 143,86*		*28 143,86*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*82 189,46*	*28 143,86*		*28 143,86*	*54 045,60*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***182 481,33***	***79 445,24***		***79 445,24***	***103 036,09***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**5 195 420,03**	**2 241 352,22**	**17 952,00**	**2 223 400,22**	**2 972 019,81**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**5 195 420,03**	**2 241 352,22**	**17 952,00**	**2 223 400,22**	**2 972 019,81**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1311	État et établissements nationaux		2 480,40		2 480,40	
1322	Régions		291 845,49		291 845,49	
1323	Départements		54 972,00		54 972,00	
13251	GFP de rattachement		71 455,20		71 455,20	
1328	Autres		27 520,00		27 520,00	
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux		22 848,68		22 848,68	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 270 953,17	471 121,77		471 121,77	799 831,40
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		595 977,97		595 977,97	
10226	Taxe d'aménagement		30 648,95		30 648,95	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		478 307,31		478 307,31	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	1 079 764,56	1 104 934,23		1 104 934,23	-25 169,67
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	131 834,00				
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**2 482 551,73**	**1 576 056,00**		**1 576 056,00**	**906 495,73**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*386 208,65*				

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*33 041,52*		*33 041,52*	
2111	*Terrains nus*		*44,27*		*44,27*	
2118	*Autres terrains*		*5 107,34*		*5 107,34*	
21828	*Autres matériels de transport*		*6 021,74*		*6 021,74*	
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*		*2 994,18*		*2 994,18*	
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*43 272,61*		*43 272,61*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*1 451,36*		*1 451,36*	
281318	*Autres bâtiments publics*		*2 068,58*		*2 068,58*	
281351	*Bâtiments publics*		*20 195,98*		*20 195,98*	
28151	*Réseaux de voirie*		*10 264,94*	*1 699,42*	*8 565,52*	
28152	*Installations de voirie*		*22 286,63*		*22 286,63*	
281534	*Réseaux d'électrification*		*12 016,29*		*12 016,29*	
281538	*Autres réseaux*		*4 827,56*		*4 827,56*	
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*		*386,23*		*386,23*	
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*		*641,61*		*641,61*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*15 706,52*	*37,19*	*15 669,33*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*5 225,15*		*5 225,15*	
281828	*Autres matériels de transport*		*5 515,22*		*5 515,22*	
281831	*Matériel informatique scolaire*		*2 945,75*		*2 945,75*	
281838	*Autre matériel informatique*		*4 649,38*		*4 649,38*	
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*		*1 755,75*	*173,58*	*1 582,17*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*4 251,47*	*339,90*	*3 911,57*	
28185	*Matériel de téléphonie*		*6 569,08*		*6 569,08*	
28188	*Autres*		*25 809,96*		*25 809,96*	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*251 093,93*	*237 049,12*	*2 250,09*	*234 799,03*	*16 294,90*
2031	*Frais d'études*		*27 415,38*		*27 415,38*	
2033	*Frais d'insertion*		*728,48*		*728,48*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*82 189,46*	*28 143,86*		*28 143,86*	*54 045,60*
Total des recettes d'ordre en investissement		***719 492,04***	***265 192,98***	***2 250,09***	***262 942,89***	***456 549,15***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**3 202 043,77**	**1 841 248,98**	**2 250,09**	**1 838 998,89**	**1 363 044,88**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 993 376,26**				
Total des recettes de la section d'investissement		**5 195 420,03**	**1 841 248,98**	**2 250,09**	**1 838 998,89**	**3 356 421,14**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10(1)
LIBELLE : RENFORCEMENT ECLAIRA

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**50 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 57 955,97**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 955,97**
21534	Réseaux d'électrification	50 000,00	0,00		0,00	57 955,97
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -57 955,97

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 12(1)
LIBELLE : TROTTOIRS, BORDURATION ET ADOUCIS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 500,00**	**A 3 393,36**	**96,95**	**0,00**	**B 5 778,36**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**3 500,00**	**3 393,36**	**96,95**	**0,00**	**5 778,36**
2151	Réseaux de voirie	1 000,00	3 393,36		0,00	3 393,36
2152	Installations de voirie	2 500,00	0,00		0,00	2 385,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -3 393,36	D - B -5 778,36

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 14(1)
LIBELLE : GROSSES REPARATION BATIMENTS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**433 647,39**	**A 28 006,46**	**6,46**	**74 059,09**	**B 259 501,08**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**78 482,69**	**0,00**	**0,00**	**59 206,50**	**44 595,44**
2031	Frais d'études	75 982,69	0,00		59 206,50	44 380,64
2033	Frais d'insertion	2 500,00	0,00		0,00	214,80
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**50 953,29**	**28 006,46**	**54,96**	**14 852,59**	**202 068,17**
21351	Bâtiments publics	17 064,90	0,00		14 852,59	90 507,30
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	33 888,39	28 006,46		0,00	111 560,87
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**304 211,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 837,47**
2313	Constructions	304 211,41	0,00		0,00	12 837,47

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -28 006,46	D - B -259 501,08

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16(1)
LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF & CULTUREL

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 395 537,98**	**A 1 809 762,45**	**75,55**	**92 727,35**	**B 6 103 308,53**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**30 000,00**	**202,07**	**0,67**	**0,00**	**227 717,26**
2031	Frais d'études	30 000,00	0,00		0,00	227 515,19
2051	Concessions, droits similaires	0,00	202,07		0,00	202,07
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**70 835,92**	**15 692,99**	**22,15**	**0,00**	**15 692,99**
21568	Autre matériel, outillage incendie	2 000,00	1 211,46		0,00	1 211,46
21838	Autre matériel informatique	1 850,00	1 503,90		0,00	1 503,90
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	51 742,92	0,00		0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 243,00	12 977,63		0,00	12 977,63
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**2 294 702,06**	**1 793 867,39**	**78,17**	**92 727,35**	**5 859 898,28**
2313	Constructions	2 294 702,06	1 793 867,39		92 727,35	5 859 898,28

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -1 809 762,45	D - B -6 103 308,53

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23(1)
LIBELLE : DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**135 014,54**	**A 72 968,53**	**54,04**	**45 645,44**	**B 474 749,53**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**38 379,29**	**36 121,03**	**94,12**	**438,00**	**153 632,92**
2051	Concessions, droits similaires	38 379,29	36 121,03		438,00	153 632,92
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**96 635,25**	**36 847,50**	**38,13**	**45 207,44**	**321 116,61**
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00
215731	Matériel roulant	43 419,60	0,00		42 667,20	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 931,35	8 528,30		0,00	48 046,59
21828	Autres matériels de transport	1 393,44	0,00		0,00	38 606,56
21838	Autre matériel informatique	17 773,67	15 166,20		2 400,00	79 758,35
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 890,20	1 881,21		0,00	25 618,65
2185	Matériel de téléphonie	4 000,00	1 216,18		0,00	32 326,30
2188	Autres immobilisations corporelles	10 226,99	10 055,61		140,24	96 760,16
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -72 968,53	D - B -474 749,53

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29(1)
LIBELLE : GROS TRAVAUX DE VOIRIE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**95 810,72**	**A 95 333,10**	**99,50**	**0,00**	**B 185 740,02**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**95 810,72**	**95 333,10**	**99,50**	**0,00**	**185 740,02**
2151	Réseaux de voirie	47 000,00	41 721,90		0,00	60 621,90
2152	Installations de voirie	48 810,72	53 611,20		0,00	125 118,12
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -95 333,10	D - B -185 740,02

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30(1)
LIBELLE : PARKINGS STADE ET MDJ

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**48 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 16 610,50**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	5 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**43 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 610,50**
21351	Bâtiments publics	2 000,00	0,00		0,00	4 736,50
2151	Réseaux de voirie	13 169,44	0,00		0,00	11 874,00
21534	Réseaux d'électrification	5 000,00	0,00		0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	22 830,56	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -16 610,50

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 32(1)
LIBELLE : accessibilité voies-bâtiment publics-quai de bus

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**515 376,66**	**A 395,28**	**0,08**	**366 459,80**	**B 273 316,76**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**84 035,20**	**395,28**	**0,47**	**46 459,80**	**31 845,39**
2031	Frais d'études	84 035,20	395,28		46 459,80	31 845,39
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**431 341,46**	**0,00**	**0,00**	**320 000,00**	**241 471,37**
21351	Bâtiments publics	431 341,46	0,00		320 000,00	241 471,37
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -395,28	D - B -273 316,76

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000002(1)
LIBELLE : AMENAGT.ETANG ET ABO

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**10 000,00**	**A 1 952,28**	**19,52**	**0,00**	**B 40 426,17**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**10 000,00**	**1 952,28**	**19,52**	**0,00**	**40 426,17**
2181	Install. générales, agencements	10 000,00	1 952,28		0,00	40 426,17
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -1 952,28	D - B -40 426,17

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000004(1)
LIBELLE : REPARATIONS ECOLES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**241 508,28**	**A 0,00**	**0,00**	**2 940,00**	**B 127 778,39**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 940,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	70 000,00	0,00		2 940,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**171 508,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 778,39**
21351	Bâtiments publics	84 008,28	0,00		0,00	108 599,75
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	80 000,00	0,00		0,00	19 178,64
21838	Autre matériel informatique	7 500,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -127 778,39

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000011(1)
LIBELLE : Révision plan local d''urbanisme

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**12 076,27**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 14 710,24**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**12 076,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 710,24**
202	Frais réalisation documents urbanisme	12 076,27	0,00		0,00	14 710,24
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -14 710,24

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Sauf 165, 166 et 16449.
(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		331 324,20	23 704,75	307 619,45	
60611	Eau et assainissement		15 014,46	158,31	14 856,15	
60612	Énergie - Électricité		72 306,06	1 426,66	70 879,40	
60621	Combustibles		108 167,71	4 105,93	104 061,78	
60622	Carburants		12 185,24	1 359,07	10 826,17	
60623	Alimentation		16 388,03	774,15	15 613,88	
60624	Produits de traitement		1 203,40		1 203,40	
60628	Autres fournitures non stockées		60 205,78	2 969,88	57 235,90	
60631	Fournitures d'entretien		13 527,86		13 527,86	
60632	Fournitures de petit équipement		11 993,43	419,24	11 574,19	
60633	Fournitures de voirie		3 548,10		3 548,10	
60636	Habillement et Vêtements de travail		7 487,11		7 487,11	
6064	Fournitures administratives		4 777,52		4 777,52	
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)		390,03		390,03	
6067	Fournitures scolaires		12 876,78	147,00	12 729,78	
6068	Autres matières et fournitures.		646,74		646,74	
611	Contrats de prestations de services		1 711,84	635,44	1 076,40	
61358	Autres		12 520,20		12 520,20	
61521	Terrains		29 034,46		29 034,46	
615221	Bâtiments publics		27 780,27		27 780,27	
615228	Autres bâtiments		366,34		366,34	
615231	Voiries		2 250,33	867,43	1 382,90	
615232	Réseaux		7 436,28		7 436,28	
61524	Bois et forêts		13 376,16		13 376,16	
61551	Matériel roulant		15 847,33		15 847,33	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61558	Autres biens mobiliers		2 525,67		2 525,67	
6156	Maintenance		63 859,45		63 859,45	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		39 511,05		39 511,05	
617	Études et recherches		600,00		600,00	
6182	Documentation générale et technique		5 021,55		5 021,55	
6184	Versements à des organismes de formation		5 740,64		5 740,64	
62268	Autres honoraires, conseils...		19 991,31		19 991,31	
6228	Divers		13 033,20		13 033,20	
6232	Fêtes et cérémonies		11 026,78	383,54	10 643,24	
6236	Catalogues et imprimés		1 941,80		1 941,80	
6237	Publications		3 892,50		3 892,50	
6238	Divers		2 124,79		2 124,79	
6248	Divers		28 725,78		28 725,78	
6251	Voyages, déplacements et missions		137,96		137,96	
6261	Frais d'affranchissement		2 881,70		2 881,70	
6262	Frais de télécommunications		12 818,09	457,08	12 361,01	
627	Services bancaires et assimilés.		832,56		832,56	
6281	Concours divers (cotisations...)		3 051,93		3 051,93	
62876	Au GFP de rattachement		5 522,92		5 522,92	
62878	A des tiers		13 010,00		13 010,00	
63512	Taxes foncières		11 430,00		11 430,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 021 028,83	1 030 045,34	37 408,48	992 636,86	28 391,97
6218	Autre personnel extérieur		511,40		511,40	
6331	Versement mobilité		24 830,23		24 830,23	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		6 897,71		6 897,71	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		31 038,15		31 038,15	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64111	Rémunération principale		1 240 704,33		1 240 704,33	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		25 032,14		25 032,14	
64113	NBI		9 757,82		9 757,82	
64118	Autres indemnités.		47 285,82		47 285,82	
64131	Rémunérations		309 993,21		309 993,21	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		5 922,31		5 922,31	
64138	Primes et autres indemnités		3 628,16		3 628,16	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		298 055,92		298 055,92	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		326 990,12		326 990,12	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		12 793,83		12 793,83	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		83 216,80		83 216,80	
6474	Versements aux oeuvres sociales		16 577,00		16 577,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie		7 755,43		7 755,43	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 578 411,25	2 450 990,38		2 450 990,38	127 420,87
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants		5 817,00		5 817,00	
total chapitre 014	Atténuations de produits	12 000,00	5 817,00		5 817,00	6 183,00
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65131	Bourses		8 764,64	60,00	8 704,64	
6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte de tiers)		148,00		148,00	
65311	Indemnités de fonction		100 625,64		100 625,64	
65313	Cotisations de retraite		4 317,23		4 317,23	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		8 995,41		8 995,41	
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat		54,26		54,26	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6541	Créances admises en non-valeur		600,90		600,90	
6558	Autres contributions obligatoires		2 958,42		2 958,42	
657363	CCAS/CIAS		50 000,00		50 000,00	
65748	Autres personnes de droit privé		24 085,00		24 085,00	
65888	Autres		856,20		856,20	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	214 720,00	201 405,70	60,00	201 345,70	13 374,30
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**3 826 160,08**	**3 688 258,42**	**37 468,48**	**3 650 789,94**	**175 370,14**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		122 887,91		122 887,91	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE		20 906,01	21 741,31	-835,30	
total chapitre 66	Charges financières	150 229,26	143 793,92	21 741,31	122 052,61	28 176,65
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		3 400,00		3 400,00	
total chapitre 67	Charges spécifiques	4 300,00	3 400,00		3 400,00	900,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		1 500,00		1 500,00	
total chapitre 68	Dotations aux provisions	1 500,00	1 500,00		1 500,00	
Total des dépenses réelles et mixtes		**3 982 189,34**	**3 836 952,34**	**59 209,79**	**3 777 742,55**	**204 446,79**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*386 208,65*				
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*		*11 173,35*		*11 173,35*	
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*33 041,52*		*33 041,52*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*192 834,25*	*2 250,09*	*190 584,16*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*251 093,93*	*237 049,12*	*2 250,09*	*234 799,03*	*16 294,90*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***637 302,58***	***237 049,12***	***2 250,09***	***234 799,03***	***402 503,55***

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**4 619 491,92**	**4 074 001,46**	**61 459,88**	**4 012 541,58**	**606 950,34**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**4 619 491,92**	**4 074 001,46**	**61 459,88**	**4 012 541,58**	**606 950,34**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		75 537,60		75 537,60	
total chapitre 013	Atténuations de charges	50 000,00	75 537,60		75 537,60	-25 537,60
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70311	Concession dans les cimetières (produit net)		3 780,80	0,10	3 780,70	
70323	Redevance d'occupation du domaine public		9 323,40		9 323,40	
70328	Autres droits de stationnement et de location		6 410,22		6 410,22	
7035	Locations de droits de chasse et de pêche		3 170,00		3 170,00	
70632	A caractère de loisirs		99 896,10	1 300,30	98 595,80	
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement		105 562,90	43,60	105 519,30	
706888	Autres		413,90		413,90	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)		23 867,39	4 973,84	18 893,55	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	218 800,00	252 424,71	6 317,84	246 106,87	-27 306,87
73211	Attribution de compensation		215 792,81		215 792,81	
73212	Dotation de solidarité communautaire		30 159,00		30 159,00	
73218	Autres fiscalité reversée entre collectivités locales		99 684,96		99 684,96	
73221	FNGIR		1 541,00		1 541,00	
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		100 946,00		100 946,00	
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	396 733,38	448 123,77		448 123,77	-51 390,39
73111	Impôts directs locaux		1 955 226,00	150 171,00	1 805 055,00	
73118	Autres contributions directes		1 394,00		1 394,00	
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière		38 568,65		38 568,65	
73132	Taxe sur les pylônes électriques		37 682,00	11 802,00	25 880,00	
73154	Droits de place		8 453,15	2 100,00	6 353,15	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure		4 731,60		4 731,60	
total chapitre 731	Fiscalité locale	1 832 765,00	2 046 055,40	164 073,00	1 881 982,40	-49 217,40
74111	Dotation forfaitaire des communes		638 012,00		638 012,00	
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes		236 435,00		236 435,00	
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes		131 358,00		131 358,00	
742	Dotations aux élus locaux		163,00		163,00	
744	FCTVA		1 777,04		1 777,04	
74718	Autres		182 480,00	29 052,00	153 428,00	
74748	Autres communes		2 860,00		2 860,00	
747888	Autres		298 107,89		298 107,89	
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		102 290,00		102 290,00	
74836	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle		25 644,48		25 644,48	
74888	Autres		5 485,00		5 485,00	
total chapitre 74	Dotations et participations	1 566 537,02	1 624 612,41	29 052,00	1 595 560,41	-29 023,39
752	Revenus des immeubles		17 045,40		17 045,40	
756	Libéralités reçues		460,00		460,00	
757351	GFP de rattachement		3 517,50		3 517,50	
75888	Autres		13 765,40		13 765,40	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	30 000,00	34 788,30		34 788,30	-4 788,30
Total des recettes de gestion des services		**4 094 835,40**	**4 481 542,19**	**199 442,84**	**4 282 099,35**	**-187 263,95**
764	Revenus des valeurs mobilières de placement		49,49		49,49	
total chapitre 76	Produits financiers	50,00	49,49		49,49	0,51
775	Produits des cessions d'immobilisations		38 106,00		38 106,00	
total chapitre 77	Produits spécifiques	38 106,00	38 106,00		38 106,00	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**4 132 991,40**	**4 519 697,68**	**199 442,84**	**4 320 254,84**	**-187 263,44**
722	*Immobilisations corporelles*		*40 063,36*		*40 063,36*	
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*		*6 108,87*		*6 108,87*	
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*		*5 129,15*		*5 129,15*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*100 291,87*	*51 301,38*		*51 301,38*	*48 990,49*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***100 291,87***	***51 301,38***		***51 301,38***	***48 990,49***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 233 283,27**	**4 570 999,06**	**199 442,84**	**4 371 556,22**	**-138 272,95**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**386 208,65**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**4 619 491,92**	**4 570 999,06**	**199 442,84**	**4 371 556,22**	**247 935,70**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		259 028,30	176 149,08	82 879,22	120 571,49
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		1 987 514,67	4 742,75	1 982 771,92	1 989 374,89
Constructions		8 792 841,89	80 517,38	8 712 324,51	8 706 445,21
Réseaux et installations de voirie		8 424 828,48	79 528,70	8 345 299,78	8 244 552,54
Réseaux divers		935 110,15	64 123,55	870 986,60	887 830,45
Installations techniques, agencements et matériel		544 405,29	104 686,03	439 719,26	411 479,78
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		1 493 029,67	1 197 242,92	295 786,75	313 263,76
Immobilisations corporelles en cours		6 429 858,87		6 429 858,87	4 635 991,48
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		225 495,15		225 495,15	225 495,15
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		42 045,20		42 045,20	42 045,20
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**29 134 157,67**	**1 706 990,41**	**27 427 167,26**	**25 577 049,95**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					29 052,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		29 416,13	4 110,56	25 305,57	17 312,18
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		17 788,48		17 788,48	17 490,99
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		22 551,50		22 551,50	25 773,14

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**69 756,11**	**4 110,56**	**65 645,55**	**89 628,31**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		2 459 601,14		2 459 601,14	2 879 582,02
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 459 601,14**		**2 459 601,14**	**2 879 582,02**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					7,50
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**31 663 514,92**	**1 711 100,97**	**29 952 413,95**	**28 546 267,78**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		1 997 777,47	1 997 777,47
Fonds globalisés		4 264 496,07	3 656 956,81
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		56 481,99	59 130,74
Rattachées à un actif non amortissable		5 463 303,80	4 994 662,43
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		1 907 461,05	1 880 528,40
RÉSERVES		11 953 516,94	11 475 209,63
REPORT A NOUVEAU		386 208,65	525 085,28
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		359 014,64	339 430,68
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**26 388 260,61**	**24 928 781,44**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		3 414 010,88	3 527 902,04
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**3 414 010,88**	**3 527 902,04**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		146 911,72	89 546,30
Dettes fiscales et sociales		98,00	
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		3 092,24	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**150 101,96**	**89 546,30**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**3 564 112,84**	**3 617 448,34**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		40,50	38,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**29 952 413,95**	**28 546 267,78**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		1 007 745,04	991 827,21	15 917,83
Participations		454 395,89	449 288,65	5 107,24
Compensations, autres attributions et autres participations		133 419,48	163 025,33	-29 605,85
Dons et legs		460,00	3 000,00	-2 540,00
Impôts et taxes		2 324 289,17	2 226 377,34	97 911,83
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		246 106,87	214 662,98	31 443,89
Produits des cessions d'actifs		38 106,00	7 164,50	30 941,50
Autres produits de gestion		34 328,30	52 757,56	-18 429,26
Production stockée et immobilisée		40 063,36	56 338,04	-16 274,68
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges			33 894,45	-33 894,45
Reprises du financement rattaché à un actif		5 129,15	8 528,65	-3 399,50
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		6 108,87		6 108,87
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**4 290 152,13**	**4 206 864,71**	**83 287,42**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		981 718,26	934 344,44	47 373,82
Charges de personnel		2 312 175,29	2 292 240,19	19 935,10
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 566 786,19*	*1 574 591,99*	*-7 805,80*
Dont charges sociales		*745 389,10*	*717 648,20*	*27 740,90*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		113 992,54	116 757,06	-2 764,52
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		4 857,10	647,96	4 209,14
Impôts et taxes		74 196,09	72 449,34	1 746,75
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		192 084,16	233 883,78	-41 799,62
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		11 173,35	185,29	10 988,06
Neutralisation des dépréciations et provisions				

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		33 041,52	6 979,21	26 062,31
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**3 723 238,31**	**3 657 487,27**	**65 751,04**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		82 937,64	60 871,57	22 066,07
Dont ménages		*8 852,64*	*7 761,57*	*1 091,07*
Dont personnes morales de droit privé		*24 085,00*	*23 110,00*	*975,00*
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics		*50 000,00*	*30 000,00*	*20 000,00*
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		2 958,42	13 058,42	-10 100,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**85 896,06**	**73 929,99**	**11 966,07**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**481 017,76**	**475 447,45**	**5 570,31**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement		49,49	52,52	-3,03
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**49,49**	**52,52**	**-3,03**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		122 052,61	136 069,29	-14 016,68
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**122 052,61**	**136 069,29**	**-14 016,68**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-122 003,12**	**-136 016,77**	**14 013,65**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**359 014,64**	**339 430,68**	**19 583,96**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Annexe

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		1 980 165,47						1 980 165,47		1 980 165,47
10222	F.C.T.V.A.		2 851 204,37				595 977,97		3 447 182,34		3 447 182,34
10226	Taxe d'aménagement		362 409,27			19 087,66	30 648,95	19 087,66	393 058,22		373 970,56
10228	Autres fonds d'investissement		443 343,17						443 343,17		443 343,17
	Sous Total compte 1022		**3 656 956,81**			**19 087,66**	**626 626,92**	**19 087,66**	**4 283 583,73**		**4 264 496,07**
10251	Dons et legs en capital		17 612,00						17 612,00		17 612,00
	Sous Total compte 1025		**17 612,00**						**17 612,00**		**17 612,00**
	Sous Total compte 102		**5 654 734,28**			**19 087,66**	**626 626,92**	**19 087,66**	**6 281 361,20**		**6 262 273,54**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		11 475 209,63				478 307,31		11 953 516,94		11 953 516,94
	Sous Total compte 106		**11 475 209,63**				**478 307,31**		**11 953 516,94**		**11 953 516,94**
	Sous Total compte 10		**17 129 943,91**			**19 087,66**	**1 104 934,23**	**19 087,66**	**18 234 878,14**		**18 215 790,48**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		525 085,28	478 307,31	339 430,68			478 307,31	864 515,96		386 208,65
	Sous Total compte 11		**525 085,28**	**478 307,31**	**339 430,68**			**478 307,31**	**864 515,96**		**386 208,65**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		339 430,68	339 430,68				339 430,68	339 430,68		
	Sous Total compte 12		**339 430,68**	**339 430,68**				**339 430,68**	**339 430,68**		
1311	État et établissements nationaux		33 865,43				2 480,40		36 345,83		36 345,83
1318	Autres		41 484,31	9 416,16				9 416,16	41 484,31		32 068,15
	Sous Total compte 131		**75 349,74**	**9 416,16**			**2 480,40**	**9 416,16**	**77 830,14**		**68 413,98**
1321	État et établissements nationaux		819 650,89						819 650,89		819 650,89
1322	Régions		1 950 372,38				291 845,49		2 242 217,87		2 242 217,87
1323	Départements		563 176,33				54 972,00		618 148,33		618 148,33
13251	GFP de rattachement		46 736,80				71 455,20		118 192,00		118 192,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1325		**46 736,80**				**71 455,20**		**118 192,00**		**118 192,00**
1326	Autres établissements publics locaux		8 371,46						8 371,46		8 371,46
13272	FEDER		486 936,43						486 936,43		486 936,43
	Sous Total compte 1327		**486 936,43**						**486 936,43**		**486 936,43**
1328	Autres		378 197,94				27 520,00		405 717,94		405 717,94
	Sous Total compte 132		**4 253 442,23**				**445 792,69**		**4 699 234,92**		**4 699 234,92**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		156 266,14						156 266,14		156 266,14
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		183 209,54				22 848,68		206 058,22		206 058,22
	Sous Total compte 1346		**183 209,54**				**22 848,68**		**206 058,22**		**206 058,22**
1348	Autres		20 000,00						20 000,00		20 000,00
	Sous Total compte 134		**359 475,68**				**22 848,68**		**382 324,36**		**382 324,36**
1386	Autres établissements publics locaux		4 097,00						4 097,00		4 097,00
1388	Autres		377 647,52						377 647,52		377 647,52
	Sous Total compte 138		**381 744,52**						**381 744,52**		**381 744,52**
13911	État et établissements nationaux	2 565,45				1 547,38		4 112,83		4 112,83	
13918	Autres	13 653,55			9 416,16	3 581,77		17 235,32	9 416,16	7 819,16	
	Sous Total compte 1391	**16 219,00**			**9 416,16**	**5 129,15**		**21 348,15**	**9 416,16**	**11 931,99**	
	Sous Total compte 139	**16 219,00**			**9 416,16**	**5 129,15**		**21 348,15**	**9 416,16**	**11 931,99**	
	Sous Total compte 13	**16 219,00**	**5 070 012,17**	**9 416,16**	**9 416,16**	**5 129,15**	**471 121,77**	**30 764,31**	**5 550 550,10**		**5 519 785,79**
1641	Emprunts en euros		3 506 160,73			113 055,86		113 055,86	3 506 160,73		3 393 104,87
	Sous Total compte 164		**3 506 160,73**			**113 055,86**		**113 055,86**	**3 506 160,73**		**3 393 104,87**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		21 741,31	21 741,31	20 906,01			21 741,31	42 647,32		20 906,01

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1688		**21 741,31**	**21 741,31**	**20 906,01**			**21 741,31**	**42 647,32**		**20 906,01**
	Sous Total compte 168		**21 741,31**	**21 741,31**	**20 906,01**			**21 741,31**	**42 647,32**		**20 906,01**
	Sous Total compte 16		**3 527 902,04**	**21 741,31**	**20 906,01**	**113 055,86**		**134 797,17**	**3 548 808,05**		**3 414 010,88**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		1 992 766,62			6 108,87	33 041,52	6 108,87	2 025 808,14		2 019 699,27
193	Autres neutralisations et régularisation	112 238,22						112 238,22		112 238,22	
	Sous Total compte 19	**112 238,22**	**1 992 766,62**			**6 108,87**	**33 041,52**	**118 347,09**	**2 025 808,14**		**1 907 461,05**
	Total classe 1	**128 457,22**	**28 585 140,70**	**848 895,46**	**369 752,85**	**143 381,54**	**1 609 097,52**	**1 120 734,22**	**30 563 991,07**	**124 170,21**	**29 567 427,06**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	48 652,34						48 652,34		48 652,34	
2031	Frais d'études	65 370,74				11 441,28	38 461,38	76 812,02	38 461,38	38 350,64	
2033	Frais d'insertion	943,28					728,48	943,28	728,48	214,80	
	Sous Total compte 203	**66 314,02**				**11 441,28**	**39 189,86**	**77 755,30**	**39 189,86**	**38 565,44**	
2051	Concessions et droits similaires	130 388,44				36 323,10		166 711,54		166 711,54	
	Sous Total compte 205	**130 388,44**				**36 323,10**		**166 711,54**		**166 711,54**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	5 098,98						5 098,98		5 098,98	
	Sous Total compte 208	**5 098,98**						**5 098,98**		**5 098,98**	
	Sous Total compte 20	**250 453,78**				**47 764,38**	**39 189,86**	**298 218,16**	**39 189,86**	**259 028,30**	
2111	Terrains nus	1 141 297,10					44,27	1 141 297,10	44,27	1 141 252,83	
2112	Terrains de voirie	332 122,54						332 122,54		332 122,54	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	3 916,08						3 916,08		3 916,08	
2116	Cimetière	37 707,95						37 707,95		37 707,95	
2117	Bois et forêts	80 177,42						80 177,42		80 177,42	
2118	Autres terrains	174 797,15					5 107,34	174 797,15	5 107,34	169 689,81	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 211	**1 770 018,24**					**5 151,61**	**1 770 018,24**	**5 151,61**	**1 764 866,63**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 840,03						1 840,03		1 840,03	
2128	Autres agencements et aménagements	220 808,01						220 808,01		220 808,01	
	Sous Total compte 212	**222 648,04**						**222 648,04**		**222 648,04**	
21311	Bâtiments administratifs	811 926,76						811 926,76		811 926,76	
21312	Bâtiments scolaires	2 610 645,72						2 610 645,72		2 610 645,72	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	1 269 235,53						1 269 235,53		1 269 235,53	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	345 996,17						345 996,17		345 996,17	
21316	Équipements du cimetière	7 185,55						7 185,55		7 185,55	
21318	Autres bâtiments publics	2 505 045,20						2 505 045,20		2 505 045,20	
	Sous Total compte 2131	**7 550 034,93**						**7 550 034,93**		**7 550 034,93**	
21351	Bâtiments publics	1 214 663,10		28 143,86		6 906,00	6 906,00	1 249 712,96	6 906,00	1 242 806,96	
	Sous Total compte 2135	**1 214 663,10**		**28 143,86**		**6 906,00**	**6 906,00**	**1 249 712,96**	**6 906,00**	**1 242 806,96**	
	Sous Total compte 213	**8 764 698,03**		**28 143,86**		**6 906,00**	**6 906,00**	**8 799 747,89**	**6 906,00**	**8 792 841,89**	
2151	Réseaux de voirie	7 515 482,81				77 988,19		7 593 471,00		7 593 471,00	
2152	Installations de voirie	777 746,28				53 611,20		831 357,48		831 357,48	
21534	Réseaux d'électrification	846 648,59						846 648,59		846 648,59	
21538	Autres réseaux	88 461,56						88 461,56		88 461,56	
	Sous Total compte 2153	**935 110,15**						**935 110,15**		**935 110,15**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	7 823,54				1 211,46		9 035,00		9 035,00	
	Sous Total compte 2156	**7 823,54**				**1 211,46**		**9 035,00**		**9 035,00**	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 744,06						1 744,06		1 744,06	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 21573	**1 744,06**						**1 744,06**		**1 744,06**	
	Sous Total compte 2157	**1 744,06**						**1 744,06**		**1 744,06**	
2158	Autres installations, matériel et outill	489 901,04				43 725,19		533 626,23		533 626,23	
	Sous Total compte 215	**9 727 807,88**				**176 536,04**		**9 904 343,92**		**9 904 343,92**	
2181	Installations générales, agencements et	75 557,87				1 952,28		77 510,15		77 510,15	
21828	Autres matériels de transport	192 761,05					6 021,74	192 761,05	6 021,74	186 739,31	
	Sous Total compte 2182	**192 761,05**					**6 021,74**	**192 761,05**	**6 021,74**	**186 739,31**	
21831	Matériel informatique scolaire	49 180,22						49 180,22		49 180,22	
21838	Autre matériel informatique	185 770,05				16 670,10		202 440,15		202 440,15	
	Sous Total compte 2183	**234 950,27**				**16 670,10**		**251 620,37**		**251 620,37**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	117 878,75						117 878,75		117 878,75	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	230 390,66				1 881,21		232 271,87		232 271,87	
	Sous Total compte 2184	**348 269,41**				**1 881,21**		**350 150,62**		**350 150,62**	
2185	Matériel de téléphonie	39 186,67				1 216,18		40 402,85		40 402,85	
2188	Autres	564 932,25			1 359,12	23 033,24		587 965,49	1 359,12	586 606,37	
	Sous Total compte 218	**1 455 657,52**			**1 359,12**	**44 753,01**	**6 021,74**	**1 500 410,53**	**7 380,86**	**1 493 029,67**	
	Sous Total compte 21	**21 940 829,71**		**28 143,86**	**1 359,12**	**228 195,05**	**18 079,35**	**22 197 168,62**	**19 438,47**	**22 177 730,15**	
2313	Constructions	4 612 333,53			28 143,86	1 822 011,25		6 434 344,78	28 143,86	6 406 200,92	
	Sous Total compte 231	**4 612 333,53**			**28 143,86**	**1 822 011,25**		**6 434 344,78**	**28 143,86**	**6 406 200,92**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	23 657,95						23 657,95		23 657,95	
	Sous Total compte 23	**4 635 991,48**			**28 143,86**	**1 822 011,25**		**6 458 002,73**	**28 143,86**	**6 429 858,87**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2423	d'établissements publics de coopération	225 495,15						225 495,15		225 495,15	
	Sous Total compte 242	**225 495,15**						**225 495,15**		**225 495,15**	
	Sous Total compte 24	**225 495,15**						**225 495,15**		**225 495,15**	
266	Autres formes de participation	1 996,00						1 996,00		1 996,00	
	Sous Total compte 26	**1 996,00**						**1 996,00**		**1 996,00**	
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	38 112,25						38 112,25		38 112,25	
275	Dépôts et cautionnements versés	1 936,95						1 936,95		1 936,95	
	Sous Total compte 27	**40 049,20**						**40 049,20**		**40 049,20**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		20 191,44				2 994,18		23 185,62		23 185,62
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		104 591,87				43 272,61		147 864,48		147 864,48
28088	Autres immobilisations incorporelles		5 098,98						5 098,98		5 098,98
	Sous Total compte 2808		**5 098,98**						**5 098,98**		**5 098,98**
	Sous Total compte 280		**129 882,29**				**46 266,79**		**176 149,08**		**176 149,08**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		1 840,03						1 840,03		1 840,03
28128	Autres agencements et aménagements		1 451,36				1 451,36		2 902,72		2 902,72
	Sous Total compte 2812		**3 291,39**				**1 451,36**		**4 742,75**		**4 742,75**
281312	Bâtiments scolaires		12 453,49						12 453,49		12 453,49
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux		6 205,74						6 205,74		6 205,74
281318	Autres bâtiments publics		2 261,34				2 068,58		4 329,92		4 329,92
	Sous Total compte 28131		**20 920,57**				**2 068,58**		**22 989,15**		**22 989,15**
281351	Bâtiments publics		37 332,25				20 195,98		57 528,23		57 528,23

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28135		**37 332,25**				**20 195,98**		**57 528,23**		**57 528,23**
	Sous Total compte 2813		**58 252,82**				**22 264,56**		**80 517,38**		**80 517,38**
28151	Réseaux de voirie		33 064,78			1 699,42	10 264,94	1 699,42	43 329,72		41 630,30
28152	Installations de voirie		15 611,77				22 286,63		37 898,40		37 898,40
281534	Réseaux d'électrification		32 069,74				12 016,29		44 086,03		44 086,03
281538	Autres réseaux		15 209,96				4 827,56		20 037,52		20 037,52
	Sous Total compte 28153		**47 279,70**				**16 843,85**		**64 123,55**		**64 123,55**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		2 736,97				386,23		3 123,20		3 123,20
	Sous Total compte 28156		**2 736,97**				**386,23**		**3 123,20**		**3 123,20**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		1 102,45				641,61		1 744,06		1 744,06
	Sous Total compte 281573		**1 102,45**				**641,61**		**1 744,06**		**1 744,06**
	Sous Total compte 28157		**1 102,45**				**641,61**		**1 744,06**		**1 744,06**
28158	Autres installations, matériel et outill		84 149,44			37,19	15 706,52	37,19	99 855,96		99 818,77
	Sous Total compte 2815		**183 945,11**			**1 736,61**	**66 129,78**	**1 736,61**	**250 074,89**		**248 338,28**
28181	Installations générales, agencements et		10 795,43				5 225,15		16 020,58		16 020,58
281828	Autres matériels de transport		117 773,12				5 515,22		123 288,34		123 288,34
	Sous Total compte 28182		**117 773,12**				**5 515,22**		**123 288,34**		**123 288,34**
281831	Matériel informatique scolaire		41 669,28				2 945,75		44 615,03		44 615,03
281838	Autre matériel informatique		173 424,69				4 649,38		178 074,07		178 074,07
	Sous Total compte 28183		**215 093,97**				**7 595,13**		**222 689,10**		**222 689,10**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		105 706,28			173,58	1 755,75	173,58	107 462,03		107 288,45

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		207 664,25	33,18		339,90	4 251,47	373,08	211 915,72		211 542,64
	Sous Total compte 28184		**313 370,53**	**33,18**		**513,48**	**6 007,22**	**546,66**	**319 377,75**		**318 831,09**
28185	Matériel de téléphonie		9 850,44				6 569,08		16 419,52		16 419,52
28188	Autres		475 510,27	1 359,12	33,18		25 809,96	1 359,12	501 353,41		499 994,29
	Sous Total compte 2818		**1 142 393,76**	**1 392,30**	**33,18**	**513,48**	**56 721,76**	**1 905,78**	**1 199 148,70**		**1 197 242,92**
	Sous Total compte 281		**1 387 883,08**	**1 392,30**	**33,18**	**2 250,09**	**146 567,46**	**3 642,39**	**1 534 483,72**		**1 530 841,33**
	Sous Total compte 28		**1 517 765,37**	**1 392,30**	**33,18**	**2 250,09**	**192 834,25**	**3 642,39**	**1 710 632,80**		**1 706 990,41**
	Total classe 2	**27 094 815,32**	**1 517 765,37**	**29 536,16**	**29 536,16**	**2 100 220,77**	**250 103,46**	**29 224 572,25**	**1 797 404,99**	**29 134 157,67**	**1 706 990,41**
4011	Fournisseurs			937 964,68	993 657,08			937 964,68	993 657,08		55 692,40
	Sous Total compte 401			**937 964,68**	**993 657,08**			**937 964,68**	**993 657,08**		**55 692,40**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		15,00	2 050 395,59	2 090 239,99			2 050 395,59	2 090 254,99		39 859,40
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		64 257,32	33 136,67	15 653,72			33 136,67	79 911,04		46 774,37
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			60 476,53	60 476,53			60 476,53	60 476,53		
	Sous Total compte 4047		**64 257,32**	**93 613,20**	**76 130,25**			**93 613,20**	**140 387,57**		**46 774,37**
	Sous Total compte 404		**64 272,32**	**2 144 008,79**	**2 166 370,24**			**2 144 008,79**	**2 230 642,56**		**86 633,77**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		25 273,98	25 273,98	4 585,55			25 273,98	29 859,53		4 585,55
	Sous Total compte 40		**89 546,30**	**3 107 247,45**	**3 164 612,87**			**3 107 247,45**	**3 254 159,17**		**146 911,72**
411	Redevables	7 919,20		37 964,91	35 499,40			45 884,11	35 499,40	10 384,71	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	2 690,90		17 045,40	12 563,60			19 736,30	12 563,60	7 172,70	
4161	Créances douteuses	4 338,80		13 529,14	11 190,33			17 867,94	11 190,33	6 677,61	
	Sous Total compte 416	**4 338,80**		**13 529,14**	**11 190,33**			**17 867,94**	**11 190,33**	**6 677,61**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables - Produits non encore facturé	4 973,84		5 181,11	4 973,84			10 154,95	4 973,84	5 181,11	
	Sous Total compte 418	**4 973,84**		**5 181,11**	**4 973,84**			**10 154,95**	**4 973,84**	**5 181,11**	
	Sous Total compte 41	**19 922,74**		**73 720,56**	**64 227,17**			**93 643,30**	**64 227,17**	**29 416,13**	
421	Personnel - Rémunérations dues			1 265 841,24	1 265 841,24			1 265 841,24	1 265 841,24		
427	Personnel - Oppositions			1 841,05	1 841,05			1 841,05	1 841,05		
	Sous Total compte 42			**1 267 682,29**	**1 267 682,29**			**1 267 682,29**	**1 267 682,29**		
431	Sécurité sociale			521 427,36	521 427,36			521 427,36	521 427,36		
437	Autres organismes sociaux			611 758,79	611 856,79			611 758,79	611 856,79		98,00
	Sous Total compte 43			**1 133 186,15**	**1 133 284,15**			**1 133 186,15**	**1 133 284,15**		**98,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			17 314,81	17 314,81			17 314,81	17 314,81		
	Sous Total compte 442			**17 314,81**	**17 314,81**			**17 314,81**	**17 314,81**		
44311	Dépenses			24 904,66	24 904,66			24 904,66	24 904,66		
	Sous Total compte 4431			**24 904,66**	**24 904,66**			**24 904,66**	**24 904,66**		
44341	Dépenses			88,42	88,42			88,42	88,42		
44342	Recettes - Amiable			2 860,00	2 860,00			2 860,00	2 860,00		
	Sous Total compte 4434			**2 948,42**	**2 948,42**			**2 948,42**	**2 948,42**		
44351	Dépenses			4 520,68	7 612,92			4 520,68	7 612,92		3 092,24
	Sous Total compte 4435			**4 520,68**	**7 612,92**			**4 520,68**	**7 612,92**		**3 092,24**
44371	Dépenses			50 000,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00		
	Sous Total compte 4437			**50 000,00**	**50 000,00**			**50 000,00**	**50 000,00**		
44381	Dépenses			4 594,26	4 594,26			4 594,26	4 594,26		
	Sous Total compte 4438			**4 594,26**	**4 594,26**			**4 594,26**	**4 594,26**		

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443			**86 968,02**	**90 060,26**			**86 968,02**	**90 060,26**		**3 092,24**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			54 047,11	54 047,11			54 047,11	54 047,11		
4487	Produits à recevoir	29 052,00			29 052,00			29 052,00	29 052,00		
	Sous Total compte 448	**29 052,00**			**29 052,00**			**29 052,00**	**29 052,00**		
	Sous Total compte 44	**29 052,00**		**158 329,94**	**190 474,18**			**187 381,94**	**190 474,18**		**3 092,24**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			38 106,00	38 106,00			38 106,00	38 106,00		
	Sous Total compte 462			**38 106,00**	**38 106,00**			**38 106,00**	**38 106,00**		
4648	Opérations pour le compte de tiers			1 100,00	1 100,00			1 100,00	1 100,00		
	Sous Total compte 464			**1 100,00**	**1 100,00**			**1 100,00**	**1 100,00**		
466	Excédents de versement			3,10	3,10			3,10	3,10		
46711	Autres comptes créditeurs			130 562,33	130 562,33			130 562,33	130 562,33		
	Sous Total compte 4671			**130 562,33**	**130 562,33**			**130 562,33**	**130 562,33**		
46721	Débiteurs divers - Amiable	17 379,64		61 550,62	61 166,04			78 930,26	61 166,04	17 764,22	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	111,35			87,09			111,35	87,09	24,26	
	Sous Total compte 4672	**17 490,99**		**61 550,62**	**61 253,13**			**79 041,61**	**61 253,13**	**17 788,48**	
	Sous Total compte 467	**17 490,99**		**192 112,95**	**191 815,46**			**209 603,94**	**191 815,46**	**17 788,48**	
	Sous Total compte 46	**17 490,99**		**231 322,05**	**231 024,56**			**248 813,04**	**231 024,56**	**17 788,48**	
4711	Versements des régisseurs			224 654,73	224 654,73			224 654,73	224 654,73		
4712	Virements réimputés			10 731,39	10 731,39			10 731,39	10 731,39		
47131	Versements sur contributions directes			2 006 802,00	2 006 802,00			2 006 802,00	2 006 802,00		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			1 106 914,00	1 106 914,00			1 106 914,00	1 106 914,00		
47134	Subventions			73 622,70	73 622,70			73 622,70	73 622,70		

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47138	Autres			2 090 267,81	2 090 267,81			2 090 267,81	2 090 267,81		
	Sous Total compte 4713			**5 277 606,51**	**5 277 606,51**			**5 277 606,51**	**5 277 606,51**		
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales			163 376,50	163 417,00			163 376,50	163 417,00		40,50
	Sous Total compte 47141			**163 376,50**	**163 417,00**			**163 376,50**	**163 417,00**		**40,50**
	Sous Total compte 4714			**163 376,50**	**163 417,00**			**163 376,50**	**163 417,00**		**40,50**
4718	Autres recettes à régulariser		38,00	56 583,50	56 545,50			56 583,50	56 583,50		
	Sous Total compte 471		**38,00**	**5 732 952,63**	**5 732 955,13**			**5 732 952,63**	**5 732 993,13**		**40,50**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			226 088,77	226 088,77			226 088,77	226 088,77		
47218	Autres dépenses			25 244,19	25 244,19			25 244,19	25 244,19		
	Sous Total compte 4721			**251 332,96**	**251 332,96**			**251 332,96**	**251 332,96**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			6,04	6,04			6,04	6,04		
4728	Autres dépenses à régulariser			700,01	700,01			700,01	700,01		
	Sous Total compte 472			**252 039,01**	**252 039,01**			**252 039,01**	**252 039,01**		
4781	Frais de poursuite rattachés	7,50			7,50			7,50	7,50		
	Sous Total compte 478	**7,50**			**7,50**			**7,50**	**7,50**		
	Sous Total compte 47	**7,50**	**38,00**	**5 984 991,64**	**5 985 001,64**			**5 984 999,14**	**5 985 039,64**		**40,50**
486	Charges constatées d'avance	25 773,14			3 221,64			25 773,14	3 221,64	22 551,50	
	Sous Total compte 48	**25 773,14**			**3 221,64**			**25 773,14**	**3 221,64**	**22 551,50**	
4911	Dépréciations des comptes de redevables		2 610,56		1 500,00				4 110,56		4 110,56
	Sous Total compte 491		**2 610,56**		**1 500,00**				**4 110,56**		**4 110,56**
	Sous Total compte 49		**2 610,56**		**1 500,00**				**4 110,56**		**4 110,56**
	Total classe 4	**92 246,37**	**92 194,86**	**11 956 480,08**	**12 041 028,50**			**12 048 726,45**	**12 133 223,36**	**69 756,11**	**154 253,02**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			1 719,07	1 719,07			1 719,07	1 719,07		
51172	Chèques impayés			100,00	100,00			100,00	100,00		
	Sous Total compte 5117			**100,00**	**100,00**			**100,00**	**100,00**		
	Sous Total compte 511			**1 819,07**	**1 819,07**			**1 819,07**	**1 819,07**		
515	Compte au Trésor	2 875 885,54		5 462 930,20	5 884 049,90			8 338 815,74	5 884 049,90	2 454 765,84	
	Sous Total compte 51	**2 875 885,54**		**5 464 749,27**	**5 885 868,97**			**8 340 634,81**	**5 885 868,97**	**2 454 765,84**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	3 696,48		7 860,99	6 722,17			11 557,47	6 722,17	4 835,30	
	Sous Total compte 541	**3 696,48**		**7 860,99**	**6 722,17**			**11 557,47**	**6 722,17**	**4 835,30**	
	Sous Total compte 54	**3 696,48**		**7 860,99**	**6 722,17**			**11 557,47**	**6 722,17**	**4 835,30**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			318 744,45	318 744,45			318 744,45	318 744,45		
584	Encaissement par lecture optique			9 177,95	9 177,95			9 177,95	9 177,95		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			600,90	600,90			600,90	600,90		
	Sous Total compte 587			**600,90**	**600,90**			**600,90**	**600,90**		
588	Autres virements internes			87,09	87,09			87,09	87,09		
	Sous Total compte 58			**328 610,39**	**328 610,39**			**328 610,39**	**328 610,39**		
	Total classe 5	**2 879 582,02**		**5 801 220,65**	**6 221 201,53**			**8 680 802,67**	**6 221 201,53**	**2 459 601,14**	
6042	Achats de prestations de services (autre					331 324,20	23 704,75	331 324,20	23 704,75	307 619,45	
	Sous Total compte 604					**331 324,20**	**23 704,75**	**331 324,20**	**23 704,75**	**307 619,45**	
60611	Eau et assainissement					15 014,46	158,31	15 014,46	158,31	14 856,15	
60612	Énergie - Électricité					72 306,06	1 426,66	72 306,06	1 426,66	70 879,40	
	Sous Total compte 6061					**87 320,52**	**1 584,97**	**87 320,52**	**1 584,97**	**85 735,55**	
60621	Combustibles					108 167,71	4 105,93	108 167,71	4 105,93	104 061,78	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60622	Carburants					12 185,24	1 359,07	12 185,24	1 359,07	10 826,17	
60623	Alimentation					16 388,03	774,15	16 388,03	774,15	15 613,88	
60624	Produits de traitement					1 203,40		1 203,40		1 203,40	
60628	Autres fournitures non stockées					60 205,78	2 969,88	60 205,78	2 969,88	57 235,90	
	Sous Total compte 6062					**198 150,16**	**9 209,03**	**198 150,16**	**9 209,03**	**188 941,13**	
60631	Fournitures d'entretien					13 527,86		13 527,86		13 527,86	
60632	Fournitures de petit équipement					11 993,43	419,24	11 993,43	419,24	11 574,19	
60633	Fournitures de voirie					3 548,10		3 548,10		3 548,10	
60636	Habillement et Vêtements de travail					7 487,11		7 487,11		7 487,11	
	Sous Total compte 6063					**36 556,50**	**419,24**	**36 556,50**	**419,24**	**36 137,26**	
6064	Fournitures administratives					4 777,52		4 777,52		4 777,52	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					390,03		390,03		390,03	
6067	Fournitures scolaires					12 876,78	147,00	12 876,78	147,00	12 729,78	
6068	Autres matières et fournitures.					646,74		646,74		646,74	
	Sous Total compte 606					**340 718,25**	**11 360,24**	**340 718,25**	**11 360,24**	**329 358,01**	
	Sous Total compte 60					**672 042,45**	**35 064,99**	**672 042,45**	**35 064,99**	**636 977,46**	
611	Contrats de prestations de services					1 711,84	635,44	1 711,84	635,44	1 076,40	
61358	Autres					12 520,20		12 520,20		12 520,20	
	Sous Total compte 6135					**12 520,20**		**12 520,20**		**12 520,20**	
	Sous Total compte 613					**12 520,20**		**12 520,20**		**12 520,20**	
61521	Terrains					29 034,46		29 034,46		29 034,46	
615221	Bâtiments publics					27 780,27		27 780,27		27 780,27	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615228	Autres bâtiments					366,34		366,34		366,34	
	Sous Total compte 61522					**28 146,61**		**28 146,61**		**28 146,61**	
615231	Voiries					2 250,33	867,43	2 250,33	867,43	1 382,90	
615232	Réseaux					7 436,28		7 436,28		7 436,28	
	Sous Total compte 61523					**9 686,61**	**867,43**	**9 686,61**	**867,43**	**8 819,18**	
61524	Bois et forêts					13 376,16		13 376,16		13 376,16	
	Sous Total compte 6152					**80 243,84**	**867,43**	**80 243,84**	**867,43**	**79 376,41**	
61551	Matériel roulant					15 847,33		15 847,33		15 847,33	
61558	Autres biens mobiliers					2 525,67		2 525,67		2 525,67	
	Sous Total compte 6155					**18 373,00**		**18 373,00**		**18 373,00**	
6156	Maintenance					63 859,45		63 859,45		63 859,45	
	Sous Total compte 615					**162 476,29**	**867,43**	**162 476,29**	**867,43**	**161 608,86**	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					39 511,05		39 511,05		39 511,05	
	Sous Total compte 616					**39 511,05**		**39 511,05**		**39 511,05**	
617	Études et recherches					600,00		600,00		600,00	
6182	Documentation générale et technique					5 021,55		5 021,55		5 021,55	
6184	Versements à des organismes de formation					5 740,64		5 740,64		5 740,64	
	Sous Total compte 618					**10 762,19**		**10 762,19**		**10 762,19**	
	Sous Total compte 61					**227 581,57**	**1 502,87**	**227 581,57**	**1 502,87**	**226 078,70**	
6218	Autre personnel extérieur					511,40		511,40		511,40	
	Sous Total compte 621					**511,40**		**511,40**		**511,40**	
62268	Autres honoraires, conseils...					19 991,31		19 991,31		19 991,31	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6226					**19 991,31**		**19 991,31**		**19 991,31**	
6228	Divers					13 033,20		13 033,20		13 033,20	
	Sous Total compte 622					**33 024,51**		**33 024,51**		**33 024,51**	
6232	Fêtes et cérémonies					11 026,78	383,54	11 026,78	383,54	10 643,24	
6236	Catalogues et imprimés					1 941,80		1 941,80		1 941,80	
6237	Publications					3 892,50		3 892,50		3 892,50	
6238	Divers					2 124,79		2 124,79		2 124,79	
	Sous Total compte 623					**18 985,87**	**383,54**	**18 985,87**	**383,54**	**18 602,33**	
6248	Divers					28 725,78		28 725,78		28 725,78	
	Sous Total compte 624					**28 725,78**		**28 725,78**		**28 725,78**	
6251	Voyages, déplacements et missions					137,96		137,96		137,96	
	Sous Total compte 625					**137,96**		**137,96**		**137,96**	
6261	Frais d'affranchissement					2 881,70		2 881,70		2 881,70	
6262	Frais de télécommunications					12 818,09	457,08	12 818,09	457,08	12 361,01	
	Sous Total compte 626					**15 699,79**	**457,08**	**15 699,79**	**457,08**	**15 242,71**	
627	Services bancaires et assimilés.					832,56		832,56		832,56	
6281	Concours divers (cotisations...)					3 051,93		3 051,93		3 051,93	
62876	Au GFP de rattachement					5 522,92		5 522,92		5 522,92	
62878	A des tiers					13 010,00		13 010,00		13 010,00	
	Sous Total compte 6287					**18 532,92**		**18 532,92**		**18 532,92**	
	Sous Total compte 628					**21 584,85**		**21 584,85**		**21 584,85**	
	Sous Total compte 62					**119 502,72**	**840,62**	**119 502,72**	**840,62**	**118 662,10**	
6331	Versement mobilité					24 830,23		24 830,23		24 830,23	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					6 897,71		6 897,71		6 897,71	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					31 038,15		31 038,15		31 038,15	
	Sous Total compte 633					**62 766,09**		**62 766,09**		**62 766,09**	
63512	Taxes foncières					11 430,00		11 430,00		11 430,00	
	Sous Total compte 6351					**11 430,00**		**11 430,00**		**11 430,00**	
	Sous Total compte 635					**11 430,00**		**11 430,00**		**11 430,00**	
	Sous Total compte 63					**74 196,09**		**74 196,09**		**74 196,09**	
64111	Rémunération principale					1 240 704,33		1 240 704,33		1 240 704,33	
64112	Supplément familial de traitement et ind					25 032,14		25 032,14		25 032,14	
64113	NBI					9 757,82		9 757,82		9 757,82	
64118	Autres indemnités.					47 285,82		47 285,82		47 285,82	
	Sous Total compte 6411					**1 322 780,11**		**1 322 780,11**		**1 322 780,11**	
64131	Rémunérations					309 993,21		309 993,21		309 993,21	
64132	Supplément familial de traitement et ind					5 922,31		5 922,31		5 922,31	
64138	Primes et autres indemnités					3 628,16		3 628,16		3 628,16	
	Sous Total compte 6413					**319 543,68**		**319 543,68**		**319 543,68**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						75 537,60		75 537,60		75 537,60
	Sous Total compte 641					**1 642 323,79**	**75 537,60**	**1 642 323,79**	**75 537,60**	**1 566 786,19**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					298 055,92		298 055,92		298 055,92	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					326 990,12		326 990,12		326 990,12	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					12 793,83		12 793,83		12 793,83	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6455	Cotisations pour assurance du personnel					83 216,80		83 216,80		83 216,80	
	Sous Total compte 645					**721 056,67**		**721 056,67**		**721 056,67**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					16 577,00		16 577,00		16 577,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie					7 755,43		7 755,43		7 755,43	
	Sous Total compte 647					**24 332,43**		**24 332,43**		**24 332,43**	
	Sous Total compte 64					**2 387 712,89**	**75 537,60**	**2 387 712,89**	**75 537,60**	**2 312 175,29**	
65131	Bourses					8 764,64	60,00	8 764,64	60,00	8 704,64	
	Sous Total compte 6513					**8 764,64**	**60,00**	**8 764,64**	**60,00**	**8 704,64**	
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat					148,00		148,00		148,00	
	Sous Total compte 651					**8 912,64**	**60,00**	**8 912,64**	**60,00**	**8 852,64**	
65311	Indemnités de fonction					100 625,64		100 625,64		100 625,64	
65313	Cotisations de retraite					4 317,23		4 317,23		4 317,23	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					8 995,41		8 995,41		8 995,41	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					54,26		54,26		54,26	
	Sous Total compte 65317					**54,26**		**54,26**		**54,26**	
	Sous Total compte 6531					**113 992,54**		**113 992,54**		**113 992,54**	
	Sous Total compte 653					**113 992,54**		**113 992,54**		**113 992,54**	
6541	Créances admises en non-valeur					600,90		600,90		600,90	
	Sous Total compte 654					**600,90**		**600,90**		**600,90**	
6558	Autres contributions obligatoires					2 958,42		2 958,42		2 958,42	
	Sous Total compte 655					**2 958,42**		**2 958,42**		**2 958,42**	
657363	CCAS/CIAS					50 000,00		50 000,00		50 000,00	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65736					**50 000,00**		**50 000,00**		**50 000,00**	
	Sous Total compte 6573					**50 000,00**		**50 000,00**		**50 000,00**	
65748	Autres personnes de droit privé					24 085,00		24 085,00		24 085,00	
	Sous Total compte 6574					**24 085,00**		**24 085,00**		**24 085,00**	
	Sous Total compte 657					**74 085,00**		**74 085,00**		**74 085,00**	
65888	Autres					856,20		856,20		856,20	
	Sous Total compte 6588					**856,20**		**856,20**		**856,20**	
	Sous Total compte 658					**856,20**		**856,20**		**856,20**	
	Sous Total compte 65					**201 405,70**	**60,00**	**201 405,70**	**60,00**	**201 345,70**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					122 887,91		122 887,91		122 887,91	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					20 906,01	21 741,31	20 906,01	21 741,31		835,30
	Sous Total compte 6611					**143 793,92**	**21 741,31**	**143 793,92**	**21 741,31**	**122 052,61**	
	Sous Total compte 661					**143 793,92**	**21 741,31**	**143 793,92**	**21 741,31**	**122 052,61**	
	Sous Total compte 66					**143 793,92**	**21 741,31**	**143 793,92**	**21 741,31**	**122 052,61**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					3 400,00		3 400,00		3 400,00	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					11 173,35		11 173,35		11 173,35	
6761	Différences sur réalisations (positives)					33 041,52		33 041,52		33 041,52	
	Sous Total compte 676					**33 041,52**		**33 041,52**		**33 041,52**	
	Sous Total compte 67					**47 614,87**		**47 614,87**		**47 614,87**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					192 834,25	2 250,09	192 834,25	2 250,09	190 584,16	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					1 500,00		1 500,00		1 500,00	
	Sous Total compte 681					**194 334,25**	**2 250,09**	**194 334,25**	**2 250,09**	**192 084,16**	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 68					**194 334,25**	**2 250,09**	**194 334,25**	**2 250,09**	**192 084,16**	
	Total classe 6					**4 068 184,46**	**136 997,48**	**4 068 184,46**	**136 997,48**	**4 007 559,88**	**76 372,90**
70311	Concession dans les cimetières (produit					0,10	3 780,80	0,10	3 780,80		3 780,70
	Sous Total compte 7031					**0,10**	**3 780,80**	**0,10**	**3 780,80**		**3 780,70**
70323	Redevance d'occupation du domaine public						9 323,40		9 323,40		9 323,40
70328	Autres droits de stationnement et de loc						6 410,22		6 410,22		6 410,22
	Sous Total compte 7032						**15 733,62**		**15 733,62**		**15 733,62**
7035	Locations de droits de chasse et de pêch						3 170,00		3 170,00		3 170,00
	Sous Total compte 703					**0,10**	**22 684,42**	**0,10**	**22 684,42**		**22 684,32**
70632	A caractère de loisirs					1 300,30	99 896,10	1 300,30	99 896,10		98 595,80
	Sous Total compte 7063					**1 300,30**	**99 896,10**	**1 300,30**	**99 896,10**		**98 595,80**
7067	Redevances et droits des services périsc					43,60	105 562,90	43,60	105 562,90		105 519,30
706888	Autres						413,90		413,90		413,90
	Sous Total compte 70688						**413,90**		**413,90**		**413,90**
	Sous Total compte 7068						**413,90**		**413,90**		**413,90**
	Sous Total compte 706					**1 343,90**	**205 872,90**	**1 343,90**	**205 872,90**		**204 529,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					4 973,84	23 867,39	4 973,84	23 867,39		18 893,55
	Sous Total compte 708					**4 973,84**	**23 867,39**	**4 973,84**	**23 867,39**		**18 893,55**
	Sous Total compte 70					**6 317,84**	**252 424,71**	**6 317,84**	**252 424,71**		**246 106,87**
722	Immobilisations corporelles						40 063,36		40 063,36		40 063,36
	Sous Total compte 72						**40 063,36**		**40 063,36**		**40 063,36**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73111	Impôts directs locaux					150 171,00	1 955 226,00	150 171,00	1 955 226,00		1 805 055,00
73118	Autres contributions directes						1 394,00		1 394,00		1 394,00
	Sous Total compte 7311					**150 171,00**	**1 956 620,00**	**150 171,00**	**1 956 620,00**		**1 806 449,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						38 568,65		38 568,65		38 568,65
	Sous Total compte 7312						**38 568,65**		**38 568,65**		**38 568,65**
73132	Taxe sur les pylônes électriques					11 802,00	37 682,00	11 802,00	37 682,00		25 880,00
	Sous Total compte 7313					**11 802,00**	**37 682,00**	**11 802,00**	**37 682,00**		**25 880,00**
73154	Droits de place					2 100,00	8 453,15	2 100,00	8 453,15		6 353,15
	Sous Total compte 7315					**2 100,00**	**8 453,15**	**2 100,00**	**8 453,15**		**6 353,15**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure						4 731,60		4 731,60		4 731,60
	Sous Total compte 7317						**4 731,60**		**4 731,60**		**4 731,60**
	Sous Total compte 731					**164 073,00**	**2 046 055,40**	**164 073,00**	**2 046 055,40**		**1 881 982,40**
73211	Attribution de compensation						215 792,81		215 792,81		215 792,81
73212	Dotation de solidarité communautaire						30 159,00		30 159,00		30 159,00
73218	Autres fiscalité reversée entre collecti						99 684,96		99 684,96		99 684,96
	Sous Total compte 7321						**345 636,77**		**345 636,77**		**345 636,77**
73221	FNGIR						1 541,00		1 541,00		1 541,00
732221	Fonds de péréquation des ressources comm						100 946,00		100 946,00		100 946,00
	Sous Total compte 73222						**100 946,00**		**100 946,00**		**100 946,00**
	Sous Total compte 7322						**102 487,00**		**102 487,00**		**102 487,00**
	Sous Total compte 732						**448 123,77**		**448 123,77**		**448 123,77**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les					5 817,00		5 817,00		5 817,00	
	Sous Total compte 739111					**5 817,00**		**5 817,00**		**5 817,00**	
	Sous Total compte 73911					**5 817,00**		**5 817,00**		**5 817,00**	
	Sous Total compte 7391					**5 817,00**		**5 817,00**		**5 817,00**	
	Sous Total compte 739					**5 817,00**		**5 817,00**		**5 817,00**	
	Sous Total compte 73					**169 890,00**	**2 494 179,17**	**169 890,00**	**2 494 179,17**		**2 324 289,17**
74111	Dotation forfaitaire des communes						638 012,00		638 012,00		638 012,00
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des						236 435,00		236 435,00		236 435,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)						131 358,00		131 358,00		131 358,00
	Sous Total compte 74112						**367 793,00**		**367 793,00**		**367 793,00**
	Sous Total compte 7411						**1 005 805,00**		**1 005 805,00**		**1 005 805,00**
	Sous Total compte 741						**1 005 805,00**		**1 005 805,00**		**1 005 805,00**
742	Dotations aux élus locaux						163,00		163,00		163,00
744	FCTVA						1 777,04		1 777,04		1 777,04
74718	Autres					29 052,00	182 480,00	29 052,00	182 480,00		153 428,00
	Sous Total compte 7471					**29 052,00**	**182 480,00**	**29 052,00**	**182 480,00**		**153 428,00**
74748	Autres communes						2 860,00		2 860,00		2 860,00
	Sous Total compte 7474						**2 860,00**		**2 860,00**		**2 860,00**
747888	Autres						298 107,89		298 107,89		298 107,89
	Sous Total compte 74788						**298 107,89**		**298 107,89**		**298 107,89**
	Sous Total compte 7478						**298 107,89**		**298 107,89**		**298 107,89**
	Sous Total compte 747					**29 052,00**	**483 447,89**	**29 052,00**	**483 447,89**		**454 395,89**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74833	État - Compensation au titre des exonéra						102 290,00		102 290,00		102 290,00
74836	Attribution du fonds départemental de pé						25 644,48		25 644,48		25 644,48
	Sous Total compte 7483						**127 934,48**		**127 934,48**		**127 934,48**
74888	Autres						5 485,00		5 485,00		5 485,00
	Sous Total compte 7488						**5 485,00**		**5 485,00**		**5 485,00**
	Sous Total compte 748						**133 419,48**		**133 419,48**		**133 419,48**
	Sous Total compte 74					**29 052,00**	**1 624 612,41**	**29 052,00**	**1 624 612,41**		**1 595 560,41**
752	Revenus des immeubles						17 045,40		17 045,40		17 045,40
756	Libéralités reçues						460,00		460,00		460,00
757351	GFP de rattachement						3 517,50		3 517,50		3 517,50
	Sous Total compte 75735						**3 517,50**		**3 517,50**		**3 517,50**
	Sous Total compte 7573						**3 517,50**		**3 517,50**		**3 517,50**
	Sous Total compte 757						**3 517,50**		**3 517,50**		**3 517,50**
75888	Autres						13 765,40		13 765,40		13 765,40
	Sous Total compte 7588						**13 765,40**		**13 765,40**		**13 765,40**
	Sous Total compte 758						**13 765,40**		**13 765,40**		**13 765,40**
	Sous Total compte 75						**34 788,30**		**34 788,30**		**34 788,30**
764	Revenus des valeurs mobilières de placem						49,49		49,49		49,49
	Sous Total compte 76						**49,49**		**49,49**		**49,49**
775	Produits des cessions d'immobilisations						38 106,00		38 106,00		38 106,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)						6 108,87		6 108,87		6 108,87
	Sous Total compte 776						**6 108,87**		**6 108,87**		**6 108,87**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
777	Recettes et quote-part des subventions d						5 129,15		5 129,15		5 129,15
	Sous Total compte 77						**49 344,02**		**49 344,02**		**49 344,02**
	Total classe 7					**205 259,84**	**4 495 461,46**	**205 259,84**	**4 495 461,46**	**5 817,00**	**4 296 018,62**
	Total général	**30 195 100,93**	**30 195 100,93**	**18 636 132,35**	**18 661 519,04**	**6 517 046,61**	**6 491 659,92**	**55 348 279,89**	**55 348 279,89**	**35 801 062,01**	**35 801 062,01**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

Date d'édition : 17/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M PATRICK THIERY	du 01/01/2025	au	17/03/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

MONCHIET Frederic (1013504302-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DU PAS-DE-CALAIS, le 18/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

THIERY Patrick (1013803418-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A LENS, le 19/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

VILLE D'ANNAY–SOUS–LENS

NOTE DE PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE

DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

PRÉSENTATION GÉNÉRALE :

Le budget d'une commune se décompose en deux sections :

La section de fonctionnement qui enregistre en dépenses toutes les charges courantes (eau, électricité, fournitures administratives et scolaires, etc…), les frais de personnel, les subventions aux associations, les aides diverses (bourses communales…), les intérêts des emprunts.

En recettes, cette section comprend les recettes fiscales (impôts locaux), l'attribution de compensation de la communauté de communes, la dotation globale de fonctionnement et autres dotations versées par l'Etat, la Région et le Département, les produits des services (recettes perçues sur les usagers : repas de cantine, école de musique, concessions de cimetières, droits de stationnement...) et les « autres produits de gestion courante » (revenus des immeubles, locations ...).

La section d'investissement qui enregistre en dépenses le remboursement en capital des emprunts et l'ensemble des travaux et des achats qui valorisent le patrimoine de la commune (les travaux de réparation sont inscrits en fonctionnement)

En recettes, cette section comprend les subventions attribuées par l'Etat et les autres collectivités territoriales pour certains travaux, le reversement de la TVA pour les travaux et les achats d'investissement effectués l'année précédente, la taxe d'aménagement, les amortissements de l'année et un virement de la section de fonctionnement (souvent indispensable pour équilibrer le budget d'investissement.) et/ou un excédent de fonctionnement capitalisé.

Les deux sections sont indépendantes mais il faut, pour permettre à la commune de réaliser des travaux d'investissement, que le budget de fonctionnement dégage un excédent (un bénéfice).

VUE D'ENSEMBLE :

RÉALISATIONS 2025	**DÉPENSES**	**RECETTES**	**Résultat** (excédent ou déficit)
Section de fonctionnement	4 012 541,58€	4 371 556,22€	**+ 359 014,64€**
Section d'investissement	2 223 400,22€	1 838 998,89€	**- 384 401,33€**

REPORT DES ANNÉES ANTÉRIEURES	**DÉFICIT**	**EXCÉDENT**
Section de fonctionnement		386 208,65€
Section d'investissement		1 993 376,26€

RESTES À RÉALISER 2025	**DÉPENSES**	**RECETTES**
TOTAL	581 831,68€	455 133,45€

TOTAL (réalisations 2025 + reports + restes à réaliser 2025)	**DÉPENSES**	**RECETTES**
TOTAL	6 817 773,48€	9 045 273,47€

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

DÉTAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

En dépense,

	Réalisé 2025	Rappel 2024	Rappel 2023
Charges à caractère général (Correspondent à toutes les dépenses courantes (eau, gaz, fournitures techniques, scolaires, etc…)	992 636,86€	942 462,68€	857 685,64€
Charges de personnel	2 450 990,38€	2 416 347,10€	2 350 768,76€
Autres charges et gestion courante (Correspondent aux indemnités des élus et aux subventions attribuées)	201 345,70€	191 335,01€	179 253,60€
Atténuations de produits (Remboursement taxes)	5 817,00€	5 530,32€	6 721,06€
Charges financières (Correspondent au paiement des intérêts des emprunts,)	122 052,61€	136 069,29€	87 842,79€
Charges exceptionnelles (Correspondent aux titres annulés)	3 400,00€	0,00€	8 751,73€
Dotations aux provisions et dépréciations	1 500,00€	1 500,00€	1 110,56€
Chapitre 042–Amortissements (Correspondent à la perte de valeur annuel du matériel communal + divers)	234 799,03€	239 548,28€	557 707,65€

En recette,

	Réalisé 2025	Rappel 2024	Rappel 2023
Atténuations de charges (Correspondent aux remboursements de l'assurance du personnel en cas d'absence pour maladie)	75 537,60€	59 775,81€	52 072,60€
Produits des services, domaines (Correspondent aux rentrées d'argent des services proposés par la commune)	246 106,87€	214 662,98€	192 293,04€
Impôts et taxes (On y retrouve essentiellement l'attribution de compensation de la CALL et les droits de mutation)	448 123,77€	398 562,80€	514 699,22€
Fiscalité locale (On y retrouve essentiellement les impôts locaux, la taxe pylônes et les taxes sur l'électricité)	1 881 982,40€	1 833 344,86€	1 519 833,00€
Dotations et participations (Correspondent aux aides de l'état et de ses organismes)	1 595 560,41€	1 604 141,19€	1 379 011,09€
Autres produits de gestion courante	34 788,30€	55 757,56€	27 444,58€
Produits financiers	49,49€	52,52€	47,47€
Produits exceptionnels	38 106,00€	7 164,50€	426 574,54€
Reprises sur amortissements et provisions	0,00€	0,00€	0,00€
Opérations d'ordre (travaux en régie)	51 301,38€	56 338,04€	62 951,53€

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

DÉTAIL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

En dépense,

Dépenses d'équipement	**2 011 811,46€**
Remboursement des emprunts	**113 055,86€**
Opérations patrimoniales*	**28 143,86€**
Opérations d'ordre (travaux en régie)	**51 301,38€**
Dotations, fonds divers et réserves	**19 087,66€**

,*ces opérations n'ont aucune influence sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense et en recette d'investissement

En recette,

Subventions diverses	**471 121,77€**
Emprunts	**0,00€**
Remboursement TVA 2024 (FCTVA)	**595 977,97€**
Taxe d'aménagement	**30 648,95€**
Dépôts et cautionnements reçus	**0,00€**
Chapitre 040 (Amortissements**, cession et divers)	**234 799,03€**
Excédents de fonctionnement capitalisés	**478 307,31€**
Opérations patrimoniales*	**28 143,86€**
Excédent d'investissement reporté	**1 993 376,26€**

,*ces opérations n'ont aucune influence sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense et en recette d'investissement

,**les amortissements ont une influence relative sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense de fonctionnement et en recette d'investissement

PRINCIPALES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT réalisées en 2025 :

OPÉRATION 12 – TROTTOIRS, BORDURATION ET ADOUCIS

- Réfection de voirie – Trottoirs Chemin des postes **3 393,36€**

OPÉRATION 14 – GROSSES RÉPARATIONS DE BÂTIMENTS

- Chauffage Idex P3 **28 006,46€**

OPÉRATION 16 – COMPLEXE SPORTIF & CULTUREL

- Constructions **1 793 867,39€**
- Fourniture et pose des extincteurs **1 211,46€**
- Éclairage extérieur **202,07€**
- 1 PC portable **1 503,90€**
- Mobiliers et électroménagers **10 647,31€**
- Achat de matériels sportifs (ballons divers, raquettes de badminton, etc…) **2 330,32€**

OPÉRATION 23 – DIVERS

Administration

- Licence du prestataire informatique et support (pour 3 ans) **1 440,00€**
- Licence du logiciel JVS (pour la gestion des services de la commune) **24 895,80€**
- Licence Microsoft office 365 **4 304,45€**
- Licence Local Nova (ROB-DOB-Rétrospective) **2 880,00€**

Ancien logement de fonction (n°5)

- Four à micro-ondes **61,98€**

Bibliothèque

- Livres Cultura **2 020,31€**
- Livres Decitre **3 215,87€**
- Meuble banque d'accueil **396,31€**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Communication

- Licence annuel Creative cloud service **1 116,00€**
- Site hébergement internet 2026 – Partie investissement **118,80€**
- 1 PC Fixe **1 059,00€**

École Marie Curie

- Licence KMC annuelle gestion des tablettes **307,20€**
- 1 tableau interactif ENI **2 369,90€**
- 1 tableau interactif ENI **2 605,00€**
- 1 téléphone longue portée (inclus l'installation) **1 216,18€**

École Juliette Wantiez

- Licence smart notebook (pour 3 ans) **159,98€**
- 1 table et 2 chaises **216,98€**
- 2 tableaux interactifs ENI **5 210,00€**

Entretien

- 5 chariots de ménage (1 pour le Centre social Bergerand, 1 pour la Mairie, 1 pour l'école André Pantigny et 2 pour la salle des fêtes) **1 438,18€**

Étang communal

- Sienne à poche pour le marais **598,76€**
- Enrochement des berges du marais **1 952,28€**

Mairie

- 1 onduleur **395,50€**

Jeunesse

- Licence du logiciel Myperischool (partie investissement) **780,00€**
- 1 PC portable pour le CAJ et 1 PC portable pour le service Jeunesse **3 526,80€**
- 1 DAE pour la MDJ – partie investissement **1 560,00€**
- 5 répétiteurs alarme incendie sonores et flash lumineux **1 270,56€**

Services techniques

- Perforateur burineur **182,74€**
- Tondeuse avec batteries et chargeur pour les espaces verts **4 320,00€**
- Épandeur à sel à pousser **248,39€**
- Poids de lestage pour tonnelles **3 048,00€**
- Nettoyeur haute pression à essence **259,00€**
- Meuleuse et luxmètre **331,27€**
- Radiateur et groom porte sanitaire **138,90€**

Stade

- Filet football **279,98€**
- Chaises FC Annay **1 267,92€**

<u>OPÉRATION 29 – GROS TRVAUX DE VOIRIE</u>

- Réfection de voirie – Chemin des près **41 721,90€**
- Réfection de voirie – Rue Raymond Potier **53 611,20€**

<u>OPÉRATION 32 – ACCESSIBILITÉ VOIES-BÂTIMENTS PUBLICS-QUAI DE BUS</u>

- Mission SPS – Accessibilité Mairie **395,28€**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

ENDETTEMENT

En 2025, l'annuité de **235 943,77€** se décomposait comme suit :

- **113 055,86€** EN CAPITAL (Investissement)
- **122 887,91€** EN INTÉRÊT (Fonctionnement) dont 39 420,00€ pour le prêt relais

Etat de la dette au 31/12/2025 : **2 493 104,88€**

4 emprunts et un prêt relais en cours.

Le prêt relais sera soldé en 2026 et 4 emprunts seront soldés en 2029, 2030, 2031 et 2064.

En 2026, **l'annuité de 1 073 580,86 €** se décomposera comme suit :

- **115 000,24€** EN CAPITAL (Investissement) + 900 000,00€ de prêt relais
- **58 580,62€** EN INTÉRÊT (Fonctionnement)

TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

	Bases notifiées	Taux appliqués par décision du conseil	Produit calculé
Taxe d'habitation	162 967,00€	18,03%	29 383,00€
Taxe foncière bâti	3 777 053,00€	42,90%	1 621 384,00€
Taxe foncière non bâti	23 467,00€	60,18%	14 122,00€
TOTAL avant correction	**1 664 899,00 euros**		

Coefficient correcteur	**119 563 euros**

Montant perçu	**1 784 462,00 euros**

	Indemnités de fonction	
	Mensuelle	**Annuelle**
MAIRE	**2 260,79€**	**27 129,48€**
ADJOINTS	**4 891,53€**	**58 698,36€**
CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS	**986,52€**	**11 838,24€**

TOTAL BRUT	**8 138,84€**	**97 666,08€**

Lors du vote du compte financier unique			
Nombre de membres en exercice	**27**		
Nombre de membres présents	**20**		
Nombre de suffrages exprimés	**24**		
Votes	contre :	abst. : **4**	pour : **20**

COMMUNE DE ANNAY SOUS LENS

DELIBERATION

SUR LE COMPTE FINANCIER UNIQUE

SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS

Lors du vote de l'affectation des résultats			
Nombre de membres en exercice	**27**		
Nombre de membres présents	**20**		
Nombre de suffrages exprimés	**24**		
Votes	contre :	abst. : **4**	pour : **20**

Le 30 avril 2026, réuni sous la présidence (1) de Mr Pascal BONARDEL, délibérant sur le compte financier unique de l'exercice 2025, dressé par Mr David KUSNIREK, visé et certifié par l'ordonnateur comme étant conforme aux écritures de la comptabilité administrative, après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1°Lui donne acte de la présentation du compte financier unique, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		386 208,65 €		1 993 376,26 €		2 379 584,91 €
Part affectée à investiss					0,00 €	
Opérations de l'exercice	4 012 541,58 €	4 371 556,22 €	2 223 400,22 €	1 838 998,89 €	6 235 941,80 €	6 210 555,11 €
Totaux	4 012 541,58 €	4 757 764,87 €	2 223 400,22 €	3 832 375,15 €	6 235 941,80 €	8 590 140,02 €
Résultat de clôture		745 223,29 €		1 608 974,93 €		2 354 198,22 €

Besoin de financement		
Excédent de financement	1 608 974,93 €	001 en recettes
Restes à réaliser DEPENSES	581 831,68 €	
Restes à réaliser RECETTES	455 133,45 €	
Besoin total de financement	#REF!	
Excédent total de financement	1 482 276,70 €	

2° Constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, et en conséquence, déclare que le compte de gestion dressé par le comptable n'appelle de sa part ni observation ni réserve.

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

4° Arrête les résultats tels qu'indiqués ci-dessus en euros,

5° Décide d'affecter comme suit l'excédent de fonctionnement

	au compte 1068 (Affectation du résultat-RECETTE d'investissement)
1 608 974,93 €	à la ligne R001 (SOLDE D'EXÉCUTION de la section d'investissement reporté)
745 223,29 €	à la ligne R002 (RÉSULTAT de fonctionnement reporté)

Ont signé au registre des délibérations MM Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Pour expédition conforme,

Le Président (lors du vote du compte financier unique),

Pascal BONARDEL

Le Président (lors du vote de l'affectation des résultats),

Pascal BONARDEL

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1) Le Maire ne doit pas présider la séance au cours de laquelle est débattu le compte administratif et il ne doit pas participer au vote.

2) En fonction des données communiquées par le comptable

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

2026-04-04

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Approbation du compte financier unique (CFU) 2025 et Affectation du résultat 2025 sur le BP 2026

Etaient Présents

M.M. Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L2222-3 ;
Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralisant le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard sur l'exercice 2026 ;
Vu le Compte Financier Unique (CFU) 2025 du budget de la commune d'ANNAY ;
Vu son rapport de présentation ;
Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;
Considérant que l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice N-1 doit être effectuée avant le vote du Budget Primitif et après validation du CFU,
Considérant les éléments susvisés ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le Conseil Municipal,
A la majorité des suffrages exprimés,
Monsieur le maire n'ayant pas pris part au vote,

- **APPROUVE** le Compte Financier Unique 2025 du budget de la commune d'Annay,
- **ARRETE** le Compte Financier Unique 2025 du budget de la commune d'Annay comme suit :

Section de Fonctionnement :

Dépenses	4 012 541,58 €
Recettes	4 371 556,22 €
Résultat de l'exercice	745 223,29 €
Excédent/déficit antérieur reporté	386 208,65 €
Résultat cumulé de fonctionnement	4 757 764,87 €

Section d'investissement :

Dépenses	2 223 400,22 €
Recettes	1 838 998,89 €
Résultat de l'exercice	1 608 974,93 €
Excédent/déficit antérieur reporté	1 993 376,26 €
Résultat cumulé d'exécution d'investissement	3 832 375,15 €

Ensemble

Dépenses	6 235 941,80 €
Recettes	6 210 555,11 €
Résultat de l'exercice	2 354 198,22 €
Excédent/déficit antérieur reporté	2 379 584,91 €
Résultat cumulé	8 590 140,02 €

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260404-DE

Restes à réaliser :

Dépenses	581 831,68 €
Recettes	455 133,45 €
Solde des restes à réaliser	- 126 698,23 €

- **APPROUVE** l'affectation du résultat de l'exercice 2025 au Budget Primitif 2026 comme suit :

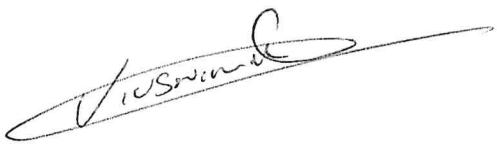
Compte 1068 (recette d'investissement)	
Ligne R001 (solde d'exécution de la section d'investissement reporté)	1 608 974,93 €
Ligne R002 (excédent de fonctionnement reporté)	745 223,29 €

- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstention : 4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)
Contre : 0
Pour : 20

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260405-DE

2026-04-05

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Droit à la formation des membres du Conseil Municipal

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Le Conseil Municipal,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,
VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2123-12 relatif à la formation des conseillers municipaux,
CONSIDÉRANT que les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions,
CONSIDÉRANT que, dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal est tenu de délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260405-DE

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE, à *l'unanimité* :

Article 1 : Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier de formations auprès d'organismes titulaires d'un agrément délivré par le ministre de l'Intérieur. Aucune formation, délivrée par un organisme ne disposant pas de cet agrément, ne sera prise en charge par la commune.

Article 2 : Le montant prévisionnel des dépenses de formation pour 2026 est fixé à 6% du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, soit en l'espèce 7 247,00 €. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'auront pas été consommés à la clôture de l'exercice seront affectés en totalité au budget de l'exercice suivant.

Article 3 : Chaque élu est libre de choisir le sujet de la formation qu'il entend suivre. Chaque élu souhaitant bénéficier d'une formation prise en charge par la commune doit préalablement en avertir le maire qui instruira la demande au vu du bulletin d'inscription et des informations fournies par l'élu, dont, obligatoirement : le nom de l'organisme dispensateur, le sujet de la formation, sa durée et son coût. Les demandes sont traitées par le maire au fur et à mesure de leur dépôt. Si le refus du maire est motivé par l'épuisement des crédits budgétaires annuels consacrés à la formation des membres du conseil municipal, l'élu auquel ce refus aura été opposé sera prioritaire pour bénéficier d'une formation sur le même sujet au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire suivant.

Article 4 : Chaque élu ayant suivi une formation devra remettre au maire une attestation produite par l'organisme formateur et constatant que l'élu a bien participé à la séance.

Article 5 : Les frais de déplacement et de séjour que l'élu aura été contraint d'exposer pour suivre la formation pourront lui être remboursés dans les limites définies par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État et à la condition que le maire ait donné son accord à cette prise en charge préalablement à l'inscription de l'élu à la formation.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260405-DE

Article 6 : Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sont compensées par la commune, sur justificatifs, dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**26**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,
David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

FINANCES PUBLIQUES

COMMUNE : **033 ANNAY SOUS LENS**

ARRONDISSEMENT : **62 LENS**

TRÉSORERIE OU SGC : **SGC DE LENS**

N° 1259 COM (1)

TAUX

FDL

2026

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2026

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2026

Taxes	Bases d'imposition effectives 2025 1	Taux de référence 2026 2	Taux plafonds 2026 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2026 4	Produits référence 2026 (col. 4 x col. 2) 5	Taux votés 2026 6	Produits attendus 2026 (col. 4 x col. 6) 7
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	**3 777 053**	**42,90**	**124,98**	**3 859 000**	**1 655 511**	**42,90**	**1 665 511**
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)	**23 467**	**60,18**	**124,23**	**22 300**	**13 420**	**60,18**	**13 420**
Taxe d'habitation (TH)	**162 967**	**18,03**	**57,12**	**94 600**	**17 056**	**18,03**	**17 056**
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
				Total	**1 685 987**		

Majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (MTHRS) – article 1407 ter (CGI)	Bases d'imposition effectives 2025	Taux de référence de TH 2026	Taux de MTHRS applicable en 2026	Bases d'imposition prévisionnelles 2026	Produit référence (col.4 x col.2 x col.3) 2026	Produit attendu (col. 4 x col. 3 x taux TH voté 2026)
	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	

1 685 987

Total des produits attendus

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il est inutile de remplir cette rubrique en cas de vote des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10	Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	Produit total souhaité		
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)			
Taxe d'habitation (TH)	**1 685 987** =		
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Produit total de référence (total colonne 5)		

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2026, cochez la case : ☐

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2026

TVA	IFER / PYLÔNES	TASCOM	TAFNB	Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR	Effet du coefficient correcteur	Total 11
	26 576			**87 293**	**0**	**1 541**	**121 987**	**237**

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2026

Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7)	+	Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11)	=	Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2026
1 685 987		**237 397**		**1 923 384**

À ARRAS

Le 16 MARS 2026

Pour la Direction des Finances publiques,
JEAN-MARC LELEU

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le 30.04.2026

Pour la Commune,

David KUSNIREK,
Maire

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement au seul service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260406-DE

FINANCES PUBLIQUES

COMMUNE : 033 ANNAY SOUS LENS
ARRONDISSEMENT : 62 LENS
TRÉSORERIE OU SGC : SGC DE LENS

N° 1259 COM (2)
TAUX
FDL
2026

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2026

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

Taxe foncière sur le bâti :	
a. Personnes de condition modeste	1 791
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	0
c. Locaux industriels	75 375
d. Logements sociaux et longue durée	8 073
Taxe foncière sur le non bâti :	2 054
Taxe d'habitation :	
a. Dotation pour perte de THLV	
b. Dotation pour recentrage THRS	
c. Mayotte	>>>
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	>>>
b. Base minimum	
c. Locaux industriels	
d. Autres allocations	

2. BASES EXONÉRÉES

Taxe foncière sur le bâti :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	629 498
Taxe foncière sur le non bâti :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi (terres agricoles)	7 242
c. Par la loi (autres)	
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	

3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	43 000
b. Logements vacants soumis à la THLV	51 600
c. Correction des bases THRS	-29 681
d. Correction des bases THLV	-39 262
e. Correction des bases MTHRS	>>>

4. PRODUITS PRÉVISIONNELS IFER ET PYLÔNES

a. Éoliennes et hydroliennes	
b. Centrales électriques	
c. Centrales photovoltaïques	
d. Centrales hydrauliques	
e. Centrales géothermiques	
f. Transformateurs électriques	
g. Stations radioélectriques	
h. Installations gazières et autres	
i. Taxe sur les pylônes	26 576

5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA compensant la TH	>>>
b. TVA compensant la CVAE	0
c. Coefficient correcteur	1,076744
d. Taux FB commune 2020	16,51
e. Taux FB département 2020	22,26

6. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

6.1. TAUX PLAFONDS

Taxes	Taux moyens communaux de 2025 au niveau : national 12	Taux moyens communaux de 2025 au niveau : départemental 13	Taux plafonds de 2026 14	Taux des EPCI de 2025 15	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2026 (col. 14 - col. 15) 16
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	39,79	50,99	127,48	2,50	124,98
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)	51,19	51,19	127,98	3,75	124,23
Taxe d'habitation (TH)	23,67	28,45	71,13	14,01	57,12
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

6.2. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2026 au titre de laquelle...

a. ...la diminution sans lien a été appliquée	>>>
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	>>>

6.3. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. Taux moyen départemental	17,71
b. Taux maximum de la majo	>>>

6.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens pondérés des taxes foncières de 20 au niveau :	
a. National	>
b. Communal	>
Taux maximum :	
a. Taux communal majoré à ne pas dépasser	>
b. Taux maximum de la majoration spéciale	>
Taux de CFE perçue en 2025 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique	32,40

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260406-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260406-DE

2026-04-06

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Impôts locaux – Vote des taux communaux Année 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

En application de l'article 1639 A du code général des impôts, et compte tenu du renouvellement des conseils municipaux en 2026, la date limite de vote des taux de fiscalité directe locale est fixée au 30 avril 2026.

Le vote des taux par la Collectivité doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du Budget et ce même si les taux restent inchangés. Cette obligation résulte de l'application de l'article 1636 sexies du code général des impôts, confirmée par le Conseil d'Etat (CE, 3 décembre 1999, n° 168408, Phelouzat) qui a considéré que n'ayant pas fait l'objet d'une délibération distincte de celle approuvant le budget prévisionnel, l'ensemble des dispositions fiscales transmises par le maire devait être annulé.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260406-DE

Les communes votent dorénavant les taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et de taxe foncière sur les propriétés bâties (TB).
Depuis 2023, le taux de taxe d'habitation n'est plus gelé et peut être modulé par les communes en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.
Cette taxe d'habitation s'applique aux résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale mais aussi aux locaux vacants tel que décidé par la commune en date du 27 juin 2023.

Depuis 2020, le taux de taxe foncière propriété bâtie communal est majoré du taux départemental de 22,26 %.

L'état de notification n°1259 des bases d'imposition prévisionnelles des taxes directes locales pour 2026 est prérempli par les services fiscaux. Il est communiqué par voie dématérialisée à la mairie par les services de la direction générale des finances publiques. Les services municipaux ont à charge de compléter cet état, après fixation, par le Conseil Municipal, du produit attendu pour 2026 des taxes directes locales.

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Compte tenu de ces éléments et

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Décide,

A l'unanimité,

- **De définir** les taux d'imposition 2026 comme suit :

Taxes	Taux année N-1	Taux année en cours	Bases prévisionnelles 2026	Produit attendu 2026
Habitation	18,03	18,03	94 600	17 056 €
Foncière bâtie	42,90	42,90	3 859 000	1 655 511 €
Foncière non bâtie	60,18	60,18	22 300	13 420 €

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition déterminée par les services fiscaux de l'Etat, en fonction du bien immobilier et connaissent chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale obligatoire fixée par la loi de finances.

Pour 2026, la revalorisation nationale des bases a été fixée à 0,8 %.

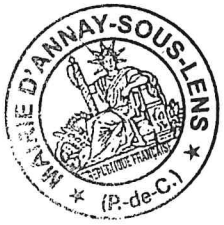
Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260406-DE

- **Charge** Monsieur le Maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260407-DE

2026-04-07

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Fongibilité des crédits en M57 pour l'année 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Célina LENTREMY (pv. à Sullivan SAMBON) - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que le référentiel M57 étend à toutes les collectivités territoriales les règles budgétaires assouplies offrant une plus grande marge de manœuvre et souplesse budgétaire aux gestionnaires et notamment en matière de fongibilité des crédits.

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales, l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre de finances pour 2019 et l'arrêté ministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales ;

Considérant que la collectivité a adopté par la délibération n°2023-09-03 du Conseil Municipal du

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260407-DE

26 septembre 2023 la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024 et que cette norme comptable s'applique au budget communal.
Vu l'article L. 5217-10-6 du code général des collectivités territoriales, « dans la limite fixée à l'occasion du budget et ne pouvait dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, l'assemblée délibérante peut déléguer la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, l'assemblée délibérante est informée de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance ».

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser M. le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.
- Donner tous pouvoirs à M. le Maire ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A la majorité,

- **Autorise** M. le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.
- **Donne** tous pouvoirs à M. le Maire ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Abstention :	**4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)**
Contre :	**1 (MM. CAMPEL)**
Pour :	**21**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

2026-04-08

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Adoption du Budget Primitif 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Célina LENTREMY – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu le projet de budget primitif présenté par Monsieur BONARDEL,

Considérant que l'année du renouvellement des organes délibérants, la date limite d'adoption du budget primitif est fixée au 30 avril, sa transmission devant intervenir en Préfecture au plus tard le 15 mai,
Considérant que les prévisions budgétaires ont été établies de manière sincère et prudente,

Pour une bonne information de l'assemblée et afin de faciliter la compréhension de tous, conformément à l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), est annexée à la présente délibération le projet de budget 2026 une note de présentation brève et synthétique, que Monsieur BONARDEL présente.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Sur sa proposition,
Le Conseil Municipal,
Invité à délibérer,
A la majorité,

- **Adopte** le budget primitif de l'année 2026 arrêté comme suit :

  Section de fonctionnement
  - Dépenses : 4 683 955,00 €
  - Recettes : 5 020 369,00 €

  Section d'investissement :
  - Dépenses : 3 659 327,91 €
  - Recettes : 3 659 327,91 €

- **Indique** que le budget est voté par nature,

- **Autorise** le Maire ou l'Adjoint délégué à procéder à l'exécution du budget et à effectuer les opérations nécessaires dans le cadre des crédits votés.

Abstention : 0
Contre : 5 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER – CAMPEL)
Pour : 21

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE (M57)
Commune

Numéro SIRET : 21620033700014
Poste comptable : Centre des finances publiques LENS MUN

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : ANNAY SOUS LENS

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 47
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 50
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 53
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 58

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 61
A1.01 - Opérations non ventilables 64
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 65
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 68
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 69
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 70
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 73
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 76
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 79
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 80
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 83
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 85
A1.908 - Fonction 8 - Transports 88
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 92
A2.01 - Opérations non ventilables 94
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 95
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 101
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 102
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 103
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 106
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 109
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 112
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 113
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 114
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 117
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 119
A2.938 - Fonction 8 - Transports 122

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 126
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 130
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 132

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 133
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 134
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 135
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 136
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 137
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel 138
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 142
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 144
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 145
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 146

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 148
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 149
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 151
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 153
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 154

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 155

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	4605

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	894.89
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	918.38
3	Dépenses d'équipement brut / population	398.15
4	Encours de dette / population (2) (3)	541.39
5	DGF / population	223.52
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	62.8 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	121.5601 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	43.35 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	58.9506 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.56 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	6 235 941,80	6 210 555,11	2 379 584,91	A1	2 354 198,22
Investissement	2 223 400,22	1 838 998,89	(3) 1 993 376,26	A2	1 608 974,93
Fonctionnement	4 012 541,58	4 371 556,22	(4) 386 208,65	A3	745 223,29

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	581 831,68	III + IV	455 133,45	B1 -126 698,23
Investissement	I	581 831,68	III	455 133,45	B2 -126 698,23
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	2 227 499,99
Investissement	**A2 + B2**	1 482 276,70
Fonctionnement	**A3 + B3**	745 223,29

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	581 831,68
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
14	Opération d'équipement n° 14	74 059,09
16	Opération d'équipement n° 16	92 727,35
23	Opération d'équipement n° 23	45 645,44
32	Opération d'équipement n° 32	366 459,80
9000000004	Opération d'équipement n° 9000000004	2 940,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**455 133,45**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**455 133,45**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	3 077 496,23	1 595 219,53
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	581 831,68	455 133,45
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 608 974,93
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	3 659 327,91	3 659 327,91

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 683 955,00	4 275 145,71
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 745 223,29
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	4 683 955,00	5 020 369,00

TOTAL DU BUDGET (4)	8 343 282,91	8 679 696,91

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	122 186,51	109 044,30	334 505,00	0,00	443 549,30
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	542 270,50	380 060,03	849 262,23	0,00	1 229 322,26
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	647 299,00	92 727,35	649 729,00	0,00	742 456,35
Total des dépenses d'équipement		**1 311 756,01**	**581 831,68**	**1 833 496,23**	**0,00**	**2 415 327,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 052 466,86	0,00	1 020 000,00	0,00	1 020 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 052 466,86**	**0,00**	**1 030 000,00**	**0,00**	**1 030 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 364 222,87**	**581 831,68**	**2 881 496,23**	**0,00**	**3 463 327,91**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*94 183,00*		*46 000,00*	*0,00*	*46 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*82 189,46*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***176 372,46***		***196 000,00***	***0,00***	***196 000,00***

TOTAL	**2 540 595,33**	**581 831,68**	**3 077 496,23**	**0,00**	**3 659 327,91**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**3 659 327,91**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	1 093 920,91	455 133,45	221 392,29	0,00	676 525,74
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 093 920,91**	**455 133,45**	**221 392,29**	**0,00**	**676 525,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	601 457,25	0,00	429 933,24	0,00	429 933,24
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	478 307,31	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	200 000,00	0,00	212 894,00	0,00	212 894,00
Total des recettes financières		**1 279 764,56**	**0,00**	**642 827,24**	**0,00**	**642 827,24**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 373 685,47**	**455 133,45**	**882 219,53**	**0,00**	**1 337 352,98**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*386 208,65*		*312 000,00*	*0,00*	*312 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*176 819,06*		*251 000,00*	*0,00*	*251 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*82 189,46*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***645 217,17***		***713 000,00***	***0,00***	***713 000,00***
TOTAL		**3 018 902,64**	**455 133,45**	**1 595 219,53**	**0,00**	**2 050 352,98**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**1 608 974,93**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**3 659 327,91**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**517 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II
C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 043 428,83	0,00	1 132 180,00	0,00	1 132 180,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 578 411,25	0,00	2 587 850,00	0,00	2 587 850,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00	5 820,00	0,00	5 820,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	219 720,00	0,00	265 505,00	0,00	265 505,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 846 560,08**	**0,00**	**3 991 355,00**	**0,00**	**3 991 355,00**
66	Charges financières	150 229,26	0,00	88 600,00	0,00	88 600,00
67	Charges spécifiques (3)	1 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	1 500,00		37 000,00	0,00	37 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 999 289,34**	**0,00**	**4 120 955,00**	**0,00**	**4 120 955,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*386 208,65*		*312 000,00*	*0,00*	*312 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*176 879,06*		*251 000,00*	*0,00*	*251 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***563 087,71***		***563 000,00***	***0,00***	***563 000,00***
TOTAL		**4 562 377,05**	**0,00**	**4 683 955,00**	**0,00**	**4 683 955,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 683 955,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	218 800,00	0,00	248 520,00	0,00	248 520,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	396 733,38	0,00	445 500,00	0,00	445 500,00
731	Fiscalité locale	1 829 465,00	0,00	1 880 854,00	0,00	1 880 854,00
74	Dotations et participations (3)	1 556 937,02	0,00	1 581 771,00	0,00	1 581 771,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	30 000,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
Total des recettes de gestion courante		**4 081 935,40**	**0,00**	**4 225 145,00**	**0,00**	**4 225 145,00**
76	Produits financiers	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	4 000,71	0,00	4 000,71
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 081 985,40**	**0,00**	**4 229 145,71**	**0,00**	**4 229 145,71**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*94 183,00*		*46 000,00*	*0,00*	*46 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***94 183,00***		***46 000,00***	***0,00***	***46 000,00***
TOTAL		**4 176 168,40**	**0,00**	**4 275 145,71**	**0,00**	**4 275 145,71**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**745 223,29**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 020 369,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**517 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		10 000,00	*0,00*	10 000,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*6 000,00*	6 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 020 000,00	*0,00*	1 020 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		2 055 827,91		2 055 827,91
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		44 500,00	*0,00*	44 500,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		315 000,00	*40 000,00*	355 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*150 000,00*	*150 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		18 000,00	*0,00*	18 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**3 463 327,91**	***196 000,00***	**3 659 327,91**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 659 327,91**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 132 180,00		1 132 180,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 587 850,00		2 587 850,00
014	Atténuations de produits	5 820,00		5 820,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	265 505,00	*0,00*	265 505,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	88 600,00	*0,00*	88 600,00
67	Charges spécifiques (9)	4 000,00	*0,00*	4 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	37 000,00	*251 000,00*	288 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*312 000,00*	312 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**4 120 955,00**	***563 000,00***	**4 683 955,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 683 955,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	429 933,24	*0,00*	429 933,24
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	676 525,74	*0,00*	676 525,74
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*150 000,00*	150 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*251 000,00*	251 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	18 000,00	*0,00*	18 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*312 000,00*	312 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	212 894,00		212 894,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 337 352,98**	***713 000,00***	**2 050 352,98**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 608 974,93**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 659 327,91**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	50 000,00		50 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	248 520,00		248 520,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*40 000,00*	40 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	445 500,00		445 500,00
731	Fiscalité locale	1 880 854,00		1 880 854,00
74	Dotations et participations (8)	1 581 771,00		1 581 771,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	18 500,00	*0,00*	18 500,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	4 000,71	*6 000,00*	10 000,71
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**4 229 145,71**	***46 000,00***	**4 275 145,71**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			745 223,29
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			5 020 369,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III-A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 540 595,33**	**581 831,68**	**0,00**	**3 077 496,23**	**0,00**	**0,00**	**3 077 496,23**	**3 659 327,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	44 500,00	0,00	0,00	44 500,00	44 500,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	315 000,00	0,00	0,00	315 000,00	315 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	1 311 756,01	581 831,68	0,00	1 473 996,23	0,00	0,00	1 473 996,23	2 055 827,91
Total des dépenses d'équipement		**1 311 756,01**	**581 831,68**	**0,00**	**1 833 496,23**	**0,00**	**0,00**	**1 833 496,23**	**2 415 327,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 052 466,86	0,00		1 020 000,00	0,00		1 020 000,00	1 020 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 052 466,86**	**0,00**	**0,00**	**1 030 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 030 000,00**	**1 030 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00
Total des dépenses réelles		**2 364 222,87**	**581 831,68**	**0,00**	**2 881 496,23**	**0,00**	**0,00**	**2 881 496,23**	**3 463 327,91**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*94 183,00*			*46 000,00*	*0,00*		*46 000,00*	*46 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*82 189,46*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**176 372,46**			**196 000,00**	**0,00**		**196 000,00**	**196 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**3 659 327,91**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 540 595,33**	**455 133,45**	**1 595 219,53**	**0,00**	**2 050 352,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 093 920,91	455 133,45	221 392,29	0,00	676 525,74
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 093 920,91**	**455 133,45**	**221 392,29**	**0,00**	**676 525,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	601 457,25	0,00	429 933,24	0,00	429 933,24
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	200 000,00	0,00	212 894,00	0,00	212 894,00
Total des recettes financières		**801 457,25**	**0,00**	**642 827,24**	**0,00**	**642 827,24**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
Total des recettes réelles		**1 895 378,16**	**455 133,45**	**882 219,53**	**0,00**	**1 337 352,98**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*386 208,65*		*312 000,00*	*0,00*	*312 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*176 819,06*		*251 000,00*	*0,00*	*251 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*82 189,46*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des recettes d'ordre		***645 217,17***		***713 000,00***	***0,00***	***713 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**1 608 974,93**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					**3 659 327,91**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 540 595,33**	**581 831,68**	**0,00**	**3 077 496,23**	**0,00**	**0,00**	**3 077 496,23**	**3 659 327,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	44 500,00	0,00	0,00	44 500,00	44 500,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		44 500,00	0,00	0,00	44 500,00	44 500,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	315 000,00	0,00	0,00	315 000,00	315 000,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		210 000,00	0,00	0,00	210 000,00	210 000,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		16 700,00	0,00	0,00	16 700,00	16 700,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		2 400,00	0,00	0,00	2 400,00	2 400,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00		6 100,00	0,00	0,00	6 100,00	6 100,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00		13 500,00	0,00	0,00	13 500,00	13 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		3 800,00	0,00	0,00	3 800,00	3 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	1 311 756,01	581 831,68	0,00	1 473 996,23	0,00	0,00	1 473 996,23	2 055 827,91
Total des dépenses d'équipement		**1 311 756,01**	**581 831,68**	**0,00**	**1 833 496,23**	**0,00**	**0,00**	**1 833 496,23**	**2 415 327,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00		10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 052 466,86	0,00		1 020 000,00	0,00		1 020 000,00	1 020 000,00
1641	Emprunts en euros	1 052 466,86	0,00		1 020 000,00	0,00		1 020 000,00	1 020 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 052 466,86**	**0,00**	**0,00**	**1 030 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 030 000,00**	**1 030 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00
454110	Dépenses	**0,00**	0,00		18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00
Total des dépenses réelles		**2 364 222,87**	**581 831,68**	**0,00**	**2 881 496,23**	**0,00**	**0,00**	**2 881 496,23**	**3 463 327,91**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*94 183,00*			*46 000,00*	*0,00*		*46 000,00*	*46 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*42 423,10*			*6 000,00*	*0,00*		*6 000,00*	*6 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*4 946,90*			*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*	*2 000,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*3 581,75*			*4 000,00*	*0,00*		*4 000,00*	*4 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 174,28*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*329,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*5 712,76*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*1 699,42*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*9 322,65*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*37,25*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*15 619,09*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*51 759,90*			*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*1 447,48*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*			*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*	*40 000,00*

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2152	*Installations de voirie*	*50 312,42*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*82 189,46*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
202	*Frais réalisation documents urbanisme*	*2 400,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*2 386,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*7 920,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*32 943,41*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*13 220,29*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*8 707,69*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21534	*Réseaux d'électrification*	*2 529,60*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*625,69*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*11 456,78*			*150 000,00*	*0,00*		*150 000,00*	*150 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**176 372,46**			**196 000,00**	**0,00**		**196 000,00**	**196 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
10	RENFORCEMENT ECLAIRA		57 955,97	0,00	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00
12	TROTTOIRS, BORDURATION ET ADOUCIS		2 385,00	0,00	875,00	0,00	0,00	875,00
14	GROSSES REPARATION BATIMENTS		259 501,08	74 059,09	91 917,23	0,00	0,00	91 917,23
16	COMPLEXE SPORTIF & CULTUREL		6 103 106,46	92 727,35	598 886,00	0,00	0,00	598 886,00
20	VIDEOPROTECTION		0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
21	ECOLE ANDRÉ PANTIGNY		0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
22	RENOVATION STADE		0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
23	DIVERS		474 749,53	45 645,44	32 538,00	0,00	0,00	32 538,00
29	GROS TRAVAUX DE VOIRIE		185 740,02	0,00	23 955,00	0,00	0,00	23 955,00
30	PARKINGS STADE ET MDJ		16 610,50	0,00	31 510,00	0,00	0,00	31 510,00
32	Accessibilité voies-Bâtiment publics-Quai de bus		273 316,76	366 459,80	128 910,00	0,00	0,00	128 910,00
33	VOIRIE 2026		0,00	0,00	222 000,00	0,00	0,00	222 000,00
34	ECLAIRAGE PUBLIC 2026		0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
35	ECOLE JOLIOT CURIE		0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
9000000002	AMENAGT.ETANG ET ABO		40 426,17	0,00	22 500,00	0,00	0,00	22 500,00
9000000004	REPARATIONS ECOLES		127 778,39	2 940,00	60 385,00	0,00	0,00	60 385,00
9000000011	Révision plan local d"urbanisme		15 059,45	0,00	40 020,00	0,00	0,00	40 020,00
TOTAL			**7 556 629,33**	**581 831,68**	**1 473 996,23**	**0,00**	**0,00**	**1 473 996,23**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 10
LIBELLE : RENFORCEMENT ECLAIRA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**57 955,97**	**a 0,00**	**12 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**57 955,97**	**0,00**	**12 500,00**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	57 955,97	0,00	12 500,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-12 500,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 12
LIBELLE : TROTTOIRS, BORDURATION ET ADOUCIS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**2 385,00**	**a 0,00**	**875,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 385,00**	**0,00**	**875,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	2 385,00	0,00	875,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-875,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 14
LIBELLE : GROSSES REPARATION BATIMENTS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**259 501,08**	**a 74 059,09**	**91 917,23**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**44 595,44**	**59 206,50**	**3 125,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	44 380,64	59 206,50	2 500,00	0,00
2033	Frais d'insertion	214,80	0,00	625,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**202 068,17**	**14 852,59**	**12 739,23**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	90 507,30	14 852,59	4 266,23	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	111 560,87	0,00	8 473,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**12 837,47**	**0,00**	**76 053,00**	**0,00**
2313	Constructions	12 837,47	0,00	76 053,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-165 976,32**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16
LIBELLE : COMPLEXE SPORTIF & CULTUREL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**6 103 106,46**	**a 92 727,35**	**598 886,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**227 515,19**	**0,00**	**7 500,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	227 515,19	0,00	7 500,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**15 692,99**	**0,00**	**17 710,00**	**0,00**
21568	Autre matériel, outillage incendie	1 211,46	0,00	500,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	1 503,90	0,00	463,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	12 936,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	12 977,63	0,00	3 811,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**5 859 898,28**	**92 727,35**	**573 676,00**	**0,00**
2313	Constructions	5 859 898,28	92 727,35	573 676,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-691 613,35**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20
LIBELLE : VIDEOPROTECTION
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**30 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	30 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-30 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 21
LIBELLE : ECOLE ANDRÉ PANTIGNY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**70 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	70 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-70 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22
LIBELLE : RENOVATION STADE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**28 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	20 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	8 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-28 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23
LIBELLE : DIVERS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**474 749,53**	**a 45 645,44**	**32 538,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**153 632,92**	**438,00**	**9 600,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	153 632,92	438,00	9 600,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**321 116,61**	**45 207,44**	**22 938,00**	**0,00**
215731	Matériel roulant	0,00	42 667,20	10 855,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	48 046,59	0,00	2 250,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	38 606,56	0,00	350,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	79 758,35	2 400,00	4 450,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	25 618,65	0,00	1 473,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	32 326,30	0,00	1 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	96 760,16	140,24	2 560,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-78 183,44**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29
LIBELLE : GROS TRAVAUX DE VOIRIE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**185 740,02**	**a 0,00**	**23 955,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**185 740,02**	**0,00**	**23 955,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	60 621,90	0,00	10 500,00	0,00
2152	Installations de voirie	125 118,12	0,00	13 455,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-23 955,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30
LIBELLE : PARKINGS STADE ET MDJ
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**16 610,50**	**a 0,00**	**31 510,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**1 250,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	1 250,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**16 610,50**	**0,00**	**30 260,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	4 736,50	0,00	20 000,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	11 874,00	0,00	3 300,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	1 250,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	5 710,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-31 510,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 32
LIBELLE : Accessibilité voies-Bâtiment publics-Quai de bus
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**273 316,76**	**a 366 459,80**	**128 910,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**31 845,39**	**46 459,80**	**21 010,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	31 845,39	46 459,80	21 010,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**241 471,37**	**320 000,00**	**107 900,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	241 471,37	320 000,00	107 900,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-495 369,80**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 33
LIBELLE : VOIRIE 2026
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**222 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	20 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**202 000,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	32 000,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	160 000,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	10 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-222 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 34
LIBELLE : ECLAIRAGE PUBLIC 2026
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**50 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	50 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-50 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 35
LIBELLE : ECOLE JOLIOT CURIE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**30 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	30 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-30 000,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000002
LIBELLE : AMENAGT.ETANG ET ABO
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**40 426,17**	**a 0,00**	**22 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	20 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**40 426,17**	**0,00**	**2 500,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	40 426,17	0,00	2 500,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-22 500,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000004
LIBELLE : REPARATIONS ECOLES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**127 778,39**	**a 2 940,00**	**60 385,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**2 940,00**	**17 500,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	2 940,00	17 500,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**127 778,39**	**0,00**	**42 885,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	108 599,75	0,00	21 010,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	19 178,64	0,00	20 000,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	1 875,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-63 325,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 9000000011
LIBELLE : Révision plan local d''urbanisme
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**15 059,45**	**a 0,00**	**40 020,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**15 059,45**	**0,00**	**40 020,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	14 710,24	0,00	3 020,00	0,00
2031	Frais d'études	349,21	0,00	37 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-40 020,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 540 595,33**	**455 133,45**	**1 595 219,53**	**0,00**	**2 050 352,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 093 920,91	455 133,45	221 392,29	0,00	676 525,74
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	337 190,83	122 696,45	214 512,29	0,00	337 208,74
1322	Subv. non transf. Régions	468 051,20	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	161 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	70 150,20	32 437,00	0,00	0,00	32 437,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	34 400,00	0,00	6 880,00	0,00	6 880,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	22 848,68	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 093 920,91**	**455 133,45**	**221 392,29**	**0,00**	**676 525,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	601 457,25	0,00	429 933,24	0,00	429 933,24
10222	FCTVA	510 886,25	0,00	398 933,24	0,00	398 933,24
10226	Taxe d'aménagement	90 571,00	0,00	31 000,00	0,00	31 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	200 000,00	0,00	212 894,00	0,00	212 894,00
Total des recettes financières		**801 457,25**	**0,00**	**642 827,24**	**0,00**	**642 827,24**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
Total des recettes réelles		**1 895 378,16**	**455 133,45**	**882 219,53**	**0,00**	**1 337 352,98**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*386 208,65*		*312 000,00*	*0,00*	*312 000,00*

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*176 819,06*		*251 000,00*	*0,00*	*251 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*8 942,60*		*2 950,00*	*0,00*	*2 950,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*19 100,00*	*0,00*	*19 100,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*23 982,00*		*43 500,00*	*0,00*	*43 500,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 451,36*		*1 500,00*	*0,00*	*1 500,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*2 068,58*		*2 100,00*	*0,00*	*2 100,00*
281351	*Bâtiments publics*	*21 368,85*		*50 000,00*	*0,00*	*50 000,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*10 184,41*		*11 500,00*	*0,00*	*11 500,00*
28152	*Installations de voirie*	*7 459,42*		*26 500,00*	*0,00*	*26 500,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*12 616,29*		*10 000,00*	*0,00*	*10 000,00*
281538	*Autres réseaux*	*4 827,56*		*4 900,00*	*0,00*	*4 900,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*312,87*		*450,00*	*0,00*	*450,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*		*4 600,00*	*0,00*	*4 600,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*20 321,24*		*17 900,00*	*0,00*	*17 900,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*5 054,94*		*6 400,00*	*0,00*	*6 400,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*9 715,22*		*6 000,00*	*0,00*	*6 000,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*2 945,75*		*1 200,00*	*0,00*	*1 200,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*7 535,66*		*6 000,00*	*0,00*	*6 000,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*1 673,32*		*1 400,00*	*0,00*	*1 400,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*4 281,15*		*4 000,00*	*0,00*	*4 000,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*6 636,72*		*7 000,00*	*0,00*	*7 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*25 441,12*		*24 000,00*	*0,00*	*24 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*82 189,46*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*2 386,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*77 455,50*		*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*2 347,96*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***645 217,17***		***713 000,00***	***0,00***	***713 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 562 377,05**	**0,00**	**0,00**	**4 683 955,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 955,00**	**4 683 955,00**
011	Charges à caractère général (3)	1 043 428,83	0,00	0,00	1 132 180,00	0,00	0,00	1 132 180,00	1 132 180,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 578 411,25	0,00		2 587 850,00	0,00		2 587 850,00	2 587 850,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00		5 820,00	0,00		5 820,00	5 820,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	219 720,00	0,00	0,00	265 505,00	0,00	0,00	265 505,00	265 505,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 846 560,08**	**0,00**	**0,00**	**3 991 355,00**	**0,00**	**0,00**	**3 991 355,00**	**3 991 355,00**
66	Charges financières	150 229,26	0,00		88 600,00	0,00		88 600,00	88 600,00
67	Charges spécifiques (3)	1 000,00	0,00		4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	1 500,00			37 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**152 729,26**	**0,00**	**0,00**	**129 600,00**	**0,00**		**129 600,00**	**129 600,00**
Total des dépenses réelles		**3 999 289,34**	**0,00**	**0,00**	**4 120 955,00**	**0,00**	**0,00**	**4 120 955,00**	**4 120 955,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*386 208,65*			*312 000,00*	*0,00*		*312 000,00*	*312 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*176 879,06*			*251 000,00*	*0,00*		*251 000,00*	*251 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**563 087,71**			**563 000,00**	**0,00**		**563 000,00**	**563 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**4 683 955,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 176 168,40**	**0,00**	**4 275 145,71**	**0,00**	**4 275 145,71**
013	Atténuations de charges (2)	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	218 800,00	0,00	248 520,00	0,00	248 520,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	396 733,38	0,00	445 500,00	0,00	445 500,00
731	Fiscalité locale	1 829 465,00	0,00	1 880 854,00	0,00	1 880 854,00
74	Dotations et participations (2)	1 556 937,02	0,00	1 581 771,00	0,00	1 581 771,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	30 000,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
Total des recettes de gestion des services		**4 081 935,40**	**0,00**	**4 225 145,00**	**0,00**	**4 225 145,00**
76	Produits financiers	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	4 000,71	0,00	4 000,71
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**50,00**	**0,00**	**4 000,71**	**0,00**	**4 000,71**
Total des recettes réelles		**4 081 985,40**	**0,00**	**4 229 145,71**	**0,00**	**4 229 145,71**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*94 183,00*		*46 000,00*	*0,00*	*46 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**94 183,00**		**46 000,00**	**0,00**	**46 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**745 223,29**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**5 020 369,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 562 377,05**	**0,00**	**0,00**	**4 683 955,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 955,00**	**4 683 955,00**
011	Charges à caractère général (4)	1 043 428,83	0,00	0,00	1 132 180,00	0,00	0,00	1 132 180,00	1 132 180,00
6042	Achats de prestations de services	352 093,14	0,00		311 350,00	0,00	0,00	311 350,00	311 350,00
60611	Eau et assainissement	10 500,00	0,00		12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
60612	Energie - Electricité	78 730,00	0,00		90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00
60621	Combustibles	84 500,00	0,00		110 000,00	0,00	0,00	110 000,00	110 000,00
60622	Carburants	14 585,00	0,00		15 400,00	0,00	0,00	15 400,00	15 400,00
60623	Alimentation	20 000,00	0,00		17 200,00	0,00	0,00	17 200,00	17 200,00
60624	Produits de traitement	1 800,00	0,00		1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00
60628	Autres fournitures non stockées	70 209,59	0,00		63 800,00	0,00	0,00	63 800,00	63 800,00
60631	Fournitures d'entretien	13 500,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	12 950,00	0,00		10 350,00	0,00	0,00	10 350,00	10 350,00
60633	Fournitures de voirie	3 000,00	0,00		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	8 559,15	0,00		8 220,00	0,00	0,00	8 220,00	8 220,00
6064	Fournitures administratives	7 148,83	0,00		6 120,00	0,00	0,00	6 120,00	6 120,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	550,00	0,00		9 160,00	0,00	0,00	9 160,00	9 160,00
6067	Fournitures scolaires	14 936,80	0,00		13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	13 000,00
6068	Autres matières et fournitures	5 231,14	0,00		8 300,00	0,00	0,00	8 300,00	8 300,00
611	Contrats de prestations de services	2 520,00	0,00		1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	1 100,00
61358	Autres	9 834,74	0,00		8 700,00	0,00	0,00	8 700,00	8 700,00
61521	Entretien terrains	30 000,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	30 035,42	0,00		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00	34 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 000,00	0,00		15 370,00	0,00	0,00	15 370,00	15 370,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 469,21	0,00		1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00
615232	Entretien, réparations réseaux	10 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
61524	Entretien bois et forêts	11 000,00	0,00		14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00
61551	Entretien matériel roulant	15 025,85	0,00		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 595,23	0,00		2 600,00	0,00	0,00	2 600,00	2 600,00
6156	Maintenance	57 225,23	0,00		64 000,00	0,00	0,00	64 000,00	64 000,00
6161	Multirisques	0,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP N Vote) III = I + II
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6182	Documentation générale et technique	5 500,00	0,00		5 950,00	0,00	0,00	5 950,00	5 950,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 000,00	0,00		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	30 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6231	Annonces et insertions	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	10 807,61	0,00		17 950,00	0,00	0,00	17 950,00	17 950,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	8 239,90	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6238	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	29 769,99	0,00		34 750,00	0,00	0,00	34 750,00	34 750,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 712,00	0,00		3 400,00	0,00	0,00	3 400,00	3 400,00
6262	Frais de télécommunications	12 000,00	0,00		11 600,00	0,00	0,00	11 600,00	11 600,00
627	Services bancaires et assimilés	2 500,00	0,00		860,00	0,00	0,00	860,00	860,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 250,00	0,00		3 100,00	0,00	0,00	3 100,00	3 100,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	5 500,00	0,00		6 100,00	0,00	0,00	6 100,00	6 100,00
62878	Remb. frais à des tiers	10 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
63512	Taxes foncières	10 000,00	0,00		13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	13 000,00
63513	Autres impôts locaux	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 578 411,25	0,00		2 587 850,00	0,00		2 587 850,00	2 587 850,00
6218	Autre personnel extérieur	511,40	0,00		600,00	0,00		600,00	600,00
6331	Versement mobilité	26 000,00	0,00		25 600,00	0,00		25 600,00	25 600,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 000,00	0,00		7 150,00	0,00		7 150,00	7 150,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	31 000,00	0,00		32 000,00	0,00		32 000,00	32 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 301 299,10	0,00		1 332 800,00	0,00		1 332 800,00	1 332 800,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP N+1 Vote) III = I + II
64112	SFT, indemnité de résidence	29 400,00	0,00		26 300,00	0,00		26 300,00	26 300,00
64113	NBI	11 000,00	0,00		10 250,00	0,00		10 250,00	10 250,00
64118	Autres indemnités	50 000,00	0,00		49 700,00	0,00		49 700,00	49 700,00
64131	Rémunérations	350 000,00	0,00		325 500,00	0,00		325 500,00	325 500,00
64132	SFT, indemnité de résidence	3 100,00	0,00		6 250,00	0,00		6 250,00	6 250,00
64138	Primes et autres indemnités	6 615,00	0,00		3 850,00	0,00		3 850,00	3 850,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	314 485,75	0,00		307 000,00	0,00		307 000,00	307 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	310 000,00	0,00		336 800,00	0,00		336 800,00	336 800,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	14 000,00	0,00		13 200,00	0,00		13 200,00	13 200,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	95 000,00	0,00		85 750,00	0,00		85 750,00	85 750,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	18 000,00	0,00		17 100,00	0,00		17 100,00	17 100,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	11 000,00	0,00		8 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00		5 820,00	0,00		5 820,00	5 820,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	0,00	0,00		5 820,00	0,00		5 820,00	5 820,00
739116	Prél. article 55 de la loi SRU	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	219 720,00	0,00	0,00	265 505,00	0,00	0,00	265 505,00	265 505,00
65131	Bourses	8 000,00	0,00		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat	0,00	0,00		150,00	0,00	0,00	150,00	150,00
65311	Indemnités de fonction	103 000,00	0,00		121 000,00	0,00	0,00	121 000,00	121 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	150,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65313	Cotisations de retraite	4 600,00	0,00		4 400,00	0,00	0,00	4 400,00	4 400,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	8 000,00	0,00		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	9 000,00
65315	Formation	5 000,00	0,00		7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	7 300,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	100,00	0,00		55,00	0,00	0,00	55,00	55,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6542	Créances éteintes	1 000,00	0,00		17 600,00	0,00	0,00	17 600,00	17 600,00
65568	Autres contributions	10 190,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	1 680,00	0,00		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (BP N-1 Vote) III = I + II
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	26 500,00	0,00		40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
65888	Autres	500,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 846 560,08**	**0,00**	**0,00**	**3 991 355,00**	**0,00**	**0,00**	**3 991 355,00**	**3 991 355,00**
66	Charges financières	150 229,26	0,00		88 600,00	0,00		88 600,00	88 600,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	129 323,25	0,00		68 500,00	0,00		68 500,00	68 500,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	20 906,01	0,00		20 100,00	0,00		20 100,00	20 100,00
67	Charges spécifiques (4)	1 000,00	0,00		4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 000,00	0,00		4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	1 500,00			37 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 500,00			37 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**152 729,26**	**0,00**	**0,00**	**129 600,00**	**0,00**		**129 600,00**	**129 600,00**
Total des dépenses réelles		**3 999 289,34**	**0,00**	**0,00**	**4 120 955,00**	**0,00**	**0,00**	**4 120 955,00**	**4 120 955,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*386 208,65*			*312 000,00*	*0,00*		*312 000,00*	*312 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*176 879,06*			*251 000,00*	*0,00*		*251 000,00*	*251 000,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*176 879,06*			*251 000,00*	*0,00*		*251 000,00*	*251 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**563 087,71**			**563 000,00**	**0,00**		**563 000,00**	**563 000,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	41 006,01
Montant des ICNE de l'exercice N-1	20 906,01
= Différence ICNE N – ICNE N-1	20 100,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 176 168,40**	**0,00**	**4 275 145,71**	**0,00**	**4 275 145,71**
013	Atténuations de charges (3)	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	218 800,00	0,00	248 520,00	0,00	248 520,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	5 000,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
70323	Red. occupation dom. public	7 500,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	87 500,00	0,00	111 700,00	0,00	111 700,00
7066	Redevances services à caractère social	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	97 000,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
706888	Autres	1 300,00	0,00	9 320,00	0,00	9 320,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	396 733,38	0,00	445 500,00	0,00	445 500,00
73211	Attribution de compensation	215 857,00	0,00	215 000,00	0,00	215 000,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	30 094,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
73218	Autres fisc. revers. entre coll. locales	45 250,38	0,00	99 000,00	0,00	99 000,00
73221	FNGIR	1 541,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	103 991,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
731	Fiscalité locale	1 829 465,00	0,00	1 880 854,00	0,00	1 880 854,00
73111	Impôts directs locaux	1 750 799,00	0,00	1 807 974,00	0,00	1 807 974,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	45 000,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	27 666,00	0,00	25 880,00	0,00	25 880,00
73154	Droits de place	2 500,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	3 500,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
74	Dotations et participations (3)	1 556 937,02	0,00	1 581 771,00	0,00	1 581 771,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	634 657,00	0,00	640 575,00	0,00	640 575,00
741121	DSR des communes	223 839,00	0,00	257 989,00	0,00	257 989,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vo... l'assemblée	Total (RAR N-1 inclus)
			I		II	III = I + II
741127	DNP des communes	128 687,00	0,00	130 759,00	0,00	130 759,00
742	Dot. aux élus locaux	0,00	0,00	408,00	0,00	408,00
744	FCTVA	2 596,02	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
74718	Autres participations Etat	145 505,00	0,00	162 500,00	0,00	162 500,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	3 450,00	0,00	3 450,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
74751	Participation GFP de rattachement	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	270 000,00	0,00	255 300,00	0,00	255 300,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	98 553,00	0,00	102 290,00	0,00	102 290,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	45 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
74888	Autres	4 500,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	30 000,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
752	Revenus des immeubles	20 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
757351	Subv.Fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
75888	Autres	10 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 081 935,40**	**0,00**	**4 225 145,00**	**0,00**	**4 225 145,00**
76	Produits financiers	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	4 000,71	0,00	4 000,71
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	4 000,71	0,00	4 000,71
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 081 985,40**	**0,00**	**4 229 145,71**	**0,00**	**4 229 145,71**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*94 183,00*		*46 000,00*	*0,00*	*46 000,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*85 683,00*		*40 000,00*	*0,00*	*40 000,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*8 500,00*		*6 000,00*	*0,00*	*6 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**94 183,00**		**46 000,00**	**0,00**	**46 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 048 000,00**	**825 010,23**	**0,00**	**0,00**	**38 600,00**	**628 386,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 020 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	200 005,00	0,00	0,00	30 000,00	27 500,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	548 952,23	0,00	0,00	8 600,00	27 210,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	76 053,00	0,00	0,00	0,00	573 676,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**667 707,24**	**214 512,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	212 894,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	429 933,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	6 880,00	214 512,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**87 000,00**	**0,00**	**22 500,00**	**232 000,00**		**2 881 496,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 020 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00		334 505,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	50 000,00	0,00	2 500,00	212 000,00		849 262,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		649 729,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		18 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**882 219,53**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		212 894,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		429 933,24
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		221 392,29
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports		
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		18 000,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**1 048 000,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	10 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 020 000,00
454	Travaux effectués d'office	18 000,00
RECETTES		**667 707,24**
024	Produits des cessions d'immobilisations	212 894,00
102	Dotations et fonds d'investissement	429 933,24
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	6 880,00
454	Travaux effectués d'office	18 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**825 010,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	3 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	142 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	54 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	153 176,23	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	150 158,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	35 618,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	76 053,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**214 512,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	214 512,29	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**825 010,23**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 020,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 885,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 100,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 176,23
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 158,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 618,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 053,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 512,29**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 512,29

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**8 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	8 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 600,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 600,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**598 886,00**	**28 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	7 500,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	17 210,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	573 676,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**628 386,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 710,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 676,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**37 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 500,00**	**0,00**	**0,00**	**22 500,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	212 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**68 500,00**	**3 695 115,00**	**0,00**	**0,00**	**214 300,00**	**101 220,00**	**41 820,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	778 140,00	0,00	0,00	213 700,00	98 520,00	41 820,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 587 250,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	5 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	262 805,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	68 500,00	20 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 853 225,71**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**331 500,00**	**44 300,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	127 900,00	0,00	0,00	0,00	117 820,00	2 800,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	445 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	1 880 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 326 471,00	0,00	0,00	120,00	213 680,00	41 500,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	4 000,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**4 120 955,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 132 180,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 587 850,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 820,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		265 505,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		88 600,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		37 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**4 229 145,71**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		248 520,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		445 500,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 880 854,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 581 771,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		18 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 000,71
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**68 500,00**
661	Charges d'intérêts	68 500,00
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 695 115,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	73 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	327 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	5 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	216 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	11 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	16 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	10 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	29 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	64 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 754 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	742 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	25 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	6 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	143 755,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	18 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	20 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	5 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 853 225,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	105 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	1 880 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	445 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	1 029 323,00	0,00	0,00	0,00	0,00
742	Dot. aux élus locaux	408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	167 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	127 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 000,71	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
742	Dot. aux élus locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 695 115,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 820,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 370,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 950,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 650,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 150,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 750,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 754 650,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 750,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 100,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 450,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 755,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	CHAPITRE
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 820,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 853 225,71**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 400,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 880 854,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	445 500,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 029 323,00
742	Dot. aux élus locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 950,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 290,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,71

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**7 500,00**	**7 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	7 500,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**163 950,00**	**0,00**	**0,00**	**35 350,00**	**0,00**	**0,00**	**214 300,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	157 000,00	0,00	0,00	27 700,00	0,00	0,00	184 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	6 950,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	22 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	600,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	120,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	10 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**4 850,00**	**0,00**	**10 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 650,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**43 660,00**	**23 850,00**	**7 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 220,00**
604	Achats d'études, prestations de services	18 800,00	14 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	46 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	8 100,00	1 150,00	1 750,00	0,00	0,00	0,00	21 660,00
613	Locations	1 700,00	1 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
615	Entretien et réparations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	11 000,00	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 750,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00
627	Services bancaires et assimilés	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
RECETTES		**285 000,00**	**22 700,00**	**23 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**331 500,00**
706	Prestations de services	95 000,00	16 320,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	117 820,00
747	Participations	190 000,00	6 380,00	17 300,00	0,00	0,00	0,00	213 680,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**11 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	7 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	4 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**44 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	41 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 520,00**	**41 820,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 220,00	24 470,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00	6 300,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 300,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 295 658,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 295 658,00									
5440600	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/04/2022	2024-08-12	01/10/2024	2 246 000,00	F		3,530	3,530	EURO	T	X Autres	N	A-1
99141554936	0	06/04/2006	2006-04-06	01/11/2006	950 000,00	F		4,030	4,030	EURO	A	C	N	A-1
Emprunt LBP n° MON528066EUR	LA BANQUE POSTALE	06/09/2019	2019-09-09	01/01/2020	39 658,00	F		0,620	0,620	EURO	T	X Autres	N	A-1
mon535919eur/0537524/001	LA BANQUE POSTALE	05/02/2021	2021-01-29	01/02/2022	60 000,00	F		0,450	0,450	EURO	A	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possi-bilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 295 658,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 493 104,88**					**115 000,24**	**58 580,62**	**0,00**	**20 057,82**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 493 104,88					115 000,24	58 580,62	0,00	20 057,82
5440600	N	0,00	A-1	2 175 812,50	38,75	F		2,230	56 150,00	47 654,39	0,00	18 463,38
99141554936	N	0,00	A-1	264 810,96	5,00	F		4,030	48 862,01	10 671,88	0,00	1 450,46
Emprunt LBP n° MON528066EUR	N	0,00	A-1	16 158,64	4,00	F		0,620	4 002,18	90,90	0,00	18,84
mon535919eur/0537524/001	N	0,00	A-1	36 322,78	6,00	F		0,450	5 986,05	163,45	0,00	125,14
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 493 104,88**					**115 000,24**	**58 580,62**	**0,00**	**20 057,82**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 493 104,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
11 LOGEMENTS CITE LECLERC-RUES HARNES & RIOM	762 367,05	44 535,57	167 560,52
16 LOGEMENTS CHEMIN DES POSTES	1 022 048,70	57 386,61	347 217,72
16 Logts Q Leclerc, MC Habitat	1 279 828,00	50 478,19	973 781,74
16 Logts Q Leclerc, partie Foncière- MC Habitat	305 103,00	10 550,24	254 396,06
19 logements rue du Mal Leclerc	2 137 984,00	76 114,26	1 651 732,70
19 logements rue du Mal Leclerc (Foncier)	537 826,00	16 580,13	449 645,52
2 logements quartier gabions-rue Bulcourt	202 421,00	1 422,50	23 242,29
3 LOGEMENTS CITE LECLERC-RUES ISSOIRE & FIGEAC	103 193,00	3 513,86	70 059,74
3 Logements Rue du Mal Leclerc	349 952,00	10 759,47	259 846,46
3 logements rue du Mal Leclerc (Foncier).	86 803,00	2 240,36	69 901,89
35 LOGTS CITE LECLERC	2 794 542,93	75 966,58	498 808,11
5 LOGTS CITE LECLERC	356 273,35	9 204,55	56 303,29
8 Logts Q Leclerc, MC Habitat	542 819,00	21 409,54	413 014,14
8 Logts Q Leclerc, partie Foncière, MC Habitat	157 523,00	5 447,03	131 343,30
CONST.8 LOGEMENTS CITE LECLERC	532 230,01	37 111,75	135 529,10
CONSTR.2 LOGTS CITE LECLERC	104 656,25	5 114,84	19 131,45
CONSTR.DE 10 LOGTS CITE LECLERC	765 126,37	24 736,95	70 030,81
CONSTR.DE 21 LOGTS CITE LECLEC-RUES HARNES & RIOM-2EME TRANCHE	1 434 255,60	94 362,26	265 630,13
CONSTRUCTION 11 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	1 171 966,00	45 945,25	836 465,95
CONSTRUCTION 15 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	2 504 815,00	98 197,72	1 787 758,63
CONSTRUCTION 4 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	643 951,00	21 927,46	437 190,37
CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS-RUE DE CLERMONT FERRAND ET ISSOIRE	1 541 023,00	79 910,45	945 759,04
Construction 24 logements-rue Mauriac et Figeac	1 423 503,00	60 228,59	716 987,00
Construction 3 logements-rue Issoire et Figeac	149 775,00	6 796,14	78 418,70
ENSEMBLE IMMO RUE DE GAULLE	344 732,96	16 950,53	77 463,99
construction de 2 logements-rue C.ferrand et issoire	179 539,00	8 052,58	102 795,34
construction de 26 logements-rue Issoire et Figeac	1 137 934,00	56 192,99	628 758,23

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	1 165 651,00	149 831,65	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**1 165 651,00**	**149 831,65**											**3 299,06**	**6 429,31**
Pas-de-Calais Habitat	2008	X Autres	1		817 090,00	105 433,52	19,00	A	F		2,350	F		2,350	A-1	EURO	2 477,69	4 460,25
Pas-de-Calais Habitat	2009	X Autres	4		348 561,00	44 398,13	19,00	A	F		1,850	F		1,850	A-1	EURO	821,37	1 969,06
TOTAL GENERAL					**1 165 651,00**	**149 831,65**											**3 299,06**	**6 429,31**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	950 864,75
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	173 580,86
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**1 124 445,61**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**4 229 145,71**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**26,59**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**10,00**	**1,00**	**11,00**	**6,50**	**4,00**	**10,50**
Adjoint administratif territorial	C	3,00	1,00	4,00	2,50	1,00	3,50
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**15,00**	**28,00**	**43,00**	**24,12**	**3,93**	**28,05**
Adjoint technique territorial	C	7,00	28,00	35,00	16,12	3,93	20,05
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent de Maitrise Principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Agent social	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Educateur territorial A.P.S.	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**1,00**	**2,00**	**1,00**	**0,86**	**1,86**
Adjoint territorial du patrimoine	C	0,00	1,00	1,00	0,00	0,86	0,86
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**10,00**	**3,00**	**13,00**	**10,66**	**1,28**	**11,94**
Adjoint territorial d'animation	C	7,00	3,00	10,00	7,66	1,28	8,94
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**40,00**	**33,00**	**73,00**	**46,28**	**10,07**	**56,35**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	370	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	A Contractuel
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint territorial d'animation	C	ANIM	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint territorial du patrimoine	C	CULT	367	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Rédacteur	B	ADM	538	0,00	A Autres	A Contractuel
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	ADM	660	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

IV

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
02/06/1988 - ENSEMBLE IMMO RUE DE GAULLE	LTO Habitat			99 727,92
31/12/1993 - 16 LOGEMENTS CHEMIN DES POSTES	LTO Habitat			456 620,77
31/12/1995 - 11 LOGEMENTS CITE LECLERC-RUES HARNES & RIOM	LTO Habitat			219 913,99
31/12/1997 - CONSTR.DE 21 LOGTS CITE LECLEC-RUES HARNES & RIOM-2EME TRANCHE	LTO Habitat			369 538,73
31/12/1997 - CONSTR.DE 10 LOGTS CITE LECLERC	LTO Habitat			97 115,45
01/01/1998 - CONST.8 LOGEMENTS CITE LECLERC	LTO Habitat			182 520,34
01/01/1998 - CONSTR.2 LOGTS CITE LECLERC	LTO Habitat			24 930,55
01/01/2000 - 5 LOGTS CITE LECLERC	LTO Habitat			71 446,85
01/01/2000 - 35 LOGTS CITE LECLERC	LTO Habitat			623 061,19
01/08/2005 - Construction 24 logements-rue Mauriac et Figeac	Pas-de-Calais Habitat			886 958,51
02/08/2005 - construction de 26 logements-rue Issoire et Figeac	Pas-de-Calais Habitat			822 568,17
02/08/2005 - Construction 3 logements-rue Issoire et Figeac	Pas-de-Calais Habitat			99 772,90
01/10/2007 - construction de 2 logements-rue C.ferrand et issoire	Pas-de-Calais Habitat			133 985,21
01/10/2007 - CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS-RUE DE CLERMONT FERRAND ET ISSOIRE	Pas-de-Calais Habitat			1 322 016,43
25/09/2008 - 13 lgts rues Kennedy & Bulcourt	Pas-de-Calais Habitat			129 463,20
30/10/2009 - 4 logements quartier gabions-rue Bulcourt	Pas-de-Calais Habitat			52 244,02
30/10/2009 - 2 logements quartier gabions-rue Bulcourt	Pas-de-Calais Habitat			26 796,30
25/06/2010 - 3 LOGEMENTS CITE LECLERC-RUES ISSOIRE & FIGEAC	Pas-de-Calais Habitat			86 829,61
25/06/2010 - CONSTRUCTION 4 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	Pas-de-Calais Habitat			541 837,68
25/06/2010 - CONSTRUCTION 15 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	Pas-de-Calais Habitat			2 414 588,87
25/06/2010 - CONSTRUCTION 11 LOGEMENTS-QUARTIER DES GABIONS	Pas de Calais Habitat			1 129 750,71
01/07/2012 - 3 Logements Rue du Mal Leclerc	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	309 212,57

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
27/07/2012 - 3 logements rue du Mal Leclerc (Foncier).	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	86 624,55
27/07/2012 - 19 logements rue du Mal Leclerc	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 175 929,23
27/07/2012 - 19 logements rue du Mal Leclerc (Foncier)	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	638 156,27
12/09/2013 - 8 Logts Q Leclerc, MC Habitat	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	568 082,72
12/09/2013 - 8 Logts Q Leclerc, partie Foncière, MC Habitat	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	198 399,45
12/09/2013 - 16 Logts Q Leclerc, MC Habitat	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 339 394,03
12/09/2013 - 16 Logts Q Leclerc, partie Foncière- MC Habitat	Maisons & Cités Habitat		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	384 275,63
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 608 974,93**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-126 698,23**	**-126 698,23**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 482 276,70**	**-126 698,23**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 482 276,70**	**-126 698,23**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 482 276,70**	**-126 698,23**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 036 000,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 205 827,24**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**169 827,24**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 036 000,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 020 000,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 020 000,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**16 000,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10226	Taxe d'aménagement	10 000,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*6 000,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

IV
C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 205 827,24**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**429 933,24**	**0,00**
10222	FCTVA	398 933,24	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	31 000,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**775 894,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 950,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*19 100,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*43 500,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 500,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*2 100,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*50 000,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*11 500,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*26 500,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*10 000,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*4 900,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*450,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*4 600,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*17 900,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*6 400,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*6 000,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*1 200,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 000,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*1 400,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*4 000,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*7 000,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*24 000,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	212 894,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*312 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D5

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		3 859 000,00	0,00	42,90 0	0,00	1 655 511,00	0,00
TFPNB		22 300,00	0,00	60,18 0	0,00	13 420,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

IV

D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

IV
D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
61524	Bois et forêts	0,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**0,00**
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT

IV

D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

IV

D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

001. KUSNIREK David , Maire	
002. BONARDEL Pascal , Premier Adjoint	
003. TOURNEMINE Sylvie , Adjointe	
004. PRZYBYSZ Bruno , Adjoint	
005. DUSSOSSOY Annick , Adjointe	
006. APRILE Matthieu , Adjoint	
007. PENOT Lucienne , Adjointe	
008. SAMBON Sullivan , Adjoint	
009. AIT KEDDOUR Sabrina , Adjointe	
010. TOURNEMINE Christophe , Conseiller Délégué	
011. FELGUEIRAS Anthony , Conseiller Délégué	
012. BILLET Hervé , Conseiller Délégué	
013. DELACOURT Martine , Conseillère Déléguée	
014. GOUSSEN Véronique , Conseillère Municipale	
015. CARTON Myriam , Conseillère Déléguée	
016. LESIRE Pascal , Conseiller Délégué	
017. LEROY Nadine , Conseillère Municipale	
018. GUILMAIN Cassandra , Conseillère Municipale	
019. MARTIN Eric , Conseiller Municipal	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

020. BOCHU Béatrice , Conseillère municipale	
021. RIVIERE Thomas , Conseiller Municipal	
022. LENTREMY Célina , Conseillère Municipale	
023. HOFFMANN Jean-Claude , Conseiller Municipal	
024. CARLIER Brigitte , Conseillère Municipale	
025. CRETEUR Hélène , Conseillère Municipale	
026. DESCAMPS Magalie , Conseillère Municipale	
027. CAMPEL Pascal , Conseiller Municipal	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

VILLE D'ANNAY–SOUS–LENS

NOTE DE PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE

DU BUDGET PRIMITIF 2026

PRÉSENTATION GÉNÉRALE :

Le budget d'une commune se décompose en deux sections :

La section de fonctionnement qui enregistre en dépenses toutes les charges courantes (eau, électricité, fournitures administratives et scolaires, etc…), les frais de personnel, les subventions aux associations, les aides diverses (bourses communales…), les intérêts des emprunts.

En recettes, cette section comprend les recettes fiscales (impôts locaux), l'attribution de compensation de la communauté de communes, la dotation globale de fonctionnement et autres dotations versées par l'Etat, la Région et le Département, les produits des services (recettes perçues sur les usagers : repas de cantine, école de musique, concessions de cimetières, droits de stationnement...) et les « autres produits de gestion courante » (revenus des immeubles, locations ...).

La section d'investissement qui enregistre en dépenses le remboursement en capital des emprunts et l'ensemble des travaux et des achats qui valorisent le patrimoine de la commune (les travaux de réparation sont inscrits en fonctionnement)

En recettes, cette section comprend les subventions attribuées par l'Etat et les autres collectivités territoriales pour certains travaux, le reversement de la TVA pour les travaux et les achats d'investissement effectués l'année précédente, la taxe d'aménagement, les amortissements de l'année et un virement de la section de fonctionnement (souvent indispensable pour équilibrer le budget d'investissement.) et/ou un excédent de fonctionnement capitalisé.

Les deux sections sont indépendantes mais il faut, pour permettre à la commune de réaliser des travaux d'investissement, que le budget de fonctionnement dégage un excédent (un bénéfice).

VUE D'ENSEMBLE :

Proposition 2026	**DÉPENSES**	**RECETTES**
Section de fonctionnement	**4 683 955,00€**	**4 275 145,71€**
Section d'investissement	**3 077 496,23€**	**1 595 219,53€**

REPORT DES ANNÉES ANTÉRIEURES	**DÉFICIT**	**EXCÉDENT**
Section de fonctionnement		**745 223,29€**
Section d'investissement		**1 608 974,93€**

RESTES À REALISER 2025 (Investissement)	**DÉPENSES**	**RECETTES**
TOTAL	**581 831,68€**	**455 133,45€**

TOTAL (propositions 2026 + reports + restes à réaliser 2025)	**DÉPENSES**	**RECETTES**
TOTAL	**8 343 282,91€**	**8 679 696,91€**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

DÉTAIL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

En dépense,

LIBELLÉ	BP 2026	Rappel : CA 2025	VOTE 2025
Charges à caractère général (correspondent à toutes les dépenses courantes (eau, gaz, fournitures techniques, scolaires, etc.).	1 132 180,00€	992 636,86€	1 021 028,83€
Charges de personnel	2 587 850,00€	2 450 990,38€	2 578 411,25€
Autres charges et gestion courante (correspondent aux indemnités des élus et aux subventions attribuées)	265 505,00€	201 345,70€	214 720,00€
Atténuations de produits (remboursement taxes)	5 820,00€	5 817,00€	12 000,00€
Charges financières (correspondent au paiement des intérêts des emprunts.)	88 600,00€	122 052,61€	150 229,26€
Charges spécifiques (correspondent aux titres annulés)	4 000,00€	3 400,00€	4 300,00€
Dotations aux provisions et dépréciations (provisions pour risques, litiges)	37 000,00€	1 500,00€	1 500,00€
Chapitre 042 (Amortissements (correspondent à la perte de valeur annuel du matériel communal) + divers)	251 000,00€	234 799,03€	206 879,03€
Virement à la section d'investissement	312 000,00€	0,00€	386 208,65€

En recette,

LIBELLÉ	BP 2026	Rappel : CA 2025	VOTE 2025
Atténuations de charges (correspondent aux remboursements de l'assurance du personnel en cas d'absence pour maladie)	50 000,00€	75 537,60€	50 000,00€
Produits des services, domaines (correspondent aux rentrées d'argent des services proposés par la commune : cantine, école de musique, etc,,) – remboursement CCPC et CCAS	248 520,00€	246 106,87€	218 800,00€
Impôts et taxes (on y retrouve essentiellement l'attribution de compensation de la CCPC et les droits de mutation)	445 500,00€	448 123,77€	396 733,38€
Fiscalité locale (on y retrouve essentiellement les impôts locaux, la taxe pylônes et les taxes sur l'électricité)	1 880 854,00€	1 881 982,40€	1 832 765,00€
Dotations et participations (correspondent aux aides de l'état)	1 581 771,00€	1 595 560,41€	1 566 537,02€
Autres produits de gestion courante (correspondent essentiellement aux revenus sur les locations des bâtiments communaux)	18 500,00€	34 788,30€	30 000,00€
Produits financiers	0,00€	49,49€	50,00€
Produits spécifiques	4 000,71€	38 106,00€	0,00€
Résultat de fonctionnement reporté	745 223,29€	386 208,65€	386 208,65€
Reprises sur amortissements, dépréciations	0,00€	0,00€	0,00€
Opérations d'ordre (travaux en régie)	46 000,00€	51 301,38€	94 183,00€

DÉTAIL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

En dépense,

Dépenses d'équipement	1 833 496,23€
Restes à réaliser 2025	581 831,68€
Remboursement des emprunts et dotations	1 030 000,00€
Chapitres d'opérations pour compte de tiers	18 000,00€
Opérations patrimoniales*	150 000,00€
Opérations d'ordre (travaux en régie)	46 000,00€

*Ces opérations n'ont aucune influence sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense et en recette d'investissement

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

PRINCIPALES DÉPENSES NOUVELLES D'ÉQUIPEMENT prévues en 2026 :

Chapitre 20 :

Logiciels	**44 500,00€**

Chapitre 21 :

Terrains bâtis	**210 000,00€**
Installations de voirie	**10 000,00€**
Matériel roulant	**52 400,00€**
Outillage technique	**16 700,00€**
Véhicule	**103 522,20€**
Autre matériel informatique	**2 500,00€**
Matériel de bureau et mobilier scolaire	**6 100,00€**
Autres matériels de bureau et mobiliers	**13 500,00€**
Autres	**3 800,00€**

OPÉRATIONS :

Opération – 10 Renforcement éclairage	**12 500,00 €**
Opération – 12 Trottoirs, borduration et adoucis	**875,00 €**
Opération – 14 Grosses réparations bâtiments	**91 917,23 €**
Opération – 16 Complexe sportif et culturel	**598 886,00 €**
Opération – 20 Vidéoprotection	**30 000,00 €**
Opération – 21 école André Pantigny	**70 000,00 €**
Opération – 22 Rénovation stade	**28 000,00 €**
Opération – 23 Divers	**32 538,00 €**
Opération – 29 Gros travaux de voirie	**23 955,00 €**
Opération – 30 Parkings : Stade et Maison des Jeunes	**31 510,00 €**
Opération – 32 Accessibilité voies, bâtiments publics et quai de bus	**128 910,00 €**
Opération – 33 Voirie 2026	**222 000,00 €**
Opération – 34 Eclairage public 2026	**50 000,00 €**
Opération – 35 école Joliot-Curie	**30 000,00 €**
Opération – 9000000002 Aménagement étang et abords	**22 500,00 €**
Opération – 9000000004 Réparations aux écoles	**60 385,00 €**
Opération – 900000011 Révision plan local d'urbanisme	**40 020,00 €**

En recette,

Restes à réaliser 2025	**455 133,45€**
Subventions diverses	**221 392,29€**
Remboursement TVA 2024	**398 933,24€**
Taxe d'aménagement	**31 000,00€**
Produits de cession d'immobilisations	**212 894,00€**
Chapitre 040 (Amortissements** et divers)	**251 000,00€**
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	**1 608 974,93**
Emprunts	**0,00€**
Virement de la section de fonctionnement	**312 000,00€**
Excédents de fonctionnement capitalisés	**0,00€**
Opérations patrimoniales*	**150 000,00€**
Chapitres d'opérations pour compte de tiers	**18 000,00€**

,*ces opérations n'ont aucune influence sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense et en recette d'investissement

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

,**les amortissements ont une influence relative sur le budget communal car la même somme est inscrite en dépense de fonctionnement et en recette d'investissement

ENDETTEMENT

En 2026, l'annuité des emprunts déjà souscrits se décomposera comme suit :

- **115 000,24€** EN CAPITAL (Investissement)
- **58 580,62€** EN INTERET (Fonctionnement)

Etat de la dette au 01/01/2026 :
2 493 104,88 € pour 4 emprunts et un prêt relais pour un total de 909 855,00€.
Le prêt relais sera soldé en 2026, quatre emprunts seront soldés en 2029, 2030, 2031 et 2064.

TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

	Bases notifiées	Taux appliqués par décision du conseil	Produit estimé
Taxe d'habitation (logements vacants/résidence secondaires)	94 600	18,03	17 056
Taxe foncière bâti	3 859 000	42,90	1 655 511
Taxe foncière non bâti	22 300	60,18	13 420
TOTAL	**1 685 987 euros**		

- Contribution coefficient correcteur : **121 987**

Montant total prévisionnel	**1 807 974,00 euros**

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de membres présents : 26
Nombre de suffrages exprimés 26
VOTES :
Pour : 21
Contre : 5
Abstentions : 0

Date de convocation : 17/04/2026

Présenté par Le Maire (1),
A Annay-sous-Lens, le 30/04/2026

Délibéré par l'assemblée du Conseil municipal(2), réunie en session
A Annay-sous-Lens, le 30/04/2026
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil municipal (2),(3).

001. KUSNIREK David , Maire	
002. BONARDEL Pascal , Premier Adjoint	
003. TOURNEMINE Sylvie , Adjointe	
004. PRZYBYSZ Bruno , Adjoint	
005. DUSSOSSOY Annick , Adjointe	
006. APRILE Matthieu , Adjoint	
007. PENOT Lucienne , Adjointe	
008. SAMBON Sullivan , Adjoint	
009. AIT KEDDOUR Sabrina , Adjointe	
010. TOURNEMINE Christophe , Conseiller Délégué	
011. FELGUEIRAS Anthony , Conseiller Délégué	
012. BILLET Hervé , Conseiller Délégué	
013. DELACOURT Martine , Conseillère Déléguée	
014. GOUSSEN Véronique , Conseillère Municipale	
015. CARTON Myriam , Conseillère Déléguée	
016. LESIRE Pascal , Conseiller Délégué	
017. LEROY Nadine , Conseillère Municipale	
018. GUILMAIN Cassandra , Conseillère Municipale	
019. MARTIN Eric , Conseiller Municipal	

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260408-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

020. BOCHU Béatrice , Conseillère municipale	
021. RIVIERE Thomas , Conseiller Municipal	
022. LENTREMY Célina , Conseillère Municipale	
023. HOFFMANN Jean-Claude , Conseiller Municipal	
024. CARLIER Brigitte , Conseillère Municipale	
025. CRETEUR Hélène , Conseillère Municipale	
026. DESCAMPS Magalie , Conseillère Municipale	
027. CAMPEL Pascal , Conseiller Municipal	

Certifié exécutoire par Le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 06/05/2026, et de la publication le 06/05/2026

A Annay-sous-Lens, le 05/05/2026

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260409-DE

2026-04-09

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Subventions aux associations annaysiennes - Année 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1611-4, L. 2121-29 et L. 2311-7,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,
Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
Vu le budget de l'exercice en cours,

Considérant que la Commune apporte un soutien financier en direction des associations dans des secteurs aussi divers que la jeunesse, le sport, la mémoire, la culture, la solidarité,

Considérant que toutes les associations ont été invitées à communiquer à la mairie leur demande de subvention étayée du bilan financier de l'année écoulée, de leurs derniers relevés bancaires, du compte-rendu de leur dernière assemblée générale et de tous les documents administratifs de

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260409-DE

type attestation d'assurance, statuts, composition du conseil d'administration et bureau, récépissé de déclaration de la sous-préfecture,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

(Monsieur Jean-Claude HOFFMANN, secrétaire de l'association la Compagnie de l'Artois, a quitté la séance, n'a pas participé ni à la présentation, ni au vote de la délibération)

Article 1 : décide d'attribuer les subventions aux associations suivantes :

Association	Subvention 2026
Annay Badminton Club	700,00 €
Annay Disc Golf	500,00 €
Annay futsall loisir	250,00 €
Annay sous Lens Judo 62	500,00 €
Ayama	800,00 €
Boxing Club Ring	750,00 €
Club de l'amitié	300,00 €
Cyclo Club Annaysien	800,00 €
Football Club Annay	9 000,00 €
IDEAL Pétanque	750,00 €
La Fraternelle	300,00 €
Les Jardins d'Annay	300,00 €
Les Phénix	500,00 €
Tennis de table Albert Annay	250,00 €
Wild Tradi Country	300,00 €
Amicale des communaux	1 000,00 €
Anciens combattants	200,00 €
APE Péri Curie	300,00 €
Cercle laïque mixte	500,00 €
Club Féminin	300,00 €
Compagnie de l'Artois	1 500,00 €
Ecole de Musique	4 000,00 €
Harmonie La Renaissance	4 000,00 €
Médaillés du travail	500,00 €
Mémoire et Racines	300,00 €
Opération jeunes en action	300,00 €
Souvenir Français Annay/Vendin	500,00 €

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260409-DE

Article 2 : impute cette dépense au budget 2026.

Article 3 : autorise le maire ou son adjoint délégué à procéder au versement des subventions ci-dessus attribuées dès lors que les dossiers administratifs des associations sont complets.

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**25**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260410-DE

2026-04-10

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Subvention au collège de Harnes – Rallye Anglais 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Célina LENTREMY – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

L'assemblée est informée que le Rallye d'Anglais mis en place par les enseignants de l'école Curie et du Collège Victor Hugo de Harnes, dans le cadre de la liaison CM2 / 6ème va être renouvelé courant 2026.

Le collège Victor Hugo sollicite de la commune une subvention exceptionnelle d'un montant forfaitaire de 150 € couvrant les frais engagés par cet établissement pour l'accueil des élèves annaysiens concernés par ce projet.

Ouï cet exposé,

Le Conseil Municipal,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260410-DE

A l'unanimité,

- **Autorise** le versement d'une subvention de 150 € au Collège Victor Hugo de Harnes pour le Rallye d'Anglais 2026,

- **Précise** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2026

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260411-DE

2026-04-11

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Subvention communale au Centre communal d'Action Sociale - Année 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1612-2 et L2312-1,

Vu le budget primitif de la Commune approuvé en séance le 30 avril 2026,

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de Madame DUSSOSSOY,

Décide, à l'unanimité,

- **D'attribuer** une subvention d'équilibre à hauteur de 50 000,00 € au Centre Communal d'action sociale de la Commune d'Annay.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260411-DE

- **Dit que** les crédits sont inscrits au budget primitif de la Commune d'Annay,

- **Autorise** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous documents, toute pièce administrative ou comptable s'y rapportant

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260412-DE

2026-04-12

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Dispositif jeunes en ville - Année 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

La loi n°94-1134 du 27 décembre 1994 a modifié la manière de recruter les agents non titulaires, en particulier pour l'opération « Jeunes en Ville » pendant les vacances scolaires.

Proposition est faite à l'assemblée d'ouvrir 24 places afin que les jeunes annaysiens puissent bénéficier d'un « job d'été » d'une durée de 30 à 35 heures réparties sur une ou deux semaines au cours de la période estivale, selon un planning qui sera établi en fonction des besoins et des possibilités d'encadrement des projets.

Les jeunes accompliront leurs missions dans l'une des catégories suivantes :

- services techniques (répartition à voir en fonction des projets du service).

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260412-DE

Le projet confié à chaque jeune ou groupe de jeunes sera suivi par une personne référente, sur la base du volontariat, parmi les agents de la ville, les élus et/ou des personnalités référencées. Il appartiendra au maire ou au bureau municipal de valider les projets en s'appuyant, le cas échéant, sur l'avis technique des services communaux.

Invité à délibérer,

Le Conseil Municipal,

à l'unanimité,

- **Autorise** le recrutement de 24 jeunes annaysiens selon les conditions reprises ci-dessus,

- **Précise** que ces agents seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant au premier échelon du premier grade de catégorie (indice 367)

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**26**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260413-DE

2026-04-13

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Commission d'appel d'offres – désignation des Membres

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Célina LENTREMY – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Vu les articles l 1414-2 et L 1411-5 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'à la suite des dernières élections municipales, il convient de constituer la commission d'appel d'offres et ce pour la durée du mandat,

Considérant qu'outre le maire, son président, cette commission est composée de 5 membres titulaires élus par le conseil municipal en son sein par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Considérant que l'élection des membres élus de la Commission d'appel d'offres doit avoir lieu à bulletin secret et qu'il convient de procéder de même pour les suppléants en nombre égal à celui des titulaires.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260413-DE

Le Conseil Municipal,
Décide de procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants de la commission d'appel d'offres, à la représentation proportionnelle au plus fort reste.
(Les groupes politiques étaient invités à faire parvenir les candidatures aux commissions en amont du Conseil Municipal)

La liste des candidatures reçues est la suivante :

Liste conduite par L'avenir d'Annay entre vos mains

POSTE DE TITULAIRE	POSTE DE SUPPLEANT
Pascal BONARDEL	Martine DELACOURT
Eric MARTIN	Myriam CARTON
Véronique GOUSSEN	Hervé BILLET
Lucienne PENOT	Sylvie TOURNEMINE
Thomas RIVIERE	Anthony FELGUEIRAS

Liste conduite par l'Union Annaysienne

POSTE DE TITULAIRE	POSTE DE SUPPLEANT
Jean-Claude HOFFMANN	Brigitte CARLIER
Hélène CRETEUR	Magalie DESCAMPS
Brigitte CARLIER	Jean-Claude HOFFMANN
Magalie DESCAMPS	Hélène CRETEUR

Liste conduite par Le Rassemblement pour l'Avenir d'Annay

POSTE DE TITULAIRE	POSTE DE SUPPLEANT
Pascal CAMPEL	

MM. LENTREMY et DELACOURT sont désignées assesseurs, Monsieur APRILE, secrétaire de séance les assiste. Ils organisent tous trois les opérations électorales.

Nombre de votants : 26

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 26

Sièges à pourvoir : 5 titulaires et 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 26/5 = 5,2

Liste conduite par L'Avenir d'Annay entre vos mains 21
Liste conduite par L'Union Annaysienne 4

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260413-DE

Liste conduite par Le Rassemblement pour l'Avenir d'Annay 0

Après application du quotient électoral, l'attribution des sièges restant à répartir se fait par application de la méthode du plus fort reste. Cette méthode consiste à attribuer successivement les sièges non encore pourvus aux listes qui ont le plus fort reste c'est-à-dire le plus grand nombre de voix inutilisées lors du premier calcul. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élus.

La liste déposée par le groupe Rassemblement pour l'Avenir d'Annay n'aurait pas pu avoir d'élu car elle était incomplète.

Sont proclamés élus les membres titulaires et suppléants suivants :

Membres titulaires	Membres suppléants
Pascal BONARDEL	Martine DELACOURT
Eric MARTIN	Myriam CARTON
Véronique GOUSSEN	Hervé BILLET
Lucienne PENOT	Sylvie TOURNEMINE
Jean-Claude HOFFMANN	Brigitte CARLIER

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260413-DE

dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260414-DE

2026-04-14

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Formation des commissions municipales

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

L'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales permet aux Conseils Municipaux de constituer des commissions à caractère permanent afin de débattre des dossiers qui seront ultérieurement proposés au Conseil Municipal.

Les différentes commissions doivent être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle sans que la loi ne fixe de méthode particulière pour la répartition des sièges.

Le ministère de l'Intérieur, dans une circulaire du 12 mars 2001 indique simplement que le Conseil Municipal doit s'efforcer de rechercher la pondération qui reflète le plus fidèlement possible la composition politique de l'assemblée, chacune des tendances représentées, en son sein, devant disposer d'au moins un représentant.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260414-DE

La jurisprudence (Arrêt du Conseil d'Etat, Agard du 29 juin 1994) précise que la désignation des membres des commissions doit être effectuée au scrutin secret.

Il est proposé en conséquence :

- **De créer** 4 commissions composées de 8 membres comme suit :
  - -Finances-Personnel
  - -Urbanisme – Aménagements - Activité économique – Sécurité
  - -Action sociale - Solidarité - Handicap - Logement - Habitat
  - -Enfance – Jeunesse - Vie associative - Sports – Culture - Fêtes

- **De procéder** au vote à scrutin secret pour la désignation des membres des différentes commissions.

(Les groupes politiques étaient invités à faire parvenir les candidatures aux commissions en amont du Conseil Municipal)

MM. LENTREMY et DELACOURT sont désignées assesseurs, Monsieur APRILE, secrétaire de séance les assiste. Ils organisent tous trois les opérations électorales.

Nombre de votants :	26
Bulletins blancs ou nuls :	0
Nombre de suffrages exprimés :	26

A l'issue du scrutin sont élus :

Finances-Personnel

David KUSNIREK	Pascal LESIRE
Pascal BONARDEL	Hélène CRETEUR
Christophe TOURNEMINE	Jean-Claude HOFFMANN
Sabrina AIT KEDDOUR	Pascal CAMPEL

Urbanisme- Aménagements- Activité économique-Sécurité

David KUSNIREK	Sylvie TOURNEMINE
Mathieu APRILE	Brigitte CARLIER
Véronique GOUSSEN	Jean-Claude HOFFMANN
Bruno PRZYBYSZ	Pascal CAMPEL

Action sociale-Solidarité-Handicap-Logement-Habitat

David KUSNIREK	Martine DELACOURT
Pascal LESIRE	Célina LENTREMY
Sylvie TOURNEMINE	Magalie DESCAMPS
Annick DUSSOSSOY	Brigitte CARLIER

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260414-DE

Enfance-Jeunesse-Vie associative-Sports-Culture-Fêtes

David KUSNIREK	Pascal LESIRE
Sullivan SAMBON	Eric MARTIN
Sabrina AIT KEDDOUR	Magalie DESCAMPS
Myriam CARTON	Hélène CRETEUR

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260415-DE

2026-04-15

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Commission communale des impôts directs

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

L''article 1650 du code général des impôts institue dans chaque commune une commission communale des impôts directs présidée par le maire ou par l'adjoint délégué.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité locale : elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelle évaluation des locaux d'habitation recensées par l'administration fiscale. Depuis la mise en œuvre au 1er janvier 2017 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels, elle participe par ailleurs, à la détermination des nouveaux paramètres départementaux d'évaluation (secteurs, tarifs ou coefficients de localisation).

Dans les communes de plus de 2000 habitants, la commission est composée de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants. La durée du mandat des membres de la commission est identique à celle du mandat du conseil municipal.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260415-DE

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne, être âgés de 18 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission et un commissaire doit être domicilié en dehors de la commune.

La nomination des commissaires titulaires ou suppléants par le directeur des services fiscaux a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement des conseillers municipaux.

Une liste de 32 membres est proposée :

Président : Monsieur David KUSNIREK

DEGORGUE Marie-Christine	SKARZYNSKI Carol
RICHARD épouse PIETTE Isabelle	SIX Bernard
PENOT Georges	MATTEI Bruno
RICHARD Evelyne	CAPRON Bruno
APRILE Vanessa	SAMBON Amaury
WOLCZKO épouse BONARDEL Nathalie	THUMEREL Philippe
LOUSSOUARN Laurent	HUART Dimitri
CAMPEL Pascal	HAZARD Xavier
RICHARD Daniel	GAPENNE Yohann
AIT KEDDOUR Jocelyn	PRZYBYSZ Bruno
ANEJAR Abdrahim	POUTRAIN Jean-François
BILLET Hervé	MARTIN Eric
TOURNEMINE Christophe	RIVIERE Thomas
DAVROUX Olivier	SAMBON Sullivan
CARON Arnaud	BIDAULT Bernard
HAVEZ Henri	DELACOURT Martine

Après avoir délibéré, le conseil municipal

- **Propose à l'unanimité** les personnes nommées ci-dessus afin de faire partie de la Commission Communale des Impôts directs.

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,
David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 07/05/2026
Reçu en préfecture le 07/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-202604160-DE

2026-04-16

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Désignation d'un délégué à la Fédération Départementale de l'Energie du Pas-de-Calais

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

A la suite du renouvellement des conseils municipaux, il y a lieu de procéder à la désignation d'un délégué chargé de représenter la commune au sein de la Fédération Départementale de l'Energie du Pas-de-Calais.

Pour rappel en 1996, les communes du département se sont unies pour créer un syndicat d'énergie, la Fédération Départementale d'Energie du Pas-de-Calais, et lui ont confié la mission de service public, dans le domaine de la distribution de l'énergie.

Autorité concédante, la FDE 62 est le 2ème syndicat d'énergie de France, et, à ce titre, bénéficie d'un poids et d'un pouvoir de négociation face aux concessionnaires. La FDE a développé son expertise pour assurer ses missions premières :

-Le contrôle des concessionnaires concernant leurs politiques d'investissement

Envoyé en préfecture le 07/05/2026
Reçu en préfecture le 07/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-202604160-DE

-La maintenance et le contrôle de la qualité de fourniture d'électricité et de gaz
-La vérification des coûts des prestations facturées
La FDE 62 a lancé un vaste programme de maîtrise de l'Energie pour aider les collectivités territoriales à faire des économies importantes, la FDE 62 est un acteur majeur de l'aménagement du territoire.

Pour assurer toutes ses missions, la FDE 62, au fil des années, a mutualisé les moyens humains, techniques et financiers au service des collectivités.

Il est donc essentiel que la Commune soit associée à cette démarche par le biais d'un représentant communal qui aura un rôle important :

- Être un véritable relais entre la commune et la FDE
- Rapporter les actions de la FDE
- Prendre part aux enjeux environnementaux sur notre territoire
- Représenter la commune lors des réunions d'informations, réunions thématiques, réunions d'arrondissement
- Participer à des groupes de travail

Il est proposé de désigner Madame Véronique GOUSSEN afin de représenter la commune auprès de cette instance.

Invité à délibérer

Le Conseil Municipal

- **Désigne** à la majorité des voix exprimées Madame Véronique GOUSSEN pour représenter la commune auprès de la Fédération Départementale d'Energie 62.

Abstention : 4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)
Contre : 0
Pour : 22

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260417-DE

2026-04-17

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Désignation d'un délégué représentant les élus et les agents au CNAS

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Le conseil municipal, à la suite du renouvellement des conseils municipaux, doit procéder à la désignation des délégués locaux du C.N.A.S. (Comité National d'Action Sociale - un élu et un agent), dont la durée du mandat est calée sur celle du mandat municipal.

A l'instar d'un Comité d'Entreprise national et moyennant une cotisation employeur, le C.N.A.S offre aux agents de la Fonction Publique Territoriale une gamme diversifiée de prestations sociales (chèques vacances, aides à la scolarité, prêts aux agents...).

Il est proposé au conseil municipal de désigner Madame Sylvie TOURNEMINE (collège élus) et Madame Nancy CACHERAT (collège employés) afin de représenter la commune auprès de cette instance.

Invité à délibérer,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260417-DE

Le Conseil Municipal,

- **Désigne** à la majorité des voix exprimées Madame Sylvie TOURNEMINE (collège élus) et Madame Nancy CACHERAT (collège employés) pour représenter la commune d'Annay auprès du C.N.A.S.

Abstention : 4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)
Contre : 0
Pour : 22

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260418-DE

2026-04-18

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Désignation d'un correspondant défense

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Le conseil municipal a la faculté de désigner un correspondant défense pour la commune.

Ce correspondant a vocation à développer le lien Armée-Nation et à ce titre, il est l'interlocuteur des autorités militaires départementales pour sa commune.

Depuis sa mise en place, ce réseau a démontré l'efficacité des actions de proximité pour la promotion de l'esprit de défense dans notre pays.

La candidature de Madame Véronique GOUSSEN est proposée.

Invité à délibérer,

Le Conseil Municipal

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260418-DE

- **désigne** à la majorité des voix exprimées Madame Véronique GOUSSEN en qualité de correspondant défense pour la commune d'Annay.

Abstention : 4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)
Contre : 0
Pour : 22

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260419-DE

2026-04-19

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Désignation référent sécurité routière

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

Les maires et les présidents d'intercommunalités interviennent sur des champs de compétences très larges qui permettent une prise en compte de la sécurité routière dans les politiques locales et sont des partenaires incontournables de l'Etat.

Le préfet du Pas-de-Calais et le président de l'association des maires et des présidents d'intercommunalités du Pas-de-Calais (AMF 62) ont signé, en février 2018, une charte de partenariat sur la sécurité routière. Ce partenariat démontre l'attachement commun de l'Etat, de l'association des maires et des présidents d'intercommunalités du Pas-de-Calais à vouloir agir contre l'insécurité routière et ainsi contribuer à diminuer le nombre d'accidents, de blessés et de tués sur les routes de notre département.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260419-DE

L'un des engagements de cette charte est d'inciter les communes et les intercommunalités à nommer un élu « référent sécurité routière » qui sera l'interlocuteur privilégié de la préfecture, constituant dans le département un réseau relais en charge de la sécurité routière au sein des collectivités.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de désigner un élu référent afin de faciliter les échanges avec la coordination sécurité routière.

Invité à délibérer,

Le conseil municipal

- **désigne** la majorité des voix exprimées Madame Véronique GOUSSEN Référente de sécurité routière pour la commune d'Annay

Abstention : **4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)**
Contre : **0**
Pour : **22**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (Pas-de-Calais)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260420-DE

2026-04-20

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Renouvellement du collège des élus de la commission de suivi de la société Nortanking

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Célina LENTREMY – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

La Commission de suivi de Site Nortanking (CSS) a été créée par arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 et sa composition renouvelée par arrêté préfectoral du 5 mars 2018. Suite aux récentes élections municipales, le collège des élus des collectivités territoriales doit être renouvelé.

Celle-ci a vocation à renforcer l'information et la concertation locale autour des sites industriels SEVESO.

Le collège des Collectivités Territoriales comprend :

- un représentant de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin
- un représentant de la commune d'Annay
- un représentant de la commune de Pont-à-Vendin

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260420-DE

- un représentant de la commune d'Estevelles

Le Conseil Municipal est invité à désigner un membre élu pour la Commune d'Annay.

Il est proposé de désigner Madame Véronique GOUSSEN en qualité de membre titulaire et Monsieur Bruno PRZYBYSZ en qualité de membre suppléant.

Invité à délibérer,

Le Conseil Municipal,

- **Désigne** à la majorité des voix exprimées Madame Véronique GOUSSEN, membre titulaire et Monsieur Bruno PRZYBYSZ, membre suppléant, pour siéger au CSS Nortanking.

Abstention :	**4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)**
Contre :	**0**
Pour :	**22**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

Convention d'autorisation d'occupation

Des 3 petits marais à truites

Entre :

La commune d'Annay-sous-Lens, sise Place Roger Salengro à ANNAY (62880), représentée par son Maire, **Monsieur David KUSNIREK, agissant pour le compte de la commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 29 mars 2026**,

D'une part,

Et

L'association « l'Ablette Annaysienne », domiciliée 8, résidence Kennedy à ANNAY (62880) et représentée par son Président, Monsieur Daniel MATTEI,

D'autre part

Préambule

La commune et l'Ablette Annaysienne ont signé une convention d'autorisation d'occupation du grand étang communal et des 3 marais à truites, comme autorisé par délibération du Conseil en date du 26 juin 2025. Il convient de modifier cette convention, suite à un travail concerté entre la Carpe Annaysienne, l'Ablette Annaysienne et la commune.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre à disposition de l'Ablette Annaysienne les 3 petits marais à truites pour leur entretien et leur gestion.

Cette mise à disposition comprend également les abords de ces étangs, le kiosque et les chemins d'accès. Elle est consentie pour l'exercice de la pêche à la truite dans un but de loisir.

La délimitation précise des terrains mis à disposition de L'Ablette est matérialisée sur le plan annexé à la présente convention (environ 1ha – cf plan joint).

Article 2 : Utilisation et gestion

L'Ablette Annaysienne assurera, avec ses membres, la surveillance et le contrôle de l'exercice du droit de pêche (lié à l'acquisition d'une carte annuelle ou d'un ticket journalier). Ses membres devront faire respecter la réglementation générale de pêche en bassins.

L'Ablette Annaysienne est tenue, par son règlement, de prévoir les modalités de privatisation des marais en donnant la priorité aux Annaysiens.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

L'Ablette Annaysienne alertera la commune en cas de forte mortalité anormale des poissons et/ou des Anatidés.

A noter : Les pièces de rechange en cas de panne du brasseur d'eau restent à la charge de la commune.

En cas d'analyses révélant une pollution de l'eau et/ou une contamination des poissons, la ville prononcera l'interdiction de consommation de poissons pêchés dans les 3 marais jusqu'à rétablissement de la situation normale.

L'Ablette Annaysienne aura l'obligation de restituer les étangs, le kiosque et les sanitaires propres après chaque manifestation.

L'Ablette Annaysienne assurera l'entretien des rives (végétation, renforcement…), l'entretien des équipements (brasseur d'eau et entrepôt …).

La commune interviendra dans les aspects complémentaires (tontes, débarras des végétaux, kiosque, électricité …).

Article 3 : Obligations d'ordre administratif

Chaque année ou sur demande de la commune, l'association devra lui communiquer les procès-verbaux, bilans annuels et budgets prévisionnels des assemblées générales ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau. Une date d'Assemblée Générale sera communiquée par l'association chaque année et figurera au calendrier des fêtes / manifestations.

Article 4 : Conditions financières

La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

Pour les étangs à truites, des membres de l'association « L'Ablette Annaysienne » sont désignés par elle pour assurer la cession de ces droits annuels et individuels (cartes ou tickets avec mention Pêche à la truite ~~**uniquement**~~).

Article 5 : Etat des lieux

Les espaces mis à disposition de l'association le sont dans leur état actuel, sans possibilité pour l'association de revendiquer quelque amélioration que ce soit.

Toutefois, la communication et l'harmonisation avec la commune restent indispensables pour la gestion de cette zone humide à protéger et des décisions environnementales à prendre (infrastructures, faune, flore, ...).

Article 6 : Durée de la convention-résiliation

La présente convention est consentie pour une durée de deux ans (2 ans). Elle est renouvelable par reconduction expresse de l'une ou l'autre des parties. Le refus de renouvellement est exprimé dans un délai de 6 mois précédant l'expiration des deux années, par un courrier en accusé/réception.

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

Pour un non renouvellement à l'initiative de la ville, aucune contrepartie ne pourra être demandée à la collectivité.

Article 7 : litige

Tout litige relatif à l'exécution ou interprétation de la présente convention est porté, à défaut de solution amiable, devant le tribunal administratif de Lille.

Fait à ANNAY, le ……

En deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties

Le Président **Le Maire**

PROJET

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

2026-04-21

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Modification de la convention d'autorisation d'occupation des 3 petits marais à truite avec l'Ablette Annaysienne

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Il est rappelé à l'assemblée qu'une convention d'autorisation d'occupation des 3 petits marais à truites avec l'association l'Ablette Annaysienne a été étudiée par le conseil municipal en date du 24 juin 2025.

Après concertation avec l'association et celle de la Carpe Annaysienne, il est proposé au Conseil Municipal une modification de cette convention avec l'Ablette Annaysienne. Le projet de convention est joint au présent rapport. Il détaille l'objet et les missions déléguées à l'association.

Ouï cet exposé,

Le Conseil Municipal,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260421-DE

A la majorité,

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention d'autorisation d'occupation des 3 marais à truites avec l'Association l'Ablette Annaysienne.

Abstention : **4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)**
Contre : **1 (MM. CAMPEL)**
Pour : **21**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260422-DE

2026-04-22

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Créations / suppressions d'emplois

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Vu le Code Général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l'organe délibérant de la collectivité,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de suppression d'emploi d'une gestionnaire administrative et financière de catégorie B attachée à la direction communale,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de création d'emploi d'un(e) assistant(e) polyvalent(e), sur le grade adjoint administratif territorial de catégorie C,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de création d'emploi de directeur/trice territorial(e) sur le grade attaché principal de catégorie A,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de création d'emploi fonctionnel de Directeur/trice Général(e) des Services,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260422-DE

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de création de deux emplois à temps complet d'adjoint technique territorial de catégorie C,
Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 28 avril sur le projet de suppression de deux emplois à temps non complet (21h/semaine) d'adjoint technique territorial de catégorie C

Considérant la restructuration interne nécessaire au bon fonctionnement des services (fin de contrat, modification de temps de travail lié à l'activité, nécessité d'un Directeur Général des Services),

Il est proposé à l'assemblée d'adopter les créations / suppressions d'emplois suivantes :

- La suppression d'un emploi de gestionnaire administrative et financière de catégorie B attachée à la direction communale,
- La création d'emploi d'un(e) assistant(e) polyvalent(e), sur le grade adjoint administratif territorial de catégorie C,
- La création d'un emploi de directeur/trice territorial(e) sur le grade attaché principal de catégorie A,
- La création d'un emploi fonctionnel de Directeur/trice Général(e) des Services,
- La création d'emploi pour deux agents sur le grade adjoint technique territorial de catégorie C à temps complet,
- La suppression d'emploi de deux agents sur le grade adjoint technique territorial de catégorie C à temps non complet (21h / semaine)

Après en avoir délibéré,
L'assemblée délibérante,
A la majorité,

Décide

- **D'adopter** les suppressions / créations d'emplois développés ci-dessus,
- **Précise que** les crédits nécessaires à la masse salariale correspondante seront inscrits au budget 2026.

Abstention : 4 (MM. CRETEUR – DESCAMPS – HOFFMANN – CARLIER)
Contre : 1 (MM. CAMPEL)
Pour : 21

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

CONVENTION D'ENGAGEMENT

10000 DÉPARTS

Ne rêvez plus, partez !

2026

DÉPARTS AUTONOMES

VACANCES OUVERTES

WWW.VACANCES-OUVERTES.ASSO.FR

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

CHARTE D'ENGAGEMENT

Entre les soussignées

VACANCES OUVERTES
Association loi 1901, agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports et organisme de formation, enregistré auprès de la Préfecture de la Région Île-de-France
21 rue Franklin, 93100 MONTREUIL
représentée par Patrick KANNER, Président,

Nom de la commune : .....
.....
Représentée par : .....
....., Maire de.....
.....

PRÉAMBULE

En 2024, 40% des Français ne sont pas partis en vacances, ce sont 60 % des personnes ayant un revenu inférieur à 1300 € qui restent assignés à résidence.Depuis les années 2000 ces chiffres sont constants et ont un impact tout aussi fort pour les habitants de la communauté d'agglomération Lens-Liévin.

Les chiffres clés de la jeunesse 2023 indiquent que le fait de ne pas partir une semaine en vacances est considéré comme une privation. Ce constat est le même pour les familles, les personnes isolées…

Enfin, l'article 140 de la loi de lutte contre l'exclusion du 29 juillet 1998 nous précise que « L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté. » Ce même texte nous donne les pistes de la transformation de cet objectif national. « L'État, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif. »

La présente charte a pour objectif de partager cet enjeu national et de le mettre à l'épreuve des faits et des synergies, sur le territoire de la communauté d'agglomération, pour transformer cette ambition par une collaboration entre les acteurs, en affirmant l'enjeu de la mutualisation et la force de l'accompagnement.

Cette charte a pour vocation également de délimiter les règles applicables et les critères retenus pour agir au plus près des publics éloignés des vacances.

LES OBJECTIFS DU PROJET

1. Réduire le non-départ en vacances et ainsi permettre à environ 10 000 personnes d'accéder aux droits aux vacances sur la CALL,

2. Construire de nouveaux liens entre les habitants impulsés par les acteurs publics (communes, communauté d'agglomération, département, région) les associations et le tissu économique,

3. Apporter les modalités méthodologiques de l'accompagnement afin que les futurs vacanciers soient acteur de leur projet,

4. Évaluer l'impact et la reproductibilité de l'action,

5. Contribuer à une politique publique positive répondant aux besoins de la population du territoire.

PRÉSENTATION DE VACANCES OUVERTES

Reconnue d'utilité publique, Vacances Ouvertes accompagne les professionnels de l'action sociale, de l'insertion, de la jeunesse, les collectivités, les associations, les bénévoles, dans la construction de projets vacances avec les personnes qui en sont éloignées.

LA MISSION DE VACANCES OUVERTES

Dans un processus de co-production, co-construction et de collaboration, sous son égide, Vacances Ouvertes :

1. Portera l'animation, la mise en réseau des acteurs,
2. Contribuera à la qualification des acteurs mobilisés afin de répondre au besoin social,
3. Portera les moyens financiers afin de permettre la levée d'un des freins au départ et ce dans la limite des moyens obtenus,
4. Sera à l'interface entre les différents acteurs mobilisés,
5. Interviendra dans le cadre des critères définis préalablement,
6. Accompagnera, formera les acteurs mobilisés afin de répondre à la question du projet vacances par l'implication des futurs vacanciers.

Pour ce faire un COPIL, une conférence des financeurs, un comité d'engagement pour tout dossier necessitant dérogation ou échange en collectif seront mis en place.

PERSPECTIVES 2026

L'association Vacances Ouvertes est porteuse du projet avec la Communauté d'agglomération Lens-Liévin, le Département du Pas-de-Calais, la Région Hauts-de-France, la Caf du Pas-de-Calais et l'État.
L'action se déroule sur les cantons de la Communauté d'agglomération Lens-Liévin auxquels s'ajoutent les communes de Rouvroy et de Bois Bernard situées sur le canton d'Harnes.

ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Les communes participantes doivent faire acte de candidature par :
- La signature de la présente convention d'engagement,
- Une participation financière comprenant l'adhésion à Vacances Ouvertes ainsi qu'une participation forfaitaire a minima, représentant ainsi l'engagement financier global, a minima :

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

ANNEXE

CHARTE D'ENGAGEMENT

Population de la commune	Adhésion VO	Participation ville	Total
- 2000 habitants	250€	240€	490€
2000 à 3000 habitants		360€	610€
3000 à 4000 habitants		480€	730€
4000 à 5000 habitants		600€	850€
5000 à 8000 habitants		840€	1090€
8000 à 12000 habitants		1200€	1450€
+12000 habitants		1800€	2050€

Les communes s'engagent en outre à une implication effective en vue de :

- Participer aux temps collectifs et aux journées de formation,
- Appliquer les critères d'éligibilité des publics,
- Mobiliser effectivement des futurs vacanciers dans leur projet de vacances,
- Répondre aux besoins des éléments demandés dans les bilans,
- Remplir les documents administratifs et tenir à disposition pendant 10 ans les justificatifs du départ (règles des financeurs),
- Faire remplir les documents communiqués par l'organisation,
- Contribuer, afin de pouvoir répondre aux exigences de l'ANCV, aux bilans de fin d'année à travers des temps collectifs mais aussi administratifs,
- Respecter les chartes graphiques dans les différents supports de communication et s'engager à y faire figurer les noms des partenaires et des financeurs,
- Suivre le planning établi tant pour la communication sur le projet que les délais d'inscription, de paiements,…

Pour chacune des actions choisies (départs autonomes, dispositif « je pars, tu pars, il part), un cahier des charges spécifiques sera rédigé et détaillera les engagements de Vacances Ouvertes et ceux de la commune signataire.

CALENDRIER

La clôture des inscriptions aux départs est fixée au vendredi 12 juin 2026.

RESPONSABILITÉS

Vacances Ouvertes est couverte par une assurance Responsabilité Civile. Les bénéficiaires inscrits dans les séjours « je pars, tu pars, il part », doivent également, comme l'exigent les hébergeurs, être couverts par une assurance Responsabilité Civile à jour de cotisations 2026.

Il est conseillé aux communes partenaires de déclarer si nécessaire l'opération « Ne rêvez pas, partez » à ses divers assureurs pour couvrir son personnel et ses actions d'animation.

DOCUMENT À RETOURNER

- Bulletin d'adhésion à Vacances Ouvertes
- Cotisation

Je soussigné·e,
Prénom NOM :
Maire de
Fait à : Le :
Signature

Marc Pili, délégué général,
Vacances Ouvertes
Fait à : Le :
Signature

approuve par la présente l'ensemble des éléments de la charte ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

ILS SOUTIENNENT L'OPÉRATION

Ne rêvez plus, partez !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région Hauts-de-France

62 Pas-de-Calais Mon Département

CALL Lens-Liévin

Caf du Pas-de-Calais

ancv
AIDES AUX PROJETS VACANCES

Secours Populaire Français

Solidarité Laïque

tu pars, il part.

ASSOCIATION en Jeu
AVEC LES ENFANTS, INVENTER L'AVENIR.

essentiem

Louvre Lens

RACING CŒUR DE LENS

EIFFAGE

Maisons & Cités

idex
VALORISER LES ÉNERGIES

GAZONOR

idverde

NICOLLIN

CITEOS

Jules Benoît

Cfdt:

la cgt

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

2026-04-23

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :

Renouvellement de l'adhésion à l'association Vacances Ouvertes et participation financière au projet

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK – Annick DUSSOSSOY – Pascal BONARDEL – Sylvie TOURNEMINE – Sullivan SAMBON – Lucienne PENOT – Mathieu APRILE – Myriam CARTON – Nadine LEROY – Hervé BILLET – Véronique GOUSSEN – Eric MARTIN – Sabrina AIT KEDDOUR – Bruno PRZYBYSZ – Martine DELACOURT – Célina LENTREMY – Anthony FELGUEIRAS – Pascal LESIRE – Magalie DESCAMPS – Jean-Claude HOFFMANN – Brigitte CARLIER – Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) – Thomas RIVIERE – Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) – Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) – Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM.

L'accès aux vacances est un droit et malheureusement de nombreuses personnes en sont encore exclues. Aux difficultés financières qui s'amplifient chaque année du fait du contexte géopolitique mondial et de l'inflation galopante, s'ajoutent bien souvent des freins sociaux et culturels.

Afin de favoriser l'accès aux vacances des personnes qui en sont le plus éloignées, en défendant le droit aux vacances pour tous, la commune d'ANNAY est adhérente de l'association Vacances Ouvertes depuis 2024, ce qui a permis à de nombreux annaysiens de bénéficier du dispositif « 10 000 départs en vacances : ne rêvez plus, partez ». En 2025, ce sont 28 communes qui étaient engagées dans la démarche.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

Il est envisagé de renouveler l'opération en 2026 et d'organiser, en accompagnement avec les bénéficiaires, des séjours individuels ou collectifs en autonomie (à destination des familles ayant un Quotient familial inférieur ou égal à 900 €) ainsi que 5 départs dans le cadre du dispositif « je pars, tu pars, il part » (séjours en famille autonomes, s'adressant à des familles dont le Quotient Familial est inférieur ou égal à 1 500 €)

Au-delà de pouvoir offrir aux publics notamment les plus fragiles la possibilité de partir en vacances, les projets vacances ont également la vocation :

- d'agir sur des ressorts très intimes comme la confiance en soi, la diminution du sentiment d'échec, l'autonomie, le sentiment d'être comme tout le monde ;

- d'acquérir des compétences transférables dans le quotidien telles que l'organisation, la construction d'un projet et d'un budget, la mobilité, le vivre-ensemble favorisant ainsi l'inclusion sociale.

Pour développer ce projet ambitieux, la commune pourra s'appuyer sur l'expérience et le savoir-faire de ses services municipaux et du C.C.A.S.

Reconnue d'utilité publique, l'association Vacances Ouvertes contribue au développement de politiques vacances territoriales en proposant des dispositifs (appels à projets vacances, Sac Ados) qui favorisent l'autonomie et la mobilité en encourageant l'implication des publics. Ces dispositifs comportent à la fois un accompagnement, une assistance à maîtrise d'ouvrage mais aussi une aide financière directe pour les futurs vacanciers en fonction des quotients familiaux sous la forme de chèques vacances, en partenariat avec l'Agence Nationale Chèques Vacances (ANCV).

Pour bénéficier de ce soutien technique et financier, il convient de renouveler l'adhésion à l'association Vacances Ouvertes pour l'année 2026. Le montant de la cotisation, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2026, est fixé à 250 € (Deux cents cinquante euros). Par ailleurs, comme en 2024 et 2025 et vu l'engouement autour de ce projet, une participation forfaitaire à minima est demandée à chaque collectivité, en fonction du nombre d'habitant, soit 600 € (Six Cent Euros) pour ANNAY.

Ouï l'exposé ci-dessus,
Le Conseil Municipal,

Vu l'accompagnement et les aides financières accordés par l'association Vacances Ouvertes aux porteurs de projets vacances adhérents,
Vu le projet permettant aux annaysiens éloignés des vacances de pouvoir bénéficier de séjours vacances en 2026,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260423-DE

Vu le montant de l'adhésion à l'association Vacances Ouvertes fixé à 250 € (Deux cents cinquante euros) pour l'année 2026,
Vu la possibilité de solliciter d'autres partenaires financiers comme la Caisse d'Allocations Familiales,
Considérant l'importance de permettre à de nombreuses familles éloignées des vacances de pouvoir partir en séjours,
Considérant que l'adhésion à l'association Vacances Ouvertes permettra de bénéficier d'un accompagnement, d'une assistance et aussi d'une aide financière directe pour les futurs vacanciers en fonction des quotients familiaux,

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

- **APPROUVE** ce projet permettant aux annaysiens(es) éloigné(e)s des vacances de pouvoir goûter à ses joies et à ses bienfaits pour l'année 2026,

- **DECIDE** de renouveler son adhésion à l'association Vacances Ouvertes et de lui verser la somme de 250 € (Deux Cents Cinquante Euros) correspondant au montant de la cotisation annuelle pour l'année 2026,

- **DECIDE** d'une participation forfaitaire au projet de 600,00 € (Six Cent Euros) qui sera versée à l'association Vacances Ouvertes,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document administratif et financier relatif au projet (conventions de partenariat, appels à projets, demandes de subvention, …) avec l'association Vacances Ouvertes ainsi qu'avec tout autre partenaire sollicité et impliqué dans les projets séjours vacances développés pendant l'année 2026,

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**26**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS (P.-de-C.)

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260424-DE

2026-04-24

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Transfert temporaire de la salle des mariages et des feuilles de registre d'état civil des cérémonies

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Les travaux d'accessibilité de la mairie prévus à compter de mai 2026 et pour une durée prévisionnelle de quatre mois vont engendrer une indisponibilité du salon d'honneur de l'hôtel de ville ainsi que des déménagements temporaires des services communaux au rez-de-chaussée de la mairie.

Pour rappel, la pose d'un ascenseur et l'installation d'un sanitaire adapté aux personnes à mobilité réduite ainsi que le déplacement du tableau électrique général sont programmés.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-30-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction générale relative à l'Etat Civil n° 393 du 11 mai 1999, il convient de désigner une salle communale comme annexe de la maison commune pour la célébration des mariages.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260424-DE

Il est proposé à l'assemblée de bien vouloir entériner la proposition suivante :

- **Lieu** : Salle Brassens, Résidence des Aulnes, sise Place Roger Salengro à ANNAY
- **Période prévue** : du 1er mai au 15 septembre 2026 (dates prévisionnelles de durée des travaux).

Le Conseil est informé que Monsieur le Procureur du Tribunal Judiciaire de Béthune a été avisé de ce changement de lieu temporaire par courrier en date du 10 avril 2026.

Le Conseil est avisé que les registres d'Etat Civil de l'année en cours ainsi que les tables décennales seront conservés en toute sécurité en mairie : seules les feuilles de registre des célébrations seront transférées de la mairie à la Salle Brassens par l'officier d'état civil qui procédera à la cérémonie. Par ailleurs, la publication des bans continuera d'être effectuée en mairie dans le panneau d'affichage dédié, elle sera effectuée également à l'entrée de la salle Brassens, durant la durée du transfert de la salle des mariages.

Ouï cet exposé,
Le Conseil Municipal,
A l'unanimité,

- **Approuve** le transfert temporaire de la salle des mariages en la salle Brassens, Résidence des Aulnes, durant les travaux de mise en accessibilité et aux normes de la mairie, comme ci-dessus exposé,
- **Désigne** la salle Brassens, sise résidence des Aulnes, comme annexe de la Maison Commune durant la période rappelée ci-dessus,
- **Autorise** le transfert des feuilles du registre d'Etat Civil nécessaires par l'officier d'Etat Civil en charge le jour des célébrations,
- **Confirme** que les registres de l'état civil de l'année et les tables décennales seront conservées en toute sécurité en mairie.

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

David KUSNIREK,
Maire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260425-DE

2026-04-25

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Objet :
Aides financières exceptionnelles : participations Championnat National Extérieur de Tir à l'Arc

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Monsieur Sullivan SAMBON, Adjoint délégué aux sports, expose à l'Assemblée que Monsieur et Madame LEMOINE-AMELOT, domiciliés 3, rue du Général De Gaulle à Annay ont déposé un courrier visant à obtenir une aide financière exceptionnelle au profit de leur fille Théa, en vue de sa participation au championnat national de tir à l'arc Ufolep qui aura lieu le dimanche 24 mai à Conty, dans le Département de la Somme (80). Il précise que Théa est cette année championne régionale et 6ème nationale.

Il expose également à l'assemblée que Monsieur et Madame RITEL, domiciliés 21, rue de Riom à Annay ont également déposé un courrier visant à obtenir une aide financière exceptionnelle au profit de leur fils Jean-Luc, en vue de sa participation au même championnat. Il précise que Jean-Luc est cette année champion régional et 2ème national.

Invité à délibérer,

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260425-DE

Le Conseil Municipal,

A l'unanimité,

- **Décide** d'accorder une aide exceptionnelle de 150 € à Monsieur et Madame Christophe LEMOINE-AMELOT dans le cadre de la participation de leur fille Théa au Championnat National Extérieur de tir à l'arc Ufolep qui se déroulera le 24 mai 2026 à Conty (Somme).

- **Décide** d'accorder une aide exceptionnelle de 150 € à Monsieur et Madame RITEL dans le cadre de la participation de leur fils Jean-Luc au Championnat National Extérieur de tir à l'arc Ufolep qui se déroulera le 24 mai 2026 à Conty (Somme).

- **Précise** que la dépense sera prélevée au Budget de l'année en cours.

Abstention :	**0**
Contre :	**0**
Pour :	**26**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

2026-04-26

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Lens

Canton de Lens

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE D'ANNAY-SOUS-LENS

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six, le trente avril à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni salle Brassens, à la résidence des aulnes, sous la présidence de Monsieur David KUSNIREK, Maire, en suite de convocation en date du vingt-quatre avril deux mille vingt-six, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Séance du 30 avril 2026

Etaient Présents

M.M. David KUSNIREK - Annick DUSSOSSOY - Pascal BONARDEL - Sylvie TOURNEMINE - Sullivan SAMBON - Lucienne PENOT - Mathieu APRILE - Myriam CARTON - Nadine LEROY - Hervé BILLET - Véronique GOUSSEN - Eric MARTIN - Sabrina AIT KEDDOUR - Bruno PRZYBYSZ - Martine DELACOURT - Célina LENTREMY - Anthony FELGUEIRAS - Pascal LESIRE - Magalie DESCAMPS - Jean-Claude HOFFMANN - Brigitte CARLIER - Pascal CAMPEL

Etaient Excusés

MM. Christophe TOURNEMINE (pv. à Sylvie TOURNEMINE) - Thomas RIVIERE - Béatrice BOCHU (pv. à David KUSNIREK) - Cassandra GUILMAIN (pv. à Mathieu APRILE) - Hélène CRETEUR (pv. à Magalie DESCAMPS)

Etaient Absents

MM. /

Objet : Signature par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) de la convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

Contexte :

En application de la responsabilité élargie des producteurs, les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent le nettoiement des déchets d'emballages ménagers abandonnés.

Par un arrêté du 23 décembre 2024, le Cahier des charges d'agrément de Citeo a été modifié notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoiement et à la réduction des déchets abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du Cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

produits relevant de l'agrément de la Société agréée. La couverture des coûts de nettoiement des dépôts illégaux de déchets abandonnés – c'est-à-dire des amoncellements de déchets concentrés – ne sont pas objets du recouvrement des coûts.

A cette fin, en concertation avec les représentants des collectivités territoriales, une convention-type a été rédigée dans le cadre de l'organisme coordinateur de la filière Emballages et papiers Graphiques (OCAPEM). Cette convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus a été validée par les pouvoirs publics et est proposée à toutes communes et groupements de communes ayant en charge le nettoiement des déchets, par distinction avec les « autres personnes publiques » (paragraphe b. de l'article V.1.g du Cahier des Charges).

Quant à elle, la Collectivité assure, seule, des opérations de nettoiement des déchets abandonnés, ainsi que des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon des déchets d'emballages ménagers dans l'environnement.

Considérant l'intérêt que présente la Commune d'ANNAY pour la Convention de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus proposée par Citeo, il est proposé d'autoriser le Président de la CALL à signer ladite Convention avec Citeo conformément à la délibération du Conseil Communautaire n° C161025_D12 du 16 octobre 2025.

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 5221-1 relatif à la coopération intercommunale,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.541-10 et R.543- 53 à R.543-56,

VU l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement,

VU l'arrêté du 30 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 29 novembre 2016 modifié relatif à la procédure d'agrément et portant cahier des charges des éco-organismes de la filière des emballages ménagers,

VU l'arrêté du 21 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages dont les détenteurs finaux sont les ménages dans les conditions prévues par les articles R. 543-53 à R. 543-65 du code de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

VU l'arrêté du 23 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2023 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

- **Approuve** le principe de conventionnement en intégrant le groupement dont le mandataire sera la CALL et autorise la CALL à porter le groupement en tant que mandataire et à signer la convention déchets abandonnés avec Citeo.

- **Autorise** M. le maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de groupement dont le mandataire sera la CALL et tout document se rapportant à cette affaire.

Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 26

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait certifié conforme,

David KUSNIREK,
Maire

MAIRIE D'ANNAY-SOUS-LENS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(P.-de-C.)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

LA LUTTE CONTRE LES DECHETS ABANDONNES

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Présentation de l'éco-organisme

CITEO EMBALLAGES MÉNAGERS ET PAPIERS

Citeo est une entreprise à mission créée il y a 30 ans par les entreprises de la grande consommation et de la distribution pour réduire l'impact environnemental de leurs emballages et papiers en déployant des solutions de réduction, de réemploi, de tri et de recyclage.

Mise en œuvre de la REP Emballages ménagers (1992) et de la REP Papiers graphiques (2006)

NOTRE RAISON D'ÊTRE :

Pour répondre à l'urgence écologique et accélérer les transformations qui s'imposent, Citeo veut engager et accompagner les acteurs économiques à produire, distribuer et consommer en préservant notre planète, ses ressources, la biodiversité et le climat.

© Citeo | 13 juin 2024| Ville de Lille | Pour les conditions d'utilisation et/ou de diffusion, voir note en fin de document

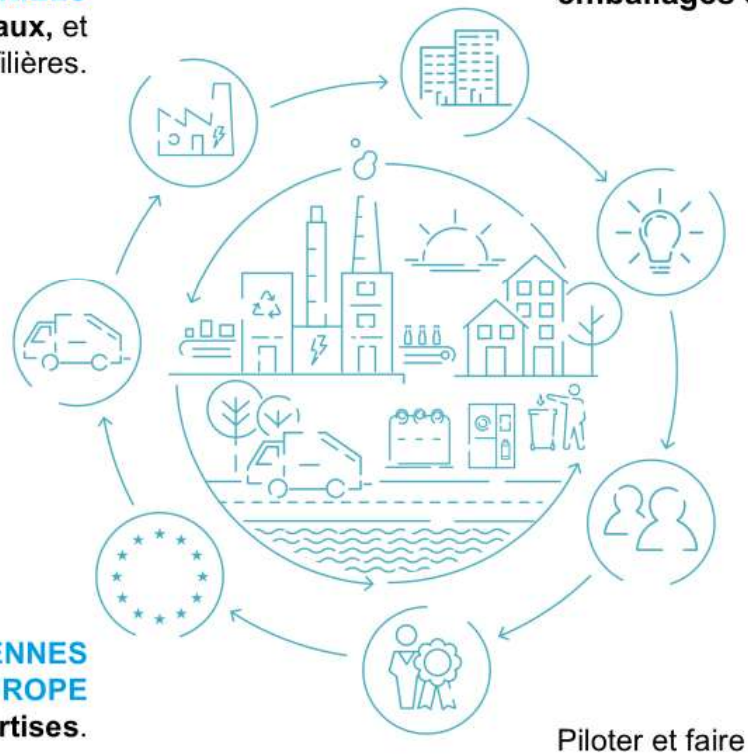
Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Une action qui s'exerce avec toutes les parties prenantes

Agir avec les **OPÉRATEURS INDUSTRIELS** **qui recyclent et valorisent les matériaux,** et travailler au développement de nouvelles filières.

Accompagner les **ENTREPRISES** pour apporter des solutions sur l'ensemble du **cycle de vie de leurs emballages et papiers.**

Accompagner financièrement et techniquement les **COLLECTIVITÉS LOCALES** et les **ACTEURS PRIVÉS** pour mettre en place **le juste dispositif de collecte et de tri.**



Accompagner tous les **ACTEURS DE L'INNOVATION** engagés dans la **recherche de solutions prometteuses.**

Engager les **CONSOMMATEURS-CITOYENS** en simplifiant et en donnant de la valeur au **geste de tri**.

Travailler avec les **INSTITUTIONS EUROPÉENNES** et nos **HOMOLOGUES EN EUROPE** pour **partager bonnes pratiques et expertises**.

Piloter et faire évoluer le dispositif de collecte et de tri pour contribuer aux objectifs fixés par les **POUVOIRS PUBLICS.**

© Citeo | 13 juin 2024| Ville de Lille | Pour les conditions d'utilisation et/ou de diffusion, voir note en fin de document

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

01

Déchets Abandonnés

Pourquoi un Plan de lutte contre les Déchets Abandonnés

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Un enjeu fort pour les territoires

*Etude la Gazette des communes, 2021

Préoccupation essentielle Des habitants

Poids dans les dépenses locales

Evolution des modes de consommation

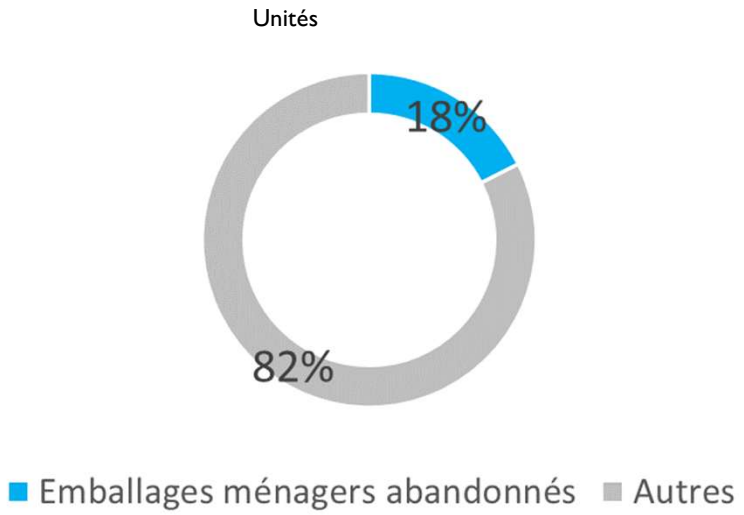
Attractivité de votre territoire

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Etude DA en milieu urbain 2024

En France métropolitaine, les emballages ménagers représentent 18% des déchets abandonnés au sol



Gisement de déchets abandonnés au global dans les rues

En Hexagone – 36 millions par jour, 13,2 milliards par an
(+/-17%)
En unités

Gisement de déchets abandonnés d'emballages ménagers dans les rues

En Hexagone : 6,4 millions par jour, 2,4 milliards par an
(+/-17%)
En unités

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Emballages ménagers les plus retrouvés au sol dans les rues en France Métropolitaine

Les 10 emballages ménagers les plus retrouvés au sol dans les rues

1 Les sachets transparents en plastique et les sachets multi-matériaux (épicerie)

2 Les canettes

3 Les bouteilles en plastique

4 Les paquets de cigarettes

5 Les capsules

6 Les emballages en carton de la restauration rapide

7 Les bouteilles en verre

8 Les bouchons en plastique

9 Les emballages en plastique de la restauration rapide

10 Les gourdes opaques

Docu contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

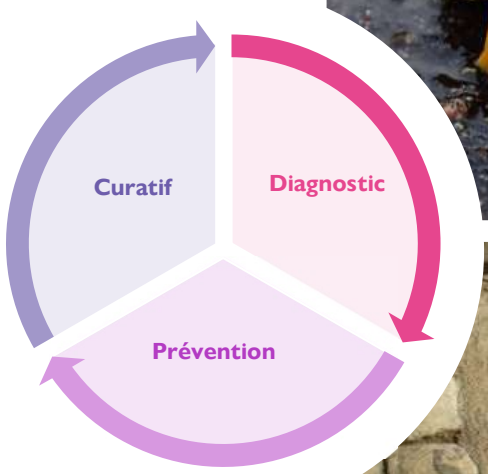
Déchets abandonnés
Pour préserver la biodiversité

Les moyens de la REP doivent servir à réduire les déchets abandonnés dans l'espace public (urbain & naturel)

- Le nettoiement curatif seul ne peut pas tout !
- Des actions de diagnostic permettant de connaitre et comprendre.
- Et des actions de prévention adaptées aux lieux et cibles et d'en mesurer les impacts sont nécessaires.

Pour une efficacité optimale, il est intéressant **d'agir sur de grands périmètres** et de s'appuyer sur des partenaires pour bien appréhender la dynamique territoriale à l'œuvre.

Et avec une bonne complémentarité avec le hors foyer.



Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Conventionner

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Les objectifs, cibles et lieux de la convention déchets abandonnés de Citeo

Objectifs de la convention :

- ✓ **financer des actions diversifiées de lutte contre les déchets abandonnés structurées au niveau local** (plusieurs entités impliquées qui coopèrent) et **pérennes**
- ✓ **vous apporter une expertise, des retours d'expérience et des outils pour agir :**
  - ➔ poser un diagnostic + faire un état des lieux du gisement avec nos experts
  - ➔ obtenir des méthodes de prévention des déchets abandonnés avec des outils clés en main
  - ➔ optimiser vos opérations de nettoiement

Durée :

Convention jusqu'au 31 décembre 2026

Tacite reconduction jusqu'au **31/12/2029**

Qui peut candidater :

Les collectivités territoriales en charge de la salubrité publique ou leurs groupements

Les autres personnes publiques en charge de l'entretien de terrains relevant de leur gestion

Les lieux visés :

Les espaces publics où la structure opère des opérations de nettoiement
(via le SPPGD et/ou le service de salubrité du gestionnaire public)

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Quel conventionnement pour les collectivités territoriales en charge de la salubrité publique ?

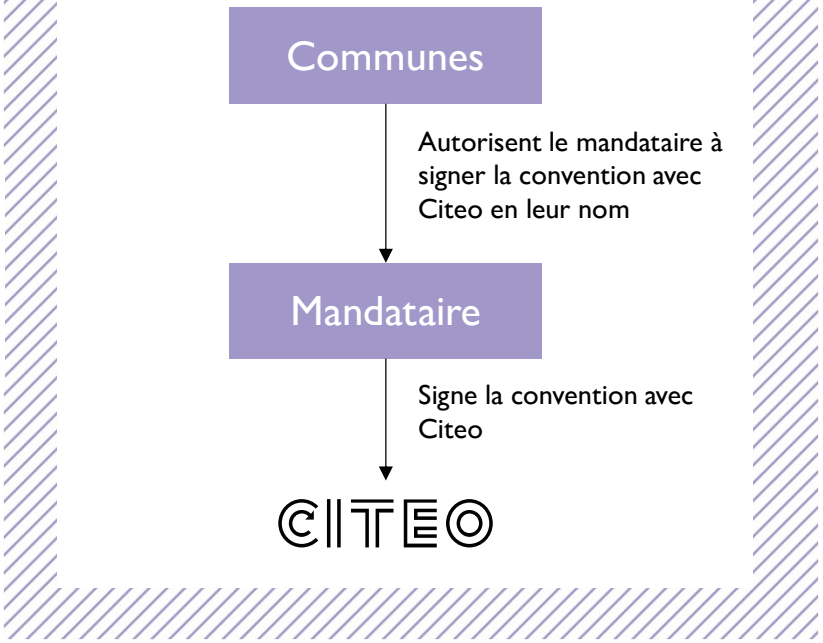
ou

Une collectivité territoriale en charge de la salubrité publique peut…

Conventionner en groupement via un mandataire

Si la collectivité territoriale souhaite s'associer à d'autres collectivités pour mettre en œuvre un plan d'actions **sur un territoire élargi**, les collectivités partenaires concluent **entre elles une convention de groupement** et désignent **un mandataire** qui sera signataire de la convention.

Le **mandataire** sera alors **l'interlocuteur de Citeo.**
Les soutiens lui seront versés et il se chargera de les **répartir entre les collectivités partenaires,** si validé en ce sens entre les communes, via une **convention de groupement définissant les règles de répartition convenues.**



Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Déchets abandonnés
Pour préserver la biodiversité

Niveau 2 :
Collectivité ou groupement
de **25.000 habitants et plus**

Le suivi

A LA SIGNATURE DU PROJET :

Nomination d'un Responsable
Lutte contre les déchets abandonnés

Diagnostic territorial
Formalisation d'un **PLDA** (Annexe C) comprenant :
- Le Pilotage du PLDA
- Le Recensement des principaux hotspots de DA (dont DA diffus) sur le territoire
- Une enquête d'évaluation du sentiment de propreté (réalisée via le suivi des IOP de l'AVPU OU une étude menée par un BE ou une étude menée en propre)*
- Des actions de prévention ciblées sur les DA dont les DA diffus
- Des budgets complétés pour toutes les actions du PLDA

**Obligatoire pour les communes de 25 000 habitants et plus*

A LA FIN DE CHAQUE ANNEE :

Bilan des actions
- Dépenses réalisées
- Bilan qualitatif par action (quel impact au regard de l'objectif fixé)
- Indicateurs pertinents selon l'action
- Evaluation du sentiment de propreté*

- **Recensement des principaux hotspots**

- **Détail de l'organisation et des charges** liées aux déchets abandonnés * :
  - Mode de gestion du nettoiement
  - Prestations menées
  - Charges

POUR CHAQUE ANNEE SUIVANTE :

Le PLDA qui recense les actions prévues l'année suivante
avec pour objectif, en année 3, que 25% du montant total des soutiens soit dépensé dans des actions de pilotage, diagnostic et prévention (dont captage) du geste d'abandon

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Déchets abandonnés
Pour préserver la biodiversité

PLDA et Les indicateurs à suivre

Des indicateurs métiers et des indicateurs de perception pour suivre l'impact des actions menées et leur évolution dans le temps

Des indicateurs à renseigner dans l'Annexe PLDA, selon les actions menées :

- Impact sur le hotspot
- Nombre de personnes sensibilisées
  - Parmi ces personnes le nombre d'enfants
- Nombre de personnes ayant participé à un clean up
- Nombre d'équipements de rétention/captation (grilles, nasses, filets, barrières etc.) de DA déployés
- Nombre d'équipements de collecte installés ou retirés

Actions et budgets réalisés

Quel a été l'impact de l'action sur le hotspot ?	Combien de personnes ont été sensibilisées ?	Parmi ces personnes, combien d'enfants ont été sensibilisés ?	Combien de personnes ont participé à des clean up ?	Combien d'équipements de rétention/captation (ex : grilles, nasses, filets, barrières à bulle, etc.) de déchets abandonnés ont été déployés ?	Combien d'équipements de collecte ont été installés ou retirés ? (si retirés, mettre en négatif)
Choisir uniquement parmi la liste déroulante	*Répondre uniquement par un nombre*	*Répondre uniquement par un nombre*	*Répondre uniquement par un nombre*	*Répondre uniquement par un nombre*	*Répondre uniquement par un nombre*

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

L'évaluation du sentiment de propreté :
Comment l'évaluer ? Plusieurs méthodes possibles

Les IOP de l'AVPU

Périmètre : des secteurs.
Pour des CL membres de l'AVPU ou qui veulent entrer dans une démarche de ***benchmark et de monitoring de la propreté.***
Intérêt de créer de ***nouveaux secteurs à monitorer en fonction des hotspots sur lesquels des actions de Lutte contre les DA sont menées***

IOP (Indice d'Observation de la Propreté) de l'AVPU

Nom de la collectivité				
	T1	T2	T3	T4
Nombre de sites évalués				
IMS (Indice Moyen de Salissure) trimestriel				
IMS trimestriel moyen de villes de la même taille				
Note/classement				
Part (en %) des emballages alimentaires dans chaque IMS trimestriel				

Enquête propre à la collectivité

Périmètre : toute la collectivité.
Pour des CL qui veulent ***communiquer, d'un point de vue politique, sur le sujet. Budget plus élevé,*** *externalisation > marché public à prévoir*

Méthodologie d'enquête proposée par Citeo

Périmètre : des hotspots.
Pour des ***CL qui débutent*** *en monitoring de la propreté et qui veulent* ***mesurer l'impact de leurs actions*** *et* ***structurer leur communication*** *vis-à-vis des usagers.*
A minima interroger 60 personnes sur 3 hotspots distincts

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Quelques exemples d'actions de lutte contre les déchets abandonnés

Diagnostic

Objectifs et description du projet

étude de perception, caractérisation de déchets abandonnés, identification des lieux de dépôts de déchets abandonnés diffus etc.

BORDEAUX MÉTROPOLE

Mesurer la propreté avec des caméras embarquées

Cartographie des hotspots de déchets

Curatif

Objectifs et description du projet

opération de nettoiement, installation de filets sur le réseau d'eau pluviale, études pour adapter le maillage des corbeilles de rue, etc.

Prévention

Objectifs et description du projet

installation de panneaux informatifs sur les plages, sensibilisation auprès des publics (scolaires, touristes, professionnels, restaurateurs etc.), incitation au tri pour les évènements en plein air

Mise en place d'équipements de collecte adaptés

Ajouter un équipement là où il n'en existait pas donne les moyens de ne pas jeter le déchet par terre

et/ou

Placer un équipement d'une taille adaptée et au bon endroit évite le débordement de corbeilles

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Les financements

Concernant les collectivités territoriales,
les pouvoirs publics ont fixé le barème permettant de calculer le montant des soutiens à verser
avec une variation en fonction du milieu et du nombre d'habitants de la collectivité

TYPOLOGIE DU MILIEU DE LA COLLECTIVITÉ	MONTANT (€/hab/an)
Urbain : commune dont la population est égale ou supérieure à 5 000 habitants permanents	3,2
Rural : commune dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,9
Urbain dense : commune dont la population est égale ou supérieure à 50 000 habitants permanents	4,3
Touristique (hors urbain dense) : communes qui remplissent au moins l'un des critères suivants : • Plus d'1,5 lit touristique par habitant ; • Un taux de résidences secondaires supérieur à 50 % • Au moins 10 commerces pour 1 000 habitants	3,5

Barème extrait du cahier des charges d'agrément de la REP Emballages ménagers

Estimation soutiens CALL _Déchets abandonnés

Harnes : 12khab => 39k€/an
Lens : 32khab => 104k€
Liévin : 30khab => 96k€
Loos-en-Gohelle => 7khab => 22k€
Mazingarde : 8khab => 26k€

Soutien estimé :
288 K€/an
(90khab)

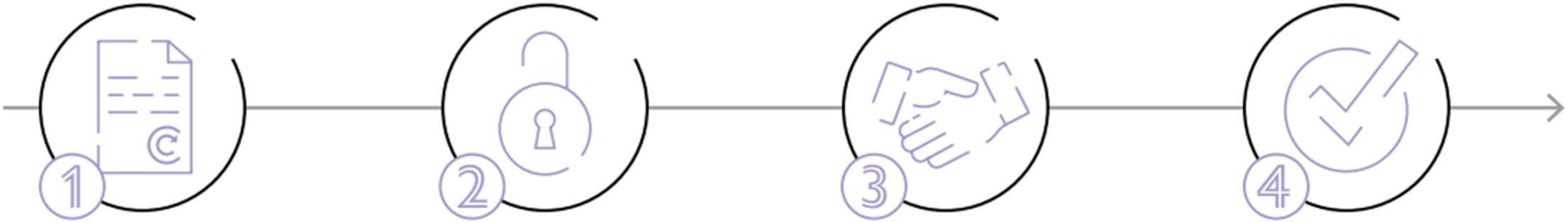
Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Déchets abandonnés
Pour préserver la biodiversité

Le mode d'emploi pour conventionner avec Citeo

Tout se passe en ligne :



1. Complétez le formulaire « Conventionnez avec Citeo » sur la page dédiée Déchets abandonnés du site citeo.com : Engagez-vous | CITEO

2. Sous quelques jours, nous revenons vers vous pour créer votre compte sur l'espace bénéficiaire dédié aux collectivités.

   Sur cet espace :
   consultez la convention
   + les documents administratifs
   selon la taille de votre collectivité

3. Vous déposez les documents complétés sur votre espace bénéficiaire et lancez la convention avec Citeo

4. Une fois les documents validés, vous pourrez signer la convention en ligne.

   Sur votre espace bénéficiaire, profitez de tous les outils et de l'accompagnement de Citeo pour déployer et piloter vos actions de lutte contre les déchets abandonnés.

Quand candidater ?

Quand vous vous sentez prêt ! Conventions au fil de l'eau

À noter, application d'un prorata temporis semestriel si conventionnement seul

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Et de nouvelles offres de service pour continuer à lutter

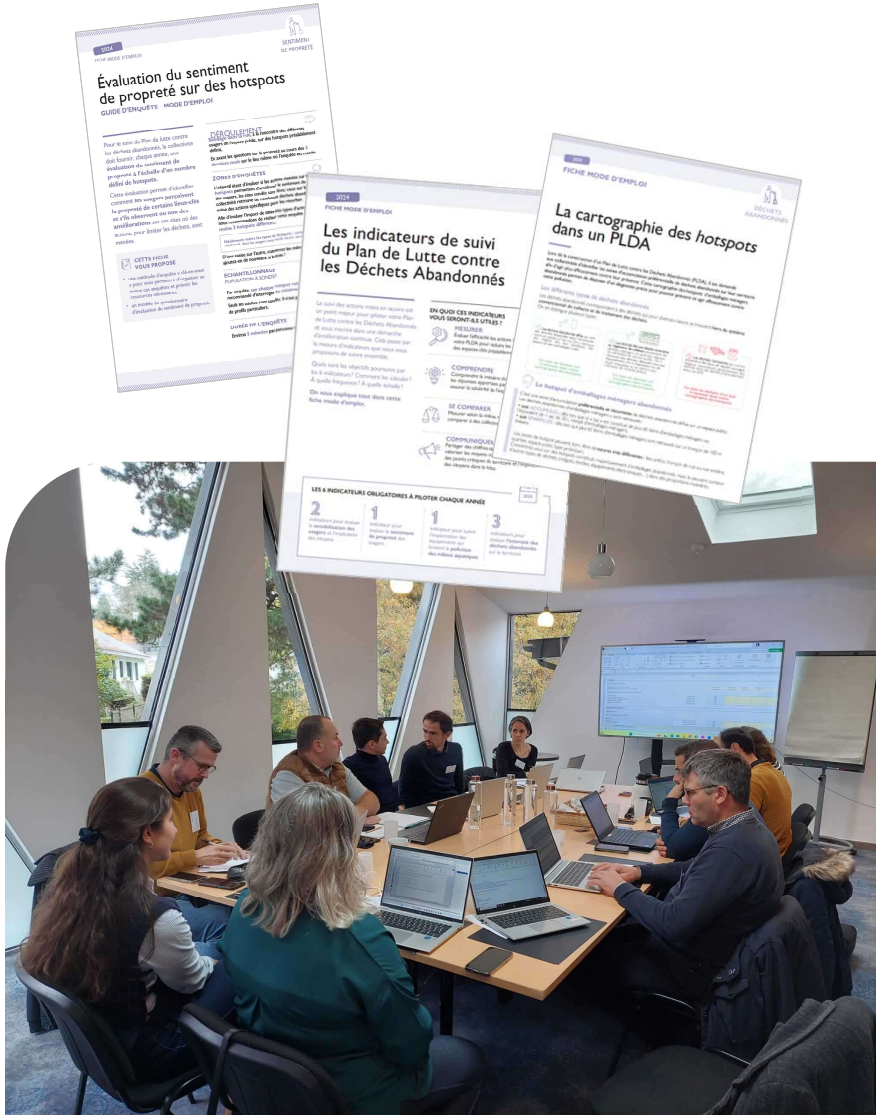
UN KIT DE FICHES PRATIQUES

NOUVEAU - Comment mener une enquête sur le niveau de propreté : une méthode pas à pas, des questions-types, des outils d'évaluation des actions menées et leur notoriété.

DES ATELIERS DE PARTAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT

NOUVEAU - Des ateliers pour les collectivités de plus de 50.000 habitants sur le PLDA

- Un temps de partage des bonnes pratiques et d'inspiration pour son PLDA années 2 et 3
- Un **accompagnement personnalisé et en présentiel** sur le remplissage des coûts



Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Et maintenant

Prévoir les délibérations :

- Toutes les communes du groupement doivent délibérer pour autoriser la commune à intégrer la convention de groupement et autoriser la CALL à porter le groupement en tant que mandataire.

- Délibération de la CALL l'autorisant à signer une convention déchets abandonnés avec CITEO.

=> PLDA validé par CITEO et délibérations attendues pour avril/mai 2026.

Attention : Si une commune vient se rajouter après signature de la convention, il faudra refaire la convention de groupement et la faire resigner par toutes les communes et la CALL.

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Merci

Bénédicte CAFLERS
Responsable des Opérations
Mobile : 07 63 46 45 53
www.citeo.com
CITEO EMBALLAGES MÉNAGERS ET PAPIERS

CITEO

adelphe

2 bis avenue Taillebourg
75011 Paris

01 81 69 06 00
contact@citeo.com

Document non contractuel

Envoyé en préfecture le 05/05/2026
Reçu en préfecture le 06/05/2026
Publié le
ID : 062-216200337-20260430-20260426-DE

Le présent document demeure la propriété de Citeo/Adelphe. Il est transmis à titre purement informatif et n'a pas valeur d'avis ou de recommandation technique et/ou juridique. Bien que tous les efforts aient été consentis pour s'assurer que les informations contenues dans ce document sont correctes et à jour, Citeo/Adelphe décline toute responsabilité-pour toute erreur ou omission. Citeo/Adelphe ne garantit ni la pérennité ni l'exhaustivité des informations contenues dans ce document, au regard notamment, des évolutions et interprétations réglementaires en vigueur, de l'état de l'art et des dispositifs des REP Emballages ménagers et Papier graphique. A ce titre, le détenteur reste seul responsable de l'utilisation de ce document. -

Donnons ensemble une nouvelle vie à nos produits.

Vos emballages ont un avenir